

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 24 janvier 2022

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : DGA / DEAD -
Contrat de Relance et de Transition
Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et
convention financière 2021 - Délibération
modificative

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2022.004

Date de la convocation :

Le 18/01/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage en date du **26 JAN. 2022**

de la réception s/Préfecture
en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt-deux et le 24 janvier à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Sophie NASICA, Richard THIERY

Monsieur LEONETTI,

Vu la publication du Plan de Relance du Gouvernement français le 3 septembre 2020 de 100 milliards d'euros qui s'articule autour de 3 priorités, l'écologie, la compétitivité et la cohésion, pour redresser durablement l'économie française et créer de nouveaux emplois ;

Vu la circulaire ministérielle n°6220-SG du 23 octobre 2020 relative à la mise en œuvre territorialisée du plan de relance et la circulaire ministérielle n°6231-SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration et la mise en œuvre des Contrats territoriaux de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) au sein des territoires ;

Vu la circulaire du 8 janvier 2021 relative à la mise en œuvre territorialisée des mesures du plan de relance portées par le ministère de la transition écologique ;

Vu la délibération n°CC.2021.029 du Conseil Communautaire du 12 avril 2021 par laquelle la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis approuve les dispositifs de contractualisation financière, et délègue au Bureau Communautaire le soin d'approuver les dispositifs de contractualisation financière du Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) ;

Vu la délibération n°BC.2021.133 du Bureau Communautaire du 12 juillet 2021 par laquelle la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) approuve le Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) 2021-2027 ainsi que la convention financière 2021 ;

CONSIDERANT que les circulaires susvisées posent le cadre général pour l'évaluation de la contribution des CRTE à la transition écologique, au regard des principaux engagements nationaux en matière de transition écologique, auxquels les CRTE doivent se conformer ;

CONSIDERANT que le CRTE 2021-2027 vise au-delà de la durée du plan de relance à fédérer les acteurs publics, socio-économiques et les citoyens autour d'un projet de territoire partagé en faveur de la transition écologique, de la cohésion territoriale (en relais des contrats de ruralité échus fin 2020) et d'une approche transversale des politiques publiques sur ces thèmes ;

CONSIDERANT que le CRTE a vocation à regrouper les dispositifs existants de droit commun ou spécifique, dans un contrat unique afin de simplifier l'accès aux différentes aides déployées par l'Etat en particulier dans le champ de la cohésion territoriale (Fond National d'Aménagement et de Développement du territoire FNADT, Dotation à l'investissement Local - DSIL, Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux – DETR...) ;

CONSIDERANT que le Préfet de Département est chargé de conduire l'élaboration de ce nouveau contrat ;

CONSIDERANT que le CRTE est évolutif, le corps du CRTE et ses annexes dont la convention financière, pourront être modifiés par avenant d'un commun accord entre tous les signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou des actions ;

CONSIDERANT que le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a été retenu comme périmètre pertinent pour la signature d'un CRTE ;

CONSIDERANT que les modalités du contrat à élaborer à l'échéance de juin 2021 entre l'Etat et le territoire de la CASA peuvent être définis sur la base d'un projet de territoire, des plans climat air énergie (PCAET) et des documents d'urbanisme (PADD notamment). Le CRTE comporte en priorité un plan d'actions composé des projets les plus matures pouvant être réalisés d'ici 2022 et répondant en particulier aux orientations du plan de relance ;

CONSIDERANT que 98 fiches projets ont été déposées au titre de ce dispositif et s'inscrivent pleinement dans le CRTE ;

CONSIDERANT qu'en date du 7 janvier 2022, les services de l'Etat ont transmis à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, une version actualisée du Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) 2021-2027 et de la convention financière 2021 ;

CONSIDERANT que ces nouveaux projets intègrent l'engagement de l'Etat sur la Construction du Pôle Innovation et de la Maison de l'Intelligence Artificielle, sur les dernières attributions France Relance, le Ségur de la Santé, et est enrichi du projet Bioparc, figurant en annexes de la présente délibération ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) 2021-2027, actualisé en date du 7 janvier 2022, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver la convention financière annuelle pour 2021 actualisée en date du 7 janvier 2022, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit Contrat et ladite convention actualisés suscités, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à déposer les dossiers de demande de subvention pour les opérations identifiées dans le Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) 2021-2027 actualisé.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) 2021-2027, actualisé en date du 7 janvier 2022, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver la convention financière annuelle pour 2021 actualisée en date du 7 janvier 2022, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit Contrat et ladite convention actualisés suscités, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à déposer les dossiers de demande de subvention pour les opérations identifiées dans le Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) 2021-2027 actualisé.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 24 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche Action « Projet Photovoltaïque »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°1	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	CASA EPCI
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Dans le cadre de son Plan Climat Air Energie, la CASA souhaite développer la production d'énergies renouvelables afin de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre et respecter les orientations du SRADDET PACA.</p> <p>Afin d'accélérer le développement des énergies renouvelables sur le territoire, la CASA propose de développer des ombrières solaires ou des panneaux photovoltaïques en toiture.</p> <p>La CASA travaillera en interne à identifier l'ensemble des potentialités des bâtiments et parkings pour développer un projet et poursuivre sa mobilisation pour le développement d'énergies renouvelables.</p> <p>En fonction du site choisi pour être équipé l'énergie produite sera ou autoconsommée ou revendue en totalité en fonction du lieu d'implantation.</p>

Partenaires		
Coût prévisionnel	100 000 €HT	
Plan de financement	Financement : Région CRET : 50 000€ (50%) CRTE : 30 000€ (30%) CASA : 20 000€ (20%)	
Calendrier	Etude des sites potentiels en interne	T1-T2 2021
	Rédaction marché AMO	T4 2021
	assation marché AMO étude et rédaction marché travaux	T4 2021
	Etude photovoltaïque et rédaction marché travaux	T1 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Energie produite	



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche action « Emergence d'un Projet Alimentaire Territorial sur la CASA »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°2	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Description de l'action	<p>La CASA est engagée dans le soutien d'une agriculture locale et durable. De nombreuses actions sont mises en place dans les domaines suivants : la préservation du foncier agricole, l'accompagnement à l'installation d'agriculteurs, le soutien à la structuration des filières locales, le développement de projets agricoles innovants, la sensibilisation des scolaires et du grand public aux enjeux de l'agriculture.</p> <p>La CASA souhaite mettre en œuvre un Projet Alimentaire Territorial (PAT) dans un objectif d'établir un projet collectif et concerté autour de la mise en œuvre d'un système alimentaire territorial à l'échelle des 24 communes afin de les accompagner au mieux dans l'atteinte des objectifs de la loi EGALIM au 1er janvier 2022 (notamment approvisionnement de la restauration collective à hauteur de 50% en produits durables, de qualité dont 20% en AB, lutte contre gaspillage alimentaire, suppression des plastiques, etc).</p> <p>La CASA a déposé un dossier de candidature à l'appel à projet du Programme National pour l'Alimentation (PNA) le 15 avril 2021. Le résultat sera en juin 2021.</p> <p>Cette démarche vise à développer une réflexion commune et une coordination dynamique des actions menées au sein des Projets Alimentaires Territoriaux du département des Alpes-Maritimes (PAT en cours de labellisation : Département 06, Métropole Nice Côte d'Azur, Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Châteauneuf). Il s'agira de proposer une gouvernance cohérente prenant en compte les spécificités des autres PAT. Le PAT de la CASA se voudra complémentaire avec le PAT communal de Châteauneuf, ou les autres PAT communaux pouvant se développer par la suite sur le territoire.</p>

Le PAT de la CASA doit répondre aux enjeux d'ancrage territorial de l'alimentation, de résilience alimentaire et de santé.

Le PAT devra mettre en avant :

- 1 diagnostic agricole et alimentaire partagé
- un plan d'actions opérationnelles
- la prise en compte des 5 axes du PNA (justice sociale, lutte contre le gaspillage alimentaire, l'éducation à l'alimentation, l'atteinte des objectifs de la Loi EGALIM, la mise en place de nouveaux outils inter-territoires)
- un plan de financement pérenne
- la mise en place d'une gouvernance territoriale et l'évaluation du PAT via des indicateurs

L'élaboration du PAT porte sur :

- La réalisation du diagnostic et définition du programme d'actions
- L'animation, mise en œuvre et suivi du PAT CASA

Il devra s'intégrer et être cohérent avec toutes les démarches engagées au sein de la CASA (SCOT, PCAET, Plan Paysage, etc) et hors territoire (SRADDET, PNA, CTE, ...).

Ce programme d'actions sera défini en concertation avec tous les partenaires du territoire (Communes CASA, EPCI, institutionnels, opérateurs agricoles, acteurs socio-économiques, organismes de formation, structures environnementales, associations, acteurs de la restauration collective, citoyens, etc).

Des actions sont déjà engagées dans le cadre de la politique agricole de la CASA et oeuvrent pour la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation sur le territoire:

1/ Préservation du foncier agricole : poursuite des actions en cours (animation foncière auprès des propriétaires privés, études de ZAP, suivi des travaux de reconquête de friches agricoles, suivi des projets agricoles communaux, création d'un outil de base de données au niveau foncier, etc

2/ Soutien à l'installation : renforcer l'accompagnement des porteurs de projets, mise en relation et coordination des différents acteurs, mise en place d'un dispositif espaces-tests agricoles, promouvoir les pratiques environnementales (AB, HVE), etc

3/ Accompagner les communes pour l'approvisionnement de la restauration collective : informer les communes des différentes sources d'approvisionnement, développer des outils de transformation structurants (type légumerie+ unité de surgélation) pour répondre aux besoins en légumes de 4ème gamme, aider les communes dans la rédaction des marchés publics pour les achats durables, etc

4/ Développer les actions de sensibilisation sur les enjeux de l'alimentation, éducation à l'environnement : travailler avec le service environnement de la CASA, les services communaux et les partenaires concernés sur le gaspillage alimentaire, programme de formations des personnels de cuisine, encadrants, enseignants sur les temps périscolaires ou dans le cadre du dispositif Activ'ta Terre de la CASA, création d'une application « producteurs » à l'échelle du Pôle Métropolitain afin de faire la promotion des agriculteurs

	<p>locaux auprès du grand public, organisation de formations à destination des élus et techniciens sur la résilience alimentaire, forums, etc</p> <p>5/ Développer une gouvernance intra et inter-territoriale : assurer la cohérence et la coordination avec les autres démarches engagées à l'échelle départementale et régionale</p> <p>Ces premières orientations sont non exhaustives et seront précisées dans le cadre de l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial.</p>					
Partenaires	<p>Principaux partenaires : Ministère de l'Agriculture (financeur à hauteur de 70%) / subvention encore non acquise/ réponse appel à projet PNA en juin 2021</p> <p>Autres partenaires : Communes CASA, EPCI, institutionnels, opérateurs agricoles, acteurs socio-économiques, organismes de formation, structures environnementales, associations, acteurs de la restauration collective, citoyens, etc).</p>					
Coût prévisionnel	<p>1/ AMO Elaboration Diagnostic PAT Animation, mise en œuvre, suivi et évaluation du programme d'actions et gouvernance</p> <p>2/ AMO pour mise en œuvre d'actions (sensibilisation, communication, formation)</p>					
Plan de financement	Projet Alimentaire Territorial	2022/2023	2023/2024	Coût total projet	Financements ETAT sollicités dans cadre de AAP PNA (sur 2 ans)	Reste à charge CASA
	AMO Elaboration Diagnostic PAT Animation, mise en œuvre, suivi et évaluation du programme d'actions et gouvernance	70 000€		100 000€	Taux d'aide : 70%	30 000€
	AMO pour mise en œuvre d'actions (sensibilisation, communication, formation)		30 000€		Soit 70 000€	
Calendrier	Cf. ci-dessus					
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>En fonction des actions engagées, les indicateurs à définir précisément seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'hectares mis à disposition - Nombre de porteurs de projet accompagnés - Nombre d'installations effectives 					



	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de coopérateurs et ETA, nombre de parcelles en gestion, superficie en hectares- Nombre de réunions d'information- Nombre d'écoles/collèges/lycées concernés- Nombre de communes engagées- Nombre de communes labellisées- Nombre d'études réalisées/ formations engagées
--	--



Fiche action « Remplacement des lanternes d'éclairage public des voiries communautaires »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°3	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	CASA
Maître d'ouvrage	
Description de l'action	<p>Les zones d'activités économiques, sous compétence communautaire depuis le 1^{er} janvier 2019, sont éclairées avec des lanternes d'ancienne génération. Afin d'améliorer l'efficacité énergétique de ces systèmes, et réduire les coûts de fonctionnement, il est nécessaire remplacer les ampoules HSP par des systèmes à LED.</p> <p>Également, les nouveaux dispositifs d'éclairage public permettent de réduire la pollution lumineuse, notamment dans les milieux naturels comme l'est le parc de Sophia Antipolis.</p>
Partenaires	<p>La CASA est maître d'ouvrage de l'éclairage public sur les voiries communautaires. Également, la CASA est en charge de l'éclairage public sur les voiries départementales desservant Sophia Antipolis.</p> <p>La CASA s'engage à porter les opérations de renouvellement des lanternes d'éclairage</p>

	public dans le périmètre des zones d'activités économiques.
Coût prévisionnel	<p>Sur la période 2022-2027, les coûts prévisionnels de travaux sont les suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remplacements des lanternes et adaptation des candélabres (500 unités), soit un coût de 500 000 € HT <p>Les frais de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage s'élève à 15 %, soit un cout total d'opération de 575 000 € HT.</p>
Plan de financement	<p>Les travaux seront financés sur les fonds propres affectés au budget Zone d'Activités Economiques.</p> <p>Les travaux seront planifiés de manière pluriannuelle, avec un volume annuel de 100 000 € HT.</p>
Calendrier	<p>Les travaux seront réalisés via les marchés à commande pré-existants ; de ce fait, aucun appel d'offres nouveau n'est nécessaire.</p> <p>Aucune procédure environnementale n'est sur le chemin citrique.</p> <p>Les travaux auront lieu en 2022 et 2026.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Nombre de candélabres dont l'efficacité énergétique a été optimisée.</p> <p>Consommation électrique relative à l'éclairage public</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Fiche action « Rénovation de l'aire d'accueil des gens du voyage « la Palmosa » à Antibes »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°4	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	
Description de l'action	<p>Ce projet s'inscrit dans la continuité de la prise de compétence de la CASA en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil.</p> <p>Sur son territoire, la CASA dispose de deux aires d'accueil des gens du voyage : la Palmosa à Antibes, et la Provençale à Vallauris.</p> <p>L'aire de la Palmosa représente 40 places, et accueille entre 600 et 700 personnes par année. Le taux d'occupation moyen de l'aire en 2020 est seulement de 32%. Par des travaux de rénovation, la CASA souhaite améliorer significativement les conditions de séjour des voyageurs sur cette aire d'accueil et proposer des équipements répondant à leurs besoins.</p> <p>En 2019, la CASA a initié une première phase de rénovation visant à reprendre l'ensemble de réseaux enterrés de distribution d'électricité et d'adduction d'eau potable et remettre à niveaux les installations permettant de délivrer les fluides (eau et électricité) aux usagers.</p> <p>En 2021, la CASA souhaite engager la deuxième phase de rénovation et vise une remise à neuf complète du bâtiment</p>

	sanitaire de l'aire d'accueil et des équipements vieillissants qu'il abrite. A ce titre, les travaux de réhabilitation comprennent : la reprise de la façade, la mise à niveau du système de ventilation, la réfection intégrale du réseau de plomberie et le remplacement des équipements sanitaires. Une évaluation de l'état de la toiture est également programmée. Si le diagnostic en révèle le besoin, une réfection de la toiture sera ajoutée au programme de travaux.
Partenaires	<p>Le partenaire principal mobilisé sur ce projet est la société gestionnaire de l'aire d'accueil, la SARL GDV.</p> <p>La maîtrise d'ouvrage et le pilotage des travaux sera réalisé en interne.</p>
Coût prévisionnel	Coût total estimé du projet : 300 000 €
Plan de financement	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Etat</u> - Appel à projets « Réhabilitation des aires permanentes d'accueil des gens du voyage » : 150 000 € (50%) - <u>Département</u> - Contrat de territoire 2017-2021 : 90 000 € (30%) - <u>Fonds propres CASA</u> : 60 000 € (20%)
Calendrier	<p>Etudes et diagnostic approfondi : T3 2021</p> <p>Consultation des entreprises : T1 2022</p> <p>Lancement des travaux : T3 2022</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Fiche action : « Reconstruction du poste de relevage des eaux usées Vauban à Antibes – Etudes et travaux d'améliorations des performances énergétiques »

2021/2027

Orientation stratégique n° 1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n° 5	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Amélioration des performances environnementales et sanitaires des équipements d'assainissement collectif du territoire intercommunal. Réduction des impacts environnementaux et sanitaires de l'ouvrage, protection des zones de baignade et du milieu marin.</p> <p>Cette opération vise la réduction des impacts environnementaux et sanitaires du système de collecte des eaux usées par temps de pluie.</p> <p>Le projet s'inscrit dans les objectifs intercommunaux de respect de la réglementation en matière d'assainissement collectif et d'amélioration continue des performances sanitaires et environnementales des systèmes d'assainissement dont la</p>

	<p>Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis assure la gestion depuis le 1er janvier 2020.</p> <p>Adaptation des capacités du poste de relevage aux perspectives d'évolution démographique de la commune.</p> <p>Les contraintes architecturales liées au projet de réaménagement du Port Vauban seront prises en compte.</p> <p><u>Enjeux des travaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise à niveau des capacités du poste de relevage ; - Amélioration de ses performances environnementales, notamment par temps de pluie (Programme d'action établi avec la DDTM) ; - Prise en compte de l'évolution démographique communale ; - Intégration Paysagère dans le périmètre de réaménagement du Port Vauban (Enfouissement, lutte contre les nuisances olfactives).
Partenaires	Agence de l'eau (dossier à déposer)
Coût prévisionnel	<p>Le montant prévisionnel s'élève à 2 100 000 € et s'articule comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agence de l'eau à 30 % soit 630 000 € - Autofinancement CASA à 70 % soit 1 470 000 €
Plan de financement	Le montant de l'opération s'élève à 2 100 000 € HT avec un autofinancement CASA à 70 %
Calendrier	<p>Etudes / Montage Dossier de Consultation des Entreprises : 2020-2021</p> <p>Travaux : 2021-2023</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche action : « Aménagement hydraulique paysager pour la protection contre les inondations de l'école Sartoux – Valbonne »

2021/2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n° 6	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>La zone se situe sur la commune de Valbonne Sophia Antipolis. Le projet consiste au redimensionnement de bassins de rétention existants et à des aménagements pluviaux aux abords de l'école Sartoux. En effet, le site ayant subi récemment des inondations, la présente étude vise à sécuriser l'école des arrivées importantes d'eaux pluviales depuis le bassin versant intercepté.</p> <p>L'objet de l'opération est de réaménager les 2 bassins de rétention existants en terre afin d'augmenter leur capacité de stockage.</p> <p>Dans ce cadre il est prévu de réaménager le bassin 1 afin d'obtenir un volume de rétention</p>

	<p>de 600 m cube permettant de retenir une pluie trentennal sans débordements.</p> <p>Il est prévu également de réaménager le bassin 2 afin d'obtenir un volume de rétention de 700 m cube permettant de retenir une pluie cinquantennal sans débordement.</p> <p>Afin de sécuriser l'école en cas de débordement, l'étude de CEREG préconise la mise en place de noue sur l'ensemble du projet.</p> <p>Ces dernières posséderont une profondeur de 50cm mini avec un talus à 3/2. Les pentes des noues ne devront pas dépasser les 3% pour éviter toute érosion. En cas de vitesse trop important, des dispositifs de chute en béton seront mis en place.</p> <p>Les talus seront enherbés afin de respecter l'intégration dans le paysage.</p> <p>Les bassins et ouvrages hydrauliques devront être régulièrement entretenus afin d'assurer un bon fonctionnement.</p> <p>Les cheminements piétons au droit du projet seront démolis. De nouveaux cheminements seront prévus avec une largeur de 3.00 m pour permettre aux véhicules d'entretien d'accéder aux bassins. La structure de chaussée sera la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> o 7cm de BBSG, o Une couche d'imprégnation, o 25 cm de Grave Naturelle 0/31.5 o Un géotextile de protection. <p>De nouvelles bordures arasées seront posées.</p>
Partenaires	Département
Coût prévisionnel	<p>Le montant prévisionnel s'élève à 400 000 € et s'articule comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Département à 30 % soit 120 000 € - Autofinancement CASA à 70 % soit 280 000 €

Plan de financement	Le montant de l'opération s'élève à 400 000 € HT avec un autofinancement CASA à 70 %
Calendrier	Phase PRO/DCE : printemps 2021 Dossier réglementaire : été/automne 2021 Travaux : printemps 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche action : « Démolition et reconstruction de la station d'épuration de Gréolières - Amélioration des performances environnementales - Etudes et travaux »

2021/2027

Orientation stratégique n° 1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n° 7	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Mise en conformité des équipements d'assainissement collectif du territoire intercommunal, Amélioration des performances de la station d'épuration aujourd'hui insuffisantes, Réduction des impacts environnementaux et sanitaires de l'ouvrage, protection des milieux et des ressources en eau départementaux.</p> <p>Ce projet s'inscrit dans les objectifs intercommunaux de respect de la réglementation en matière d'assainissement collectif et d'amélioration continue des performances sanitaires et environnementales des systèmes d'assainissement dont la Communauté d'Agglomération Sophia</p>

	<p>Antipolis assure la gestion depuis le 1er janvier 2020.</p> <p>Ce projet permettra par ailleurs de répondre aux besoins des documents de planification urbaine et schémas de cohérence territoriale établis ou en cours d'élaboration de la zone impactée par le projet.</p> <p><u>Enjeux des travaux</u> : Station d'épuration actuellement non conforme.</p> <p>Le projet vise la mise en conformité du système d'assainissement de la Station de sports d'hiver (Impacts environnementaux avérés, risques vis-à-vis des ressources en eau des sources du Vegay).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démolition de la Station d'épuration existante - Redimensionnement et déplacement - Construction d'une Station d'épuration aux performances sanitaires et environnementales compatibles avec les enjeux identifiés.
Partenaires	<p>Département</p> <p>Agence de l'eau (dossier à déposer)</p>
Coût prévisionnel	<p>Le montant prévisionnel s'élève à 1 900 000 € et s'articule comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Département à 30% soit 570 000 € - Agence de l'eau à 19 % soit 365 000 € - Autofinancement CASA à 51 % soit 965 000 €
Plan de financement	<p>Le montant de l'opération s'élève à 1 900 000 € HT</p> <p>Autofinancement CASA : 965 000 € HT</p>
Calendrier	<p>Etudes / Montage Dossier de Consultation des Entreprises : 2020 / 2021</p> <p>Travaux : 2021-2023</p> <p>Démarrage des travaux : 4ème trimestre 2021</p> <p>Fin des travaux : 2022</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	



Fiche action : « Construction du Bassin de rétention "Cerutti" sur le bassin versant du Laval à Antibes »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n° 8	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Le bassin versant du Laval est particulièrement exposé au risque inondation du fait sa topographie et sa forte urbanisation. Des débordements naturels du vallon sont observés et accompagnés de ruissellements torrentiels dangereux, accentués par une imperméabilisation des sols importante. Le caractère méditerranéen des pluies renforce cette vulnérabilité, avec des épisodes orageux très intenses se traduisant par des crues très rapides. La route de Grasse est un axe de circulation névralgique fortement impacté par des débordements réguliers et récurrents. En effet, celle-ci étant située en fond de thalweg, elle constitue un axe d'écoulement préférentiel des eaux.</p> <p>Ce secteur est densément peuplé, présente un trafic routier important et concentre de nombreuses activités économiques et d'intérêt général très développées.</p>

	<p>Les études hydrauliques ont montré l'impact notable du bassin de rétention du square « Cerutti » sur les hauteurs d'eaux et les débits de ruissellement.</p> <p>Cet ouvrage constitue une phase de travaux prioritaire pour la sécurisation de la route et de ses usagers que la CASA souhaite réalisée rapidement. Les travaux seront mis en oeuvre dès 2021, simultanément avec la création du bus-tram.</p> <p>L'ouvrage de rétention sera construit à ciel ouvert. Il disposera d'une capacité de 2700 m3 pour le stockage des ruissellements, et permettra de contenir les eaux d'un orage de période de retour 30 ans.</p>
Partenaires	<p>Le Conseil Départemental des Alpes Maritimes participera financièrement à hauteur de 621 000 € HT, un passage en commission est prévu au mois de mai.</p>
Coût prévisionnel	<p>Le coût prévisionnel s'élève à : 2 070 000 € HT et s'articule comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes/investigations préalables Maitrise d'œuvre : 170 000 € HT - Travaux : 1 900 000 € HT
Plan de financement	<ul style="list-style-type: none"> - Coût total : 2 070 000 € HT - Participation du CDO6 à hauteur de 30 % soit 621 000 € HT - Autofinancement de la CASA est de 70% soit 1 449 000 € HT
Calendrier	<p>2021 : Consultation entreprises</p> <p>2022 1er semestre : Démarrage des travaux</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Fiche action : « Acquisition et renaturation des berges de la Brague »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n° 1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n° 9	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Suite aux inondations de 2015, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis coordonne avec l'Etat, les communes et les partenaires institutionnels (Agence de l'eau, Conservatoire du Littoral, la Région Sud, le Conseil Départemental 06, la SAFER) une réflexion globale sur l'aménagement et le développement durable de la basse vallée de la Brague.</p> <p>Cette réflexion a permis, la définition d'un périmètre d'intervention foncière de 47 hectares au bénéfice du Conservatoire du Littoral en accord avec les communes d'Antibes et de Biot. Ce périmètre répond au double objectif de bon fonctionnement hydraulique du cours d'eau et de structuration d'un espace naturel protégé favorable à la biodiversité.</p> <p>La SAFER a également été mobilisée afin de procéder à des acquisitions sur des fonciers proches de ce périmètre et répondant aux mêmes objectifs.</p>

	<p>La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis souhaite porter ce projet pour lancer son programme de réduction du risque inondation sur la plaine de la Brague, un site offrant un fort potentiel de réaménagement hydraulique et environnemental, avec un grand intérêt pour la diminution des aléas « inondations ».</p> <p>Dans cette optique la CASA a établi un périmètre d'intervention foncière couvrant ainsi une vingtaine d'hectares de propriétés principalement privées et s'appuyant sur les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La préservation des espaces naturels et des continuités d'intérêt écologique de la plaine de la Brague par les travaux d'entretien et de renaturation des berges et des cours d'eau ; - Améliorer le bon fonctionnement hydraulique afin de réduire les impacts liés aux inondations en tenant compte des impacts du changement climatique ; - L'organisation des usages résilients vis-à-vis du risque inondation (développement d'espaces agricoles, espaces à usages récréatifs...) ; <p>Ces actions contribuent à améliorer la résilience de ce territoire face au risque inondation, aux changements climatiques et aux objectifs de développement durable en conformité avec les objectifs du SRADDET.</p> <p>L'opération objet de la présente fiche porte sur le volet relatif à l'acquisition des berges de la Brague. L'acquisition des berges de la Brague fait partie des actions relatives au devenir de cette vaste zone, et s'intègrent dans des démarches complémentaires comportant des temporalités différentes de mise en oeuvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux d'entretien, de restauration et de renaturation des berges de la Brague », dans un but de renforcement de la prévention des inondations et la valorisation des milieux aquatiques ; - L'opération foncière d'acquisition et de démolition du « Hameau de la Brague » ; - La définition d'un Plan-guide d'aménagement et de gestion durable de cette plaine.
Partenaires	Etat (FNADT) à hauteur de 64 605 € HT acté par un arrêté.
Coût prévisionnel	Le cout global prévisionnel d'acquisition : 2 000 000 € HT

Plan de financement	Le montant global s'élève à 2 000 000 € et s'articule comme suit : - Autofinancement CASA : 1 935 395 € HT
Calendrier	2021
Indicateurs d'évaluation proposés	



Fiche action : « Bassin de rétention « Sarrazine » à Antibes - Bassin versant du Laval »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n° 1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n° 10	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Le projet de réalisation du bassin de rétention « Sarrazine » prend place sur les parcelles AR0199 et AR0110 de la Commune d'Antibes. L'ouvrage sera situé en rive droite du Laval, environ 900 mètres en aval du bassin de St Claude déjà en place.</p> <p>Il constitue un ouvrage de protection contre les inondations, intégré à un plan de gestion ambitieux sur le vallon du Laval et la route de Grasse qui comprend plusieurs ouvrages : le bassin de Saint-Claude réalisé plus en amont, le bassin de Cerutti à l'étude au niveau de la route de Grasse, ainsi que plusieurs « potentialités » sur le secteur.</p> <p>Le bassin de la Sarrazine a été étudié au stade de l'avant-projet comme suivant les figures en pages 4 et 5 de la présente note.</p>

	<p>La modélisation hydraulique 2D globale mise en oeuvre à l'échelle du bassin versant étudié a permis de caler les différents ouvrages hydrauliques annexes permettant l'alimentation et la vidange du bassin notamment.</p> <p>Le bassin Sarrazine présente un volume de rétention total proche de 12 000 m³ en plein bord et d'environ 9 800 m³ au Niveau de la surverse primaire.</p> <p>Son alimentation pourra être assurée par un déversoir latéral de 10 mètres de long calé à 32,5 mNGF, soit environ 1,3 Mètres au-dessus du fond du cours d'eau au droit de l'entrée de l'ouvrage. L'emplacement du déversoir, à l'extrados du virage Formé par le cours d'eau, favorisera l'alimentation de l'ouvrage de rétention lors des crues.</p> <p>La vidange du bassin est assurée en premier lieu par un orifice de dimension 0,6 m x 0,6 m permettant de maximiser l'écrêtement des débits du Laval pour une crue de période de retour 10 ans. Cet orifice pourra être réalisé de plus grande dimension et adapté par la mise en oeuvre d'une vanne mécanisée.</p>
Partenaires	Néant
Coût prévisionnel	Décrire ici les principaux postes de dépenses : à quoi correspondent les coûts ? Préciser ce qui relève des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Les coûts doivent être en hors taxe .
Plan de financement	Le montant de l'opération s'élève à 1 700 000 € HT avec un autofinancement CASA à 100 %
Calendrier	2021 : Etudes conception / dossiers réglementaires 2023 : Travaux
Indicateurs d'évaluation proposés	



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Fiche action : « Requalibrage des ouvrages cadres sous la RD 6007 au droit des vallons : Pierre Tambour et Maurettes à Villeneuve-Loubet »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n° 11	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Face aux enjeux présents sur le quartier en terme d'activités économiques, des risques encourus par la population et des impacts sur la mobilité à l'échelle départementale, la C.A.S.A., en collaboration de la commune de Villeneuve-Loubet et du département des Alpes Maritimes, a décidé d'initier un programme de travaux sur le quartier Maurettes / pole Marina 7, en vue d'améliorer le drainage de la zone et d'améliorer sa résilience aux inondations.</p> <p>L'objet de l'opération est de rétablir la continuité hydraulique des 2 vallons majeurs « Pierre à Tambour » et « Maurettes » pour une crue d'occurrence décennale et d'optimiser l'exutoire de la canalisation Allée NOLLIS, dans la zone endoréique particulièrement exposée aux inondations.</p>

	<p>Relevé dans le PPRI et l'étude C.A.S.A., le vallon de « la Pierre à Tambour » a été largement aménagé ces dernières années avec le développement de l'urbanisation et provoque ponctuellement des dégradations à la voirie et aux habitations riveraines. Il a été diagnostiqué que tous les ouvrages sont sous dimensionnés pour un débit de pointe décennal et notamment l'ouvrage sous la RD6007 qui est particulièrement obstrué, et ne permet qu'une débitance limitée à 4 m³/s selon le P.P.R.I et à 3.5 m³/s selon l'étude. L'étude, plus détaillée, a démontré sur les sections amont et aval de l'ouvrage cadre, d'une réduction des sections hydrauliques et ont une capacité de débit estimé de 2.5 m³/s en amont à 1.5 m³/s en aval. L'étude a également permis d'établir le même constat que celui sur le vallon « Pierre à Tambour » pour le vallon des « Maurettes » où l'ouvrage sous la RD6007 est sous-dimensionné pour le débit de pointe décennale ne permettant le passage de débit d'à peine 1.0 m³/s.</p> <p>En amont immédiat de la RD6007, un projet immobilier d'ensemble, nommé « coeur des Maurettes », a recalibré le vallon pour une crue d'occurrence centennale. Ce projet a fait l'objet d'un dossier loi sur l'eau intégrant le recalibrage du vallon sous la RD6007.</p> <p>Le recalibrage des 2 ouvrages cadres sous la RD6007 à un intérêt indéniable pour améliorer les écoulements et réduire les inondations. La mission intégrera également la requalification de la canalisation allée NOLLIS, sur sa section hydraulique la plus contraignante et incohérente avec le système de drainage en amont.</p>
Partenaires	Conseil Départemental des Alpes Maritimes à hauteur de 237 000 €, passage en commission en mai.
Coût prévisionnel	<p>Coût total s'élevant à 790 000 € HT s'articulant comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes/investigations préalables Maitrise d'œuvre : 140 000 € HT - Travaux : 650 000 € HT
Plan de financement	<p>Montant d'opération : 790 000 € HT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CD06 à hauteur de 30% soit 237 000 € HT - Autofinancement CASA à 70 % soit 553 000 € HT
Calendrier	<p>Phase PRO/DCE : printemps 2021</p> <p>Dossier réglementaire : été/automne 2021</p>



	Travaux : printemps 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS

RENOVATION THERMIQUE ECOLE JEAN MOULIN

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°12	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Commune d'ANTIBES JUAN-LES-PINS
Description de l'action	<p>Le secteur résidentiel des Combes à Antibes a fait l'objet d'importants projets d'urbanisation et connaît depuis quelques années une forte croissance démographique. Pour accompagner cette évolution, il est apparu nécessaire d'étendre l'offre en matière d'accueil dans les établissements d'enseignements, maternelle et élémentaire.</p> <p>C'est la raison pour laquelle le groupe scolaire Jean Moulin a fait l'objet d'une grande opération d'extension et de modernisation correspondant à la création :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'un nouveau bâtiment pour la restauration de 650 m² regroupant, les locaux nécessaires pour la cuisine, deux réfectoires destinés à l'école maternelle et à l'école élémentaire et un self ;- D'une salle polyvalente avec son local de stockage de 200 m² de surface utile pour l'école élémentaire ;- De trois classes élémentaires, d'une salle des maîtres et d'une classe maternelle.- Enfin d'un parking d'une centaine de places de stationnement et d'un dépose-minute. <p>A la suite de cette opération, il est envisagé de procéder à des travaux de rénovation thermique et de pérennisation des bâtiments anciens de l'Ecole Elémentaire Jean Moulin.</p>

	<p>En effet, pour répondre aux besoins d'amélioration en matière de confort thermique et de limitation des déperditions de chaleur, un projet a été arrêté pour la réalisation de travaux d'isolation en façade et de reprise de l'étanchéité.</p> <p>L'intervention sur les bâtiments correspond à la mise en œuvre de :</p> <p>Travaux de désamiantage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enlèvement des sols souples existants, grattage de la colle, - Mise des produits amiantés en big-bag pour évacuation et inertage, - Pose d'un nouveau sol souple. <p>Travaux d'étanchéité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépose et évacuation de l'étanchéité existante, - Fourniture et pose d'un primaire et d'un pare-vapeur, - Fourniture et pose d'un isolant de type plaque en mousse polyuréthane rigide : Epaisseur : 100 mm – R = 4,5 m² K/W, - Fourniture et pose d'un complexe d'étanchéité monocouche bitume soudée auto-protégée, - Traitement des relevés et sujétions de relevés autour des souches VMC et maçonneries. <p>Travaux de ventilation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une VMC pour les classes élémentaires, <ul style="list-style-type: none"> o Bouches d'extraction auto-réglables, o Réalisation des gaines et conduits d'extraction, o Pose et raccordements des groupes d'extraction en toiture terrasse. <p>Travaux d'isolation par l'extérieur des façades :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux préparatoires : décroutage, purge, réparations et lessivage des façades, - Fourniture et mise en œuvre d'un complexe ITE : Rmini = 4,5 m² K/W, - Selon les façades : <ul style="list-style-type: none"> o Mise en œuvre d'un enduit minéral projeté, o Mise en œuvre de bardage bois à base de résines thermodurcissables de type TRESPA, sur structure porteuse en acier galvanisé.
Partenaires	<p>Les partenaires financiers de la Commune d'Antibes Juan-les-Pins sont : L'EPCI - CASA, dans le cadre des Fonds de Concours et l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.</p>

Coût prévisionnel	<p>Le coût global prévisionnel de l'opération s'élève à 625 000 € H.T., et se décompose de la manière suivante :</p> <table><tr><td>Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux</td><td>600 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Honoraires divers : bureau de contrôle, CSPS, diagnostics, etc.</td><td>25 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Total € H.T.</td><td>625 000 € H.T.</td></tr></table> <p>L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.</p>	Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	600 000 € H.T.	Honoraires divers : bureau de contrôle, CSPS, diagnostics, etc.	25 000 € H.T.	Total € H.T.	625 000 € H.T.																						
Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	600 000 € H.T.																												
Honoraires divers : bureau de contrôle, CSPS, diagnostics, etc.	25 000 € H.T.																												
Total € H.T.	625 000 € H.T.																												
Plan de financement	<p>PLAN DE FINANCEMENT</p> <table><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montant € H. T.</th><th>Dispositif financier</th></tr><tr><td>EPCI – CASA</td><td>20 %</td><td>125 000</td><td>Fonds de Concours</td></tr><tr><td>REGION SUD Provence Alpes Côte d’Azur</td><td>/</td><td>/</td><td></td></tr><tr><td>DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes</td><td>/</td><td>/</td><td></td></tr><tr><td>ETAT</td><td>40 %</td><td>250 000</td><td>Dotation Soutien à l’Investissement Local</td></tr><tr><td>Commune d’ANTIBES JUAN LES PINS</td><td>40 %</td><td>250 000</td><td>Autofinancement</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>625 000</td><td></td></tr></table>	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier	EPCI – CASA	20 %	125 000	Fonds de Concours	REGION SUD Provence Alpes Côte d’Azur	/	/		DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes	/	/		ETAT	40 %	250 000	Dotation Soutien à l’Investissement Local	Commune d’ANTIBES JUAN LES PINS	40 %	250 000	Autofinancement	TOTAL	100 %	625 000	
Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier																										
EPCI – CASA	20 %	125 000	Fonds de Concours																										
REGION SUD Provence Alpes Côte d’Azur	/	/																											
DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes	/	/																											
ETAT	40 %	250 000	Dotation Soutien à l’Investissement Local																										
Commune d’ANTIBES JUAN LES PINS	40 %	250 000	Autofinancement																										
TOTAL	100 %	625 000																											
Calendrier	<p>CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L’ACTION</p> <p>2021 : Réalisation des études en Maîtrise d’Œuvre interne : dépôt PC - dossier de consultation des entreprises</p> <p>2021 (été) : désamiantage des sols souples de l’école élémentaire</p> <p>2022 : Réalisation des travaux d’isolation et d’étanchéité des toitures terrasse - Installation des VMC</p> <p>2023 : Réalisation des travaux d’isolation des façades</p>																												
Indicateurs d’évaluation proposés	Consommations énergétiques																												



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS

**REFONTE DE LA GESTION TECHNIQUE
CENTRALISEE DES BATIMENTS COMMUNAUX**

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°13	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Patrick DUVERGER Fonction : Directeur de la LOGISTIQUE Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex
Description de l'action	<p>La Ville Antibes Juan-les-Pins souhaite la restructuration de son système de GTC.</p> <p>Elle souhaite avant tout réduire les coûts de consommation d'énergie par un meilleur suivi en temps réel et par la détection immédiate des dérives. Ce système de GTC permettra depuis une consultation à distance de suivre les événements techniques des bâtiments.</p> <p>Elle permettra de participer au développement durable en mettant à disposition depuis ce système des solutions alternatives aux déplacements de véhicules, elle fera évoluer les métiers de maintenance. Le système de GTC actuel est devenu obsolète et la Ville d'Antibes Juan-les-Pins souhaite désormais le restructurer complètement en installant un système de supervision ouvert fonctionnant sur Internet Protocol (IP), relié à des automates utilisant le protocole de communication de nouvelle génération.</p>

	<p>Ce nouveau projet GTC-IP devra permettre de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Centraliser le contrôle des systèmes de production énergétique,- Etre alerté en temps réel en cas de panne, dysfonctionnement ou dérive.- Assurer un suivi via l'enregistrement des données permettant l'analyse des installations afin de les optimiser. <p>La trentaine de sites reliés actuellement à la GTC sera concernée par ce nouveau projet, ainsi que les grands projets en cours de réalisation tels que le nouveau conservatoire, le stade nautique et la base nautique.</p>																
Partenaires	Le partenaire financier de la Commune d'Antibes Juan-les-Pins est l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.																
Coût prévisionnel	<p>Le coût de l'opération est estimé à 250 000 € H.T.</p> <p>L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.</p>																
Plan de financement	<p>PLAN DE FINANCEMENT</p> <table><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montant € H. T.</th><th>Dispositif financier</th></tr><tr><td>ETAT</td><td>40 %</td><td>100 000</td><td>DSIL</td></tr><tr><td>Commune d'ANTIBES JUAN-LES-PINS</td><td>60 %</td><td>150 000</td><td>AUTOFINANCEMENT</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>250 000</td><td></td></tr></table>	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier	ETAT	40 %	100 000	DSIL	Commune d'ANTIBES JUAN-LES-PINS	60 %	150 000	AUTOFINANCEMENT	TOTAL	100 %	250 000	
Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier														
ETAT	40 %	100 000	DSIL														
Commune d'ANTIBES JUAN-LES-PINS	60 %	150 000	AUTOFINANCEMENT														
TOTAL	100 %	250 000															
Calendrier	<p>CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</p> <p>4^{ème} trimestre 2020 : Création du modèle de supervision</p> <p>2021 : Déploiement des automates</p> <p>2022 : Déploiement des automates sur les sites restants</p>																
Indicateurs d'évaluation proposés	Réduction des coûts de consommation d'énergies par un meilleur suivi en temps réel et détection immédiate des dérives																



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS

RECONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE PONTEIL ROSTAGNE

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n° 1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°14	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Marie-Christine DUVERGER Fonction : Directrice Architecture et Bâtiments Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex
Description de l'action	<p>Le Groupe Scolaire du Ponteil se développe actuellement sur une surface construite de 2830 m² sur la parcelle BT 21 de 4003 m², pour une capacité de 5 classes maternelles et 10 classes élémentaires.</p> <p>Cet équipement est un bâtiment de type Pailleron construit dans les années 1970 qui ne répond plus aux normes pédagogiques et énergétiques actuelles, ni aux besoins en terme de classe.</p> <p>Dans ce contexte, il est prévu de reconstruire ce Groupe Scolaire, d'adapter la capacité d'accueil à l'évolution des besoins et de prévoir des classes supplémentaires, des espaces fonctionnels plus modernes et plus adaptés.</p>

	<p>Ce projet s'inscrit dans une démarche globale de modernisation des locaux dédiés à l'éducation sur l'ensemble du territoire de la Commune et conforme aux attentes des enseignants et parents d'élèves.</p> <p>La parcelle de l'ancien collège de la Rostagne, aujourd'hui désaffecté, a été identifiée afin d'accueillir ce futur Groupe Scolaire car elle se situe à proximité immédiate de l'établissement actuel et pourra ainsi concerner le même secteur résidentiel.</p> <p>Il est ainsi projeté sur la base de la capacité actuelle, de réaliser un logement de gardien, une classe maternelle, une classe élémentaire et une classe ULIS supplémentaires, en plus des espaces plus adaptés et plus modernes. Après désamiantage et démolition de l'ancien collège, le programme de construction prévoit la réalisation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 classes maternelles pour une surface utile d'environ 650 m² ; • 11 classes élémentaires et une classe ULIS pour une surface utile d'environ 940 m² ; • Deux salles d'activités et locaux annexes pour l'Ecole Maternelle et l'Ecole Elémentaire, mutualisées avec le Centre de Loisirs et les activités périscolaires pour une surface utile d'environ 420 m² ; • Des locaux administratifs pour une surface utile d'environ 150 m² ; • Un espace pour la restauration de 650 m² de surface utile regroupant les locaux nécessaires pour la cuisine, un réfectoire pour l'école maternelle et un réfectoire pour l'école élémentaire avec un self ; • Deux cours de récréation et préaux pour une surface totale de 2140 m² ; • Un arrêt pour deux bus scolaires, une aire de livraison pour la restauration, un dépose-minute, un trottoir le long du nouvel équipement scolaire, deux parvis d'entrée et un parking d'une vingtaine de places réservées aux parents des élèves de l'Ecole Maternelle ; • Et enfin, un parking souterrain d'environ 38 places pour le personnel ainsi qu'un logement pour un gardien. <p>Au final, la surface totale utile est d'environ de 4060 m² et les surfaces extérieures de 2702 m².</p> <p>La conception et la réalisation du bâtiment s'inscriront dans une démarche de qualité environnementale : Bâtiment Durable Méditerranéen (BDM) niveau ARGENT.</p>
Partenaires	<p>Les partenaires financiers sont :</p> <p>L'EPCI - CASA, dans le cadre des Fonds de Concours, le Département dans le cadre du dispositif du Contrat de Territoire Départemental GREEN DEAL et enfin l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.</p>
Coût prévisionnel	<p>Le coût de l'opération est estimé à 13 300 000 € H.T.</p> <p>L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.</p>

Plan de financement	PLAN DE FINANCEMENT			
	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier
	EPCI - CASA	25 %	3 325 000	Fonds de Concours
	REGION SUD PACA			Contrat Régional d'Equilibre Territorial
	DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes	20 % (base : 12 970 000 €)	2 594 000	Contrat de Territoire GREEN DEAL
	ETAT	20 %	2 660 000	DSIL
	Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS	35,5 %	4 721 000	
	TOTAL	100 %	13 300 000	
Calendrier	CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION 2021 : Réalisation des études APS et APD 2022 : 1 ^{er} semestre - Etudes PRO et DCE 2022 : 2 ^{ème} semestre - Consultation des entreprises 2022 : 4 ^{ème} trimestre - Démarrage du désamiantage et de la déconstruction du Collège 2023 : 1 ^{er} trimestre - Fin du désamiantage 2023 : 2 ^{ème} trimestre - Démarrage des travaux 2024 : Travaux 2025 : 2 ^{ème} Trimestre - Fin des travaux - Réception - mobilier 2025 : Septembre - Ouverture de l'Ecole			
Indicateurs d'évaluation proposés	La conception et la réalisation du bâtiment s'inscriront dans une démarche de qualité environnementale de type Bâtiment Durable Méditerranéen (B.D.M.) de niveau Argent.			



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS

RECONSTRUCTION DU STADE NAUTIQUE

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°15	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	<p>Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS</p> <p>Responsable légal : Jean LEONETTI</p> <p>Fonction : Maire</p> <p>Responsable technique : Marie-Christine DUVERGER</p> <p>Fonction : Directrice Architecture et Bâtiments</p> <p>Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex</p>
Description de l'action	<p>Inauguré en 1976, le Stade Nautique de la Ville d'Antibes Juan les Pins est dédié aux sportifs de haut niveau, aux scolaires, et répond également aux attentes du tissu associatif local.</p> <p>Le Stade Nautique a ainsi permis au Cercle des Nageurs d'Antibes Juan les Pins de devenir l'un des clubs piliers de la Fédération Française de Natation, et à plusieurs de ses membres de figurer parmi les meilleurs nageurs du monde. Il a offert aux 26 associations sportives qui l'utilisent très régulièrement, la possibilité de développer leurs activités, et ce dans des domaines variés. Il a également permis à de très nombreux habitants de la Ville d'Antibes Juan les Pins et des communes aux alentours, d'y apprendre à nager, dans le cadre scolaire ou sur leur temps libre.</p>

	<p>Avec 400 000 usagers annuels, le Stade Nautique est l'équipement public de notre Ville le plus fréquenté.</p> <p>Ces installations nautiques qui accueillent de nombreux utilisateurs mais aussi des stages de clubs français et étrangers ainsi que des manifestations sportives dans diverses disciplines ne répondent plus à la réglementation en vigueur et n'offrent plus des conditions d'accueil optimales. La plupart des locaux sont en effet vétustes et parfois insuffisants en terme de capacité, le bâtiment est énergivore et son fonctionnement actuel n'est plus satisfaisant.</p> <p>C'est pour répondre aux besoins d'amélioration de la fonctionnalité, de l'accessibilité et des performances énergétiques que la Ville d'Antibes Juan les Pins souhaite reconstruire le Stade Nautique afin d'offrir de nouvelles installations plus modernes, plus adaptées et plus économiques pour la pratique d'activités sport-loisirs, bien-être et santé au plus grand nombre.</p> <p>La Commune d'Antibes Juan les Pins a donc décidé d'entreprendre la restructuration et la modernisation du Stade Nautique avec une vocation éducative, de santé et d'excellence sportive élargie au sport-loisir et de disposer ainsi d'un équipement plus adapté et performant en terme d'exploitation.</p> <p>Le projet de reconstruction du Stade Nautique permettra à l'équipement de retrouver son rayonnement, au niveau communal, intercommunal mais également Régional ou National avec l'organisation de manifestations prestigieuses et de compétitions officielles. Les principales caractéristiques du programme sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La démolition du bâtiment existant ; - La reconstruction du nouveau centre aquatique (environ 5600 m² utile) en faisant évoluer l'offre pour permettre l'accueil complémentaire de scolaires soit : <ul style="list-style-type: none"> • 1 bassin de 25 sur 20 mètres, • 2 bassins d'apprentissage, • La création de 500 places de gradins qui pourront permettre d'accueillir des manifestations de niveau National, • L'aménagement d'espaces vestiaires et accueil pour faciliter l'accès aux bassins, • La construction d'un espace sports et santé de 400 m² associé au Stade Nautique, • Des locaux administratifs. • Par ailleurs, une surface commerciale indépendante sera réalisée, livrée brute d'environ 300 m² destinée à un restaurant avec terrasse panoramique. • Enfin, pour le bon fonctionnement de cet équipement, le projet prévoit la création d'une centaine de places de stationnement en sous-sol.
--	--

Partenaires	Les partenaires financiers sont : L'EPCI - CASA, dans le cadre des Fonds de Concours, La REGION dans le cadre du dispositif Contrat Régional d'Equilibre Territorial, Le Département dans le cadre du dispositif du Contrat de Territoire Départemental GREEN DEAL , et enfin l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.																												
Coût prévisionnel	Le coût de l'opération est estimé à 25 880 000 € H.T. L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.																												
Plan de financement	<div>PLAN DE FINANCEMENT</div> <table><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montant € H. T.</th><th>Dispositif financier</th></tr><tr><td>EPCI – CASA</td><td>20 %</td><td>5 176 000</td><td>Fonds de Concours</td></tr><tr><td>REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur</td><td>20 %</td><td>5 176 000</td><td>Contrat Régional d'Equilibre Territorial</td></tr><tr><td>DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes</td><td>20 % sur la base de 25 480 000 €</td><td>5 096 000</td><td>Contrat de Territoire GREEN DEAL</td></tr><tr><td>ETAT</td><td>20 %</td><td>5 176 000</td><td>Dotation Soutien à l'Investissement Local</td></tr><tr><td>Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS</td><td>20,31 %</td><td>5 256 000</td><td></td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>25 880 000</td><td></td></tr></table>	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier	EPCI – CASA	20 %	5 176 000	Fonds de Concours	REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur	20 %	5 176 000	Contrat Régional d'Equilibre Territorial	DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes	20 % sur la base de 25 480 000 €	5 096 000	Contrat de Territoire GREEN DEAL	ETAT	20 %	5 176 000	Dotation Soutien à l'Investissement Local	Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS	20,31 %	5 256 000		TOTAL	100 %	25 880 000	
Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier																										
EPCI – CASA	20 %	5 176 000	Fonds de Concours																										
REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur	20 %	5 176 000	Contrat Régional d'Equilibre Territorial																										
DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes	20 % sur la base de 25 480 000 €	5 096 000	Contrat de Territoire GREEN DEAL																										
ETAT	20 %	5 176 000	Dotation Soutien à l'Investissement Local																										
Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS	20,31 %	5 256 000																											
TOTAL	100 %	25 880 000																											
Calendrier	<div>CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</div> <table><tr><th>ACTIONS</th><th>DATES PREVISIONNELLES</th></tr><tr><td>Etudes APS</td><td>2021</td></tr><tr><td>Etudes APD PRO ET DCE Dépôt Permis de Construire</td><td>2022</td></tr><tr><td>Consultation des Entreprises - Déconstruction et préparation du chantier</td><td>2023</td></tr><tr><td>Travaux</td><td>2024 -2025</td></tr><tr><td>Réception des Travaux - Ouverture de l'Equipement</td><td>2026</td></tr></table>	ACTIONS	DATES PREVISIONNELLES	Etudes APS	2021	Etudes APD PRO ET DCE Dépôt Permis de Construire	2022	Consultation des Entreprises - Déconstruction et préparation du chantier	2023	Travaux	2024 -2025	Réception des Travaux - Ouverture de l'Equipement	2026																
ACTIONS	DATES PREVISIONNELLES																												
Etudes APS	2021																												
Etudes APD PRO ET DCE Dépôt Permis de Construire	2022																												
Consultation des Entreprises - Déconstruction et préparation du chantier	2023																												
Travaux	2024 -2025																												
Réception des Travaux - Ouverture de l'Equipement	2026																												
Indicateurs d'évaluation proposés	La conception et la réalisation du bâtiment s'inscriront dans une démarche de qualité environnementale de type Bâtiment Durable Méditerranéen (B.D.M.) de niveau Argent.																												



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Renouvellement du mobilier d'éclairage public actuel par du mobilier écoresponsable à technologie Led sur les secteurs du Port Vauban, du Centre-Ville, de Juan les Pins

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°16	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Nicolas LEGRAS Fonction : Directeur des Infrastructures Routières et des Espaces Publics Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex
Description de l'action	Dans le cadre sa politique environnementale et de transition énergétique, la Ville d'Antibes procède au remplacement de son mobilier d'éclairage Public énergivore par l'installation de mobilier à technologie Led. Cela se traduit par une diminution des puissances installées ce qui génère de fait des économies d'énergies. La mise en place de systèmes de gestion intelligents (programmation des drivers, programmation d'abaissement des puissances, détecteur de mouvement...) contribue également à la préservation des biodiversités.

Partenaires	<p>L'Etat est partenaire de l'opération pour la phase 1 qui concerne 2021 et qui s'élève à 353 00,00 €.</p> <p>Une subvention de 200 000,00 € qui représente 56,66 % de l'opération a fait l'objet d'un arrêté en date du 18 Décembre 2020.</p> <p>La prochaine étape consiste à financer la phase 2 et la phase 3.</p>
Coût prévisionnel	<p>Le coût prévisionnel restant à financer pour la suite de l'opération est estimé à : 647 000 €</p> <p>Les travaux consistent à la dépose du mobilier, à la réfection des infrastructures si nécessaire (massifs, câbles...) et à la mise en place du nouveau mobilier.</p>
Plan de financement	<p>L'opération est initialement prévue sur trois exercices 2021, 2022 et 2023.</p> <p>2021 est financé : 56,66 % par l'état 43,34 % par la commune</p> <p>2022 est à financer : 60 % par l'état et/ ou le CD 06 40 % par la commune</p> <p>2023 est à financer : 60 % par l'état et/ ou le CD 06 40 % par la commune</p>
Calendrier	<p>Le calendrier prévisionnel est le suivant :</p> <p>2021 : 1ère phase lancée pour un montant de 353 000,00 €.</p> <p>2022 : 2è phase de travaux pour un montant de 353 000,00 €.</p> <p>2023 : 3è et dernière phase de travaux pour un montant de 294 000,00 €</p> <p>Ces travaux sont exécutés sur le marché à bon de commande du service et sont lancé dans l'année concernée.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Remplacement des lanternes énergivores par des lanternes à technologie Led sur l'ensemble du territoire de la commune

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°17	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Nicolas LEGRAS Fonction : Directeur des Infrastructures Routières et des Espaces Publics Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS82205 – 06605 ANTIBES Cedex
Description de l'action	Dans le cadre sa politique environnementale et de transition énergétique, la Ville d'Antibes procède au remplacement des lanternes énergivores par des lanternes à technologie Led. Cela se traduit par une diminution des puissances installées ce qui génère de fait des économies d'énergies. La mise en place de systèmes de gestion dit « intelligents » (programmation des drivers, programmation d'abaissement des puissances, détecteur de mouvement...) contribue également à la préservation des biodiversités.

Partenaires	
Coût prévisionnel	<p>Le coût prévisionnel à financer est estimé à: 1 000 000 €</p> <p>Les travaux consistent à la dépose du luminaire et de ses accessoires (crosses, patins, boîte C/C), et à la mise en place de la nouvelle lanterne.</p>
Plan de financement	<p>L'opération est initialement prévue sur 6 exercices de 2021 à 2026.</p> <p>Le plan de financement souhaité est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40% pour l'état - 20% CD 06 - 40 % pour la commune.
Calendrier	<p>Le calendrier prévisionnel est le suivant :</p> <p>2021 : 1ère phase pour un montant de 166 000,00 €.</p> <p>2022 : 2è phase pour un montant de 166 000,00 €.</p> <p>2023 : 3è phase pour un montant de 166 000,00 €</p> <p>2024 : 4è phase pour un montant de 166 000,00 €</p> <p>2025 : 5è phase pour un montant de 166 000,00 €</p> <p>2026 : 5è phase pour un montant de 170 000,00 €</p> <p>Ces travaux sont exécutés sur le marché à bon de commande du service ou le marché d'acquisition de lanterne à technologie Led.</p> <p>Ils sont lancés dans l'année concernée.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	



Fiche action « Espace Thuret »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°18	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Ville D'Antibes Commune
Maître d'ouvrage	ERILIA SA HLM
Description de l'action	<p>L'espace Thuret, site de 5 ha situé sur le Cap d'Antibes, est un ancien centre de recherche botanique de l'INRA (propriété de l'Etat), composé d'un jardin botanique et de 4500m² de bâtiments. Depuis 2004, suite à son implantation sur Sophia Antipolis, l'INRA a libéré les locaux.</p> <p><u>Devenir du site :</u></p> <p>La partie Ouest du site sera conservée par l'INRA pour développer un centre de connaissance scientifique sur le végétal.</p> <p>Sur la partie Est, la commune d'Antibes a exprimé la volonté de mettre en place des projets relatifs au développement durable et à l'environnement. Aussi, en décembre 2019, la commune a signé avec l'Etat un bail emphytéotique administratif d'une durée de 50 ans.</p> <p>La commune envisage, pour permettre la réalisation de ce projet, l'installation de services municipaux et la mise en œuvre de partenariats autour de projets éducatifs, d'actions de sensibilisation à la biodiversité en direction des scolaires et de la jeunesse.</p> <p>La commune envisage la création de logements/hébergement pour étudiants et saisonniers par la réhabilitation du bâtiment B (environ 20 logements). La commune souhaite mettre en place un partenariat (via une convention de mise à dispositions) avec ERILIA, bailleur social,</p>

pour la réhabilitation de ce bâtiment et le conventionnement de logements.

Le site se compose de six bâtiments anciennement utilisés par l'INRAE. Il s'agit donc de réhabiliter et restructurer les locaux existants pour que :

- l'université Campus Vert d'Azur puisse ouvrir une antenne du lycée horticole;
- transformer l'ancien bâtiment des serres pour qu'il puisse accueillir les services techniques des Espaces Verts (SEVN) de la ville;
- restructurer les anciens laboratoires pour qu'ils accueillent l'administration du service SEVN ;
- conserver le logement de fonction ;
- réhabiliter en logements étudiants l'ancien bâtiment dédié à l'hébergement ;
- et enfin démolir les autres bâtiments.

..... Limite d'intervention	1 Bâtiment bureaux INRAE	5 Logement gardien
▶ Entrées voitures projetées	2 Bâtiment d'hébergement	bâtiments à démolir
▶ Entrées piétonnes projetées	3 Bâtiment des serres	6 Ecole et hangar
	4 Bâtiment des laboratoires	7 Garage



Les objectifs liés à l'opération sont :

	<ul style="list-style-type: none"> - d'offrir de bonnes conditions de travail et de la qualité d'usage aux personnes utilisant le site, ainsi que des bonnes conditions d'enseignement et d'hébergement. - de respecter une démarche de développement durable, en concevant un bâtiment certifié BDM avec un soin particulier pour l'amélioration thermique des bâtiments. - de permettre la rencontre entre les différents acteurs tels que les agents du service des espaces verts, des enseignants-chercheurs et des étudiants en portant une attention particulière aux relations entre les différentes entités implantées sur le site. - de permettre des espaces consacrés à l'élaboration de projet étudiant paysager comprenant la conception et la réalisation à l'échelle grandeur nature sur site. Ces espaces seront visitables par le grand public.
Partenaires	<p>Etat : propriétaire</p> <p>Commune : porteur du foncier par bail emphytéotique et maître d'ouvrage</p> <p>ERILIA : maître d'ouvrage pour la partie hébergement</p>
Coût prévisionnel	<p>Coût global des travaux HT (dépenses d'investissement) du site Thuret</p> <ul style="list-style-type: none"> • Désamiantage des bâtiments, excepté le B : 336 000 € • Aménagement des espaces extérieurs (démolition – parking – voie de desserte interne et accès) : 700 000€ • Aménagement paysager : 500 000 € • Réalisation de l'alignement – VRD : 1 300 000 € • Rénovation bâtiment A (campus Vert d'Azur) : 1 160 000€ • <i>Rénovation bâtiment B (hébergement) : 1 100 000€ + 264 000 € désamiantage</i> • Rénovation bâtiment C (locaux techniques) : 900 000€ • Rénovation bâtiment D (bureaux) : 1 740 000€ <p><i>TOTAL Travaux 8 000 000€</i></p> <p>Etudes : 1 550 000€</p> <p>TOTAL HT : 9 550 000€</p>
Plan de financement	<p><u>Financement partie Logement maîtrise d'ouvrage ERILIA :</u></p> <p><i>Estimation des travaux + études : 1 590 000 € HT</i></p> <p>Financements ETAT (prêt PLUS et éventuellement PLS en fonction du montage de l'opération) environ 70% du coût de l'opération</p> <p>Les subventions possibles en acquisition-amélioration:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ETAT (via la délégation des aides à la pierre) : 3400 à 10 200€ par logements PLUS soit au maximum 204 000€ - CASA (aide au logement social) : 6000 à 10 000€ par logement PLUS en fonction du prix de revient de l'opération soit au maximum 200 000€

	<ul style="list-style-type: none"> - CRET - Subvention d'équilibre ville <p><u>Financement autres travaux maitrise d'ouvrage ville :</u></p> <p><u>Bâtiment A et aménagement annexe- Campus Vert d'Azur :</u> <u>Estimation des travaux + études : 2 250 000 € HT</u></p> <p>Subventions possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ETAT – enseignement supérieur - CRET - Conseil Départemental 06 - CASA <p><u>Bâtiments C et D et aménagement annexe - Services ville :</u> <u>Estimation des travaux + études : 5 710 000 € HT</u></p> <p>Subventions possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10% au titre de la rénovation énergétique
Calendrier	<p>Procédures et études Lancement marché de maitrise d'œuvre : T2 2021 Attribution marché : T4 2021 Démarrage des études : T1 2022</p> <p>Réalisation Consultation des entreprises : T1 2023 Démarrage travaux T3 2023 (phasage par bâtiment) Fin des travaux : T1 2025</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Indicateur d'avancement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délivrance des agréments - OS - Livraison <p>Indicateur d'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en location - Demande en hébergement - Taux de rotation



Fiche action « Réaménagement, rénovation énergétique et sécurisation des bâtiments de la Mairie de Biot »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°20	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	VILLE DE BIOT Commune
Description de l'action	<p>La mairie de Biot est composée de deux bâtiments mitoyens et d'un autre bâtiment séparé par un jardinet. Ces bâtiments sont vétustes, mal isolés et énergivores. Il s'agit d'optimiser les interactions fonctionnelles entre ces bâtiments et services.</p> <p>Le projet consiste à améliorer et réorganiser les services de la mairie. Ce projet de rénovation globale intègre autant la performance énergétique que le confort des usagers et personnel en été.</p> <p>Ces travaux comprennent également la mise aux normes concernant l'accessibilité, la sécurité incendie, ainsi que des améliorations fonctionnelles (réfection de l'accueil, création de nouveaux espaces accessibles par tous).</p>

	Aussi, une rénovation thermique permettra à la Commune de réduire sa consommation d'énergie tout en améliorant le confort du personnel et du public.
Partenaires	Ce projet a fait l'objet d'une demande de subvention auprès de l'Etat au titre de la DSIL, auprès de la Région au titre du FRAT et auprès du Département.
Coût prévisionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Chauffage VRV : 90 000 € - Isolation intérieure murs : 19 000 € - Cloisons, séparations bureaux et salles : 18 500 € - Sécurisation et mise aux normes électricité : 31 000 € - Réfection sol / Isolation plancher : 6 500 € - Réfection / Création faux plafonds avec isolation : 6 500 € - Sécurisation site : SSI, alarme ou entrée par badges/visiophonie : 12 500 € - Maçonnerie (ouverture mur porteur) : 5 000 € - Ravalement façade : 18 000 € - Achat nouveau mobilier de bureaux : 10 000 € - Remplacement menuiseries : 15 000 € - Etudes divers : 6 500 €
Plan de financement	DSIL : 92 880 € (40%) Région : 69 660 € (30%) Département : 23 220 € (10%) Autofinancement : 46 440 € (20 %) Ce projet sera réalisé en 2021, avec un budget prévisionnel de 232 000 € HT.
Calendrier	Les travaux ont été lancés fin mars 2021 (nous avons obtenu les accusés de réception des différents financeurs potentiels) et doivent s'achever en novembre 2021.
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de la facture d'électricité et de gaz - Augmentation du confort thermique



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche action « Rénovation énergétique et sécurisation de la crèche L'Orange Bleue de Biot »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°21	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	VILLE DE BIOT Commune
Description de l'action	<p>Le projet vise à renover et sécuriser la crèche l'Orange Bleue de Biot.</p> <p>La crèche l'Orange Bleue accueille 42 enfants, âgés de 10 semaines à 4 ans.</p> <p>Ces travaux consistent notamment à la réfection du sol et du bardage bois extérieur.</p> <p>L'objectif est d'améliorer l'accueil et le confort des enfants.</p>
Partenaires	Ce projet a fait l'objet d'une demande de subvention auprès de la Région, du Département et de la CAF.
Coût prévisionnel	<ul style="list-style-type: none">- Réfection du sol amortissant : 25 000 €- Réfection du bardage bois : 6 000 €
Plan de financement	Région : 6 200 € (20%) Département : 3 100 € (10%) CAF : 9 300 € (30 %)

	Autofinancement : 12 400 € (40 %) Ce projet sera réalisé en 2021, avec un budget prévisionnel de 31 000 € HT.
Calendrier	Les travaux se réaliseront durant les vacances scolaires (mois de juillet-août 2021)
Indicateurs d'évaluation proposés	



Fiche action « Rénovation énergétique et sécurisation des groupes scolaires de Biot »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°22	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	VILLE DE BIOT Commune
Description de l'action	<p>Ce projet vise à améliorer l'efficacité énergétique, le confort « passif » d'été, mais également la mise aux normes concernant l'accessibilité et la sécurité au sein des établissements scolaires, notamment afin de répondre aux dispositions du plan Vigipirate.</p> <p>Ce projet concerne trois groupes scolaires : Saint Roch, Moulin Neuf et Olivari. Au total ces trois groupes scolaires accueillent 24 classes en primaire et 13 en maternelle.</p> <p>Les travaux s'avèrent nécessaires sur ces différents bâtiments du fait de l'usure et de l'âge des bâtiments, afin de préserver leur pérennité. Certains bâtiments, notamment Olivari, n'ont jamais fait l'objet de travaux de rénovation et présentent des signes importants de vétusté, qui ne garantissent plus la sécurité des utilisateurs et des enfants.</p>

Partenaires	Ce projet a fait l'objet d'une demande de subvention auprès de l'Etat au titre de la DSIL et au titre du FIPDR pour la partie concernant la sécurisation, auprès de la Région et auprès du Département.
Coût prévisionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Création auvents de protection et stores extérieurs : 18 000 € - Travaux étanchéité isolation : 20 000 € - Réfection sol : 12 000 € - Passage au LED : 2 500 € - Installations alarmes PPMS : 22 400 € - Sécurisation (vidéophone, ferronneries...) : 14 200 €
Plan de financement	Etat : 32 967 € (37%) (DSIL : 21 987 € et FIPDR : 10 980 €) Région : 17 820 € (20%) Département : 8 910 € (10%) Autofinancement : 29 403 € (33 %) Ce projet sera réalisé en 2021, avec un budget prévisionnel de 89 100 € HT.
Calendrier	Les travaux se réaliseront durant les vacances scolaires (mois de juillet-août 2021 et vacances de la Toussaint 2021)
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de la facture d'électricité - Augmentation du confort thermique



Fiche action « Saint Eloi : Aménagement d'un verger à vocation productive et pédagogique sur une friche communale »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°23	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Ville de Biot Commune
Description de l'action	<p>Propriétaire d'un terrain en friche de 4ha, encore partiellement aménagé en restanques, traces d'une exploitation agricole ancienne, la commune souhaite développer un verger productif, exploité par des agriculteurs professionnels, destiné à fournir en circuit court bio les cantines des 3 groupes scolaires et du CCAS.</p> <p>Le verger Saint Eloi a également une vocation pédagogique. Une classe à ciel ouvert, de type amphithéâtre sera réalisée pour accueillir les élèves qui pourront re-découvrir la culture des fruits (de la graine à l'assiette).</p> <p>L'accent sera porté sur la culture de variétés anciennes et locales dans un objectif de préservation du patrimoine agricole et de la biodiversité.</p> <p>Une partie du site, accessible depuis le village par cheminement doux, sera également ouverte au public invité à se promener et s'informer.</p> <p>Le projet de verger communal de Saint Eloi s'inscrit dans une politique de préservation du</p>

	<p>territoire communal et de son environnement, tout en développant son potentiel agricole. Il répond ainsi aux objectifs de la CASA, qui réaffirme sa politique agricole active dans son pacte de gouvernance.</p> <p>Il participe également, en cohérence avec le projet alimentaire territorial de la CASA, à une démarche d'alimentation durable pour les générations futures, qui comprend également la création de potagers municipaux en bord de Brague, sur des terrains acquis par les fonds Barnier suite aux inondations de 2015.</p>																					
Partenaires	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Chambre d'Agriculture FEADER																					
Coût prévisionnel	<p>Etudes (AMO) et travaux préparatoires : 180</p> <p>800 €HT</p> <p>Travaux : 3 000 000 €HT</p> <p>Maitrise d'œuvre : 300 000€HT</p> <p>Cout total d'opération : 3 480 000 €HT</p>																					
Plan de financement	<table><tr><th>Postes</th><th>Financeurs</th><th>Coûts HT</th></tr><tr><td>Travaux préparatoires</td><td>CASA/ AAP FEADER</td><td>52 454,00 €</td></tr><tr><td>Etudes</td><td>CASA/ AAP FEADER</td><td>8 000,00 €</td></tr><tr><td>Clôture terrain</td><td>CASA/ AAP FEADER</td><td>8 064,00 €</td></tr><tr><td>Plantations d'arbres</td><td>Région</td><td>76 800,00 €</td></tr><tr><td>Ville de BIOT</td><td></td><td>3 334 682,00 €</td></tr><tr><td>TOTAL HT</td><td></td><td>3 480 000,00 €</td></tr></table>	Postes	Financeurs	Coûts HT	Travaux préparatoires	CASA/ AAP FEADER	52 454,00 €	Etudes	CASA/ AAP FEADER	8 000,00 €	Clôture terrain	CASA/ AAP FEADER	8 064,00 €	Plantations d'arbres	Région	76 800,00 €	Ville de BIOT		3 334 682,00 €	TOTAL HT		3 480 000,00 €
Postes	Financeurs	Coûts HT																				
Travaux préparatoires	CASA/ AAP FEADER	52 454,00 €																				
Etudes	CASA/ AAP FEADER	8 000,00 €																				
Clôture terrain	CASA/ AAP FEADER	8 064,00 €																				
Plantations d'arbres	Région	76 800,00 €																				
Ville de BIOT		3 334 682,00 €																				
TOTAL HT		3 480 000,00 €																				
Calendrier	<p>20/21 : Etudes préliminaires</p> <p>2021 : Défrichage/ouverture du site</p> <p>22/23 : travaux d'aménagement (plantations /équipements)</p>																					

Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> -Stratégie agricole de la CASA (reconquérir les friches agricoles, protéger le foncier agricole) -Projet alimentaire territorial CASA
-----------------------------------	--



Fiche action « Projet de résilience alimentaire et énergétique »

Châteauneuf

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°25	Thématique Transition écologique

Maître d'ouvrage :

Organisme : Commune de CHATEAUNEUF

Responsable légal : Emmanuel DELMOTTE

Fonction : Maire

Responsable technique : Olivier ORLANDO

Fonction : DGS

Adresse : 4, place Georges Clémenceau

06 740 CHATEAUNEUF-GRASSE

Tél : 06 92 603 603

Courriel : secretariat@ville-chateauneuf.fr

Budget de la structure (montants globaux investissement/fonctionnement) :

7 614 772€ (BP 2020)

Description de l'action :

La commune de Châteauneuf s'est lancée depuis plusieurs années dans un projet de résilience alimentaire et énergétique en lien avec le territoire intercommunal.

La stratégie s'insère dans un projet de territoire visant à:

- Améliorer la capacité de production agricole bio et locale
- Augmenter la capacité d'alimentation des habitants en circuits-courts
- Agir pour réduire l'impact énergétique des bâtiments et lutter contre le changement climatique

Située aux portes du PNR et de la technopole de Sophia Antipolis, entre la Métropole de Nice et les communautés d'agglomérations du Pays de Grasse et de Cannes Pays de Lérins, la commune de Châteauneuf, porte en effet depuis de nombreuses années des projets de territoires ambitieux (dès 2010 Starteo, 1er pépinière pour télétravailleur, 2017 réalisation d'un bâtiment passif, 2018 Projet Alimentaire conduit autour de la restauration collective, 2019 lancement d'un projet d'autonomie énergétique du territoire).

La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis a proposé aux 24 communes de participer à un programme du fond FEADER européen une politique agricole communautaire, la Commune de Châteauneuf a fait partie des communes pionnières pour répondre à cette ambition.

Châteauneuf est une commune faisant partie de la CASA comportant 24 communes sur la Côte d'Azur, région touristique où le foncier est très coûteux et rare. Un enjeu majeur est donc de construire un système d'approvisionnement d'alimentation majoritairement en agriculture biologique en circuit de proximité. Un besoin en produit biologique et local est d'ailleurs ressenti dans les cantines et restauration collective mais peu de produits sont disponibles et les quantités sont insuffisantes pour valoriser correctement une offre locale. À cela s'ajoute de nombreux freins ou contraintes qui dissuadent l'exploitation des surfaces agricoles existantes (spéculation foncière, entraves institutionnelles des acteurs locaux).

La démarche de PAT doit permettre de lever partiellement les contraintes au développement et de valoriser le patrimoine agricole local au service de la satisfaction d'un besoin alimentaire de qualité demandé par les habitants. Châteauneuf propose de promouvoir les spécificités locales alimentaires qui participent à l'image du territoire et mettre à disposition du consommateur en restauration collective des produits de qualité qui valorisent les circuits courts de production.

En lien avec cette démarche le besoin de revoir les modes de production dans une logique bas carbone induit de penser ce mode de développement en associant des actions sur l'impact énergétique et d'introduire de la production photovoltaïque dans des exploitations agricoles afin de protéger les cultures des aléas climatiques.

La Commune de Châteauneuf met en œuvre un Plan Local d'Urbanisme courageux, créant ainsi plus 180 hectares d'espaces agricoles potentiellement cultivables soit 20% de son territoire permettant de contribuer à une autosuffisante alimentaire sur le territoire. Une procédure de mise en place de zone agricole protégée sur 50 hectares sur la commune est en cours, ceci permettrait une diminution des friches et une installation plus facile des agriculteurs. En septembre 2017, la mairie a d'ailleurs acheté un terrain agricole de 5 ha ayant pour but d'approvisionner sa commune en fruits et légumes bio.

Un restaurant scolaire intégrant une cuisine centrale a été construit à proximité des écoles. Ce projet est conçu pour préparer jusqu'à 500 repas par jour, ce qui peut absorber environ 10 tonnes de fruits et légumes frais par an


Le projet vise à la création d'un centre de l'environnement et du développement durable multi-sites.

Ce centre composé de plusieurs sites, et s'articulera autour d'une maison de l'environnement accueillant des starts up de l'agriculture et des sciences de la terre, un « incubateur-couveuse » agricole pour aider à la formation et l'implantation des agriculteurs, ainsi qu'un espace d'expérimentation pour le développement d'une alimentation durable

Les différents sites sont constitués de :

- 1 local incluant des ateliers de transformation (légumerie, laboratoire) destinés à intégrer le dispositif 06 à Table et permettant aux producteurs de l'ouest du département de livrer, stocker et transformer leurs produits végétaux. Un équipement complémentaire de conserverie est proche du site.
- 1 Local agricole comprenant une miellerie, une salle d'abattage volaille, une salle de découpe et transformation. Ce local se situe en complément d'un poulailler municipal existant
- 1 espace permettant l'intégration d'activités économiques liées à l'alimentation, la restauration ou la transformation des produits agricoles
- 1 site d'expérimentation de lutte contre le réchauffement climatique sur des parcelles agricoles par l'utilisation d'ombrières photovoltaïque,
- 5 sites d'implantations photovoltaïques permettant la fourniture d'énergie au périmètre d'autoconsommation collective: 36 kwc sur bâtiment passif permettant de rendre le bâtiment positif

36kwc sur ombrière permettant la réduction de chaleur dans un bâtiment public
90 KWc sur une centrale solaire au sol public



12 kwc sur le bâtiment agricole miellerie,
12kwc sur la légumerie

L'ensemble de ce programme alimentaire territorial repose sur un projet porté par la commune depuis plusieurs années ce qui permet de bénéficier d'un foncier déjà acquis, de parcelles agricoles négociées auprès des propriétaires locaux et d'une réflexion globale sur une gouvernance innovante qui associe tout autant les acteurs économiques (agriculteurs ; artisans ; commerçants) des partenaires socio-économique (secteur du handicap et de l'insertion) des habitants, et des institutions diverses.

Partenaires :

La première étape a permis d'élaborer un modèle particulier de PAT organisé autour d'une structure collaborative et collective, la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) " les ferrages de Châteauneuf". En réponse à l'appel à projet 2020-2021 du Programme National pour l'Alimentation (PNA), la commune de Châteauneuf-Grasse souhaite déposer un nouveau dossier pour aider à l'émergence du volet solidaire du PAT. La récente crise sanitaire a montré l'importance de faciliter l'accès à une alimentation de proximité pour tous.

Nous souhaitons prendre en compte l'ensemble des situations de précarité que nous avons rencontré lors de cette situation particulière :

-Personnes isolées et fragiles en particulier senior ne pouvant se déplacer

-Personnes précaires sur le plan économique

Coût prévisionnel : 4 500 000 € HT

Plan de financement :

PLAN DE FINANCEMENT							
DEPENSES DE L'OPERATION				RECETTES DE L'OPERATION			
POSTES DE DEPENSES	Montant prévisionnel en €	Préciser HT ou TTC	Montant éligible Région en €	Montant éligible Département en €	POSTES DE RECETTES	%	Montant en €
Etudes préalables / Etudes de maîtrise d'œuvre / AMO					Europe <i>(préciser le fond et la mesure)</i> %	en attente €
<i>sous-total</i>	200 000	HT			Etat <i>(préciser le fond alloué)</i> %	en attente €
Travaux dont VRD					Région <i>(préciser le nom du dispositif régional)</i> %	en attente €
<i>sous-total</i>	2 000 000	HT					
Acquisitions foncières et immobilières					Département <i>(préciser le nom du dispositif départemental)</i> %	en attente €
<i>sous-total</i>	800 000	HT					
Mobilier, petit équipement					Fonds de concours <i>(préciser le fond alloué)</i> %	en attente €
<i>sous-total</i>	1 500 000	HT			Autres financeurs <i>(préciser le ou les organisme(s))</i> %	en attente €
Autres (détailler)					Recettes nettes (dont amortissement) Autofinancement du Maître d'Ouvrage % €
<i>sous-total</i>						20 %	900 000 €
TOTAUX	4 500 000	HT			TOTAUX		

Calendrier :

Dates (Périodes)	Etapes-clefs
2021	Réalisation de l'incubateur agricole des Ferrages + sites photovoltaïques Etudes sur maîtrise foncière complémentaire Détermination de la ZAP agricole
Mars 2021 - décembre 2021	Mise en place des livraisons de paniers alimentaires Bio ou à haute valeur environnementale par le marché Paysan
2em semestre 2021	Achat par la SCIC du véhicule de livraison
2em semestre 2021	Ouverture de l'épicerie solidaire commune au marché paysan
1 ^{er} semestre 2022	Réalisation du projet d'Ombrières agricoles Réalisation du projet de légumerie Installation d'un site photovoltaïque
2em semestre 2022	Emergence du projet de Centre marchand en circuit court
Année 2023	Mise en place sur une année civile de l'ensemble des actions du projet Création des livrables (mallette pédagogique + fiches actions)

Indicateurs d'évaluation proposés :

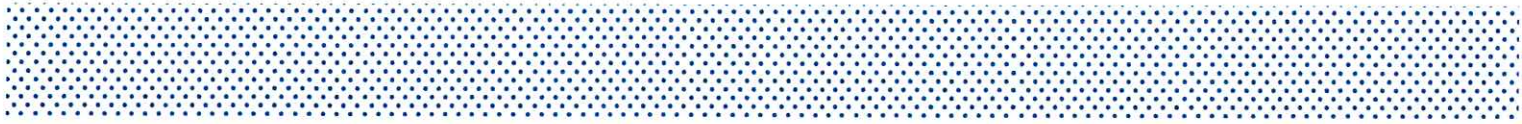
Nb de repas en portage à domicile

Fréquentation du marché paysan

Nb bénéficiaires issus des populations-cible au marché paysan

Création d'une structure auto-consommation collective (énergie photovoltaïque)

Nb kw produits, nb consommateurs et producteurs utilisés





Fiche action « Aménagement et rénovation énergétique d'une Médiathèque municipale »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°26	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation : Commune de Châteauneuf-Grasse
Description de l'action	<p>La Commune dispose d'une Médiathèque municipale situé dans une maison de village sur 3 étages difficilement accessible. Le projet consiste à installer acquérir un bien immobilier de 274 m² plus accessible situé à proximité des écoles municipales, et d'y aménager la Médiathèque au moyen d'une rénovation du bâtiment pour changement d'usage et de sa rénovation énergétique. (parcelle AN 24, contenance cadastrale 3502 m², emprise bâti : 397m²).</p> <p>La Médiathèque comportant 18 000 ouvrages, est aujourd'hui fréquenté par 300 adhérents, et par les crèches et écoles maternelles et élémentaires de la Commune (350 enfants).</p>
Partenaires	Le bien est à la vente, et la Commune n'a pas encore fait valoir son droit de préemption. Une visite a eu lieu sur place.

Coût prévisionnel	<p>Coût prévisionnel : 849 433€ HT</p> <p>Décomposition :</p> <p>Rénovation pour changement d'usage : 288 997€HT</p> <p>Rénovation énergétique : 339 465€ HT</p> <p>Honoraires : 114 228 € HT</p> <p>Mobilier : 106 743,10€ HT</p>
Plan de financement	<p>Dépenses :</p> <p>Recettes :</p> <p>Contrat d'avenir, contrat territorial départemental</p> <p>DRAC</p> <p>CRTE</p> <p>Autofinancement : 20%</p>
Calendrier	<p>2021 : étude de faisabilité</p> <p>2022-2024 : travaux</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Evolution du nombre d'adhérents</p> <p>Développement des partenariats écoles/crèches</p> <p>Consommations énergétiques</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Fiche action Gréolières

Création d'une maison communale

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°28	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	COMMUNE DE GREOLIERES Type
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	Maison communale, intégrant : cantine mixte scolaires et intergénérationnel, réfectoire mixte. Maison de santé, salle communale, salle de sports, médiathèque, espace co-working, MAM, logements seniors, parking
Partenaires	Tous les acteurs susceptibles d'intégrer financièrement le projet : ETAT + santé, région, département, Europe, intercommunalité
Coût prévisionnel	2.5 millions
Plan de financement	Tour de table à lancer
Calendrier	A CE JOUR : étude de sols, montage du projet, choix du maître d'œuvre à finaliser Fin du projet 2° semestre 2024.
Indicateurs d'évaluation proposés	Répond à plusieurs critères du plan.





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche action « Amélioration de la performance énergétique de bâtiments communaux »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°32	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Commune de Valbonne Administration publique générale
Description de l'action	<p>La consommation totale des bâtiments communaux représente 4 828 MWh/an et un volume financier de l'ordre de 500 000 € / an. L'analyse de ces données de consommation a révélé que les 15 bâtiments les plus énergivores du parc représentent 77,8% des surfaces, 87,7% des consommations et 80,5% de la dépense. Le projet consistera en la réalisation d'un contrat de performance énergétique, permettant la :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en conformité des installations de chauffage vieillissantes,- modernisation du parc par des chaudières à condensation, changement d'énergie etc.,- mise en place d'outils de contrôle et de gestion automatique (GTC...), <p>ainsi que d'autres travaux avec retour sur investissement rapide (inférieur à 10 ans, exemple relamping des bâtiments en led...).</p> <p>L'objectif des travaux est de diminuer les consommations de plus de 20% sur l'ensemble du parc géré.</p>
Partenaires	Etat, Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Région PACA, Département des Alpes-Maritimes : dossier de demande d'aide financière à déposer
Coût prévisionnel	Principaux postes de dépenses par site :

	<ul style="list-style-type: none"> - Hôtel de Ville : optimisation des terminaux de chauffage + gestion technique centralisée (GTC) - Stade des Bouillides : non traité dans le cadre du CPE, car projet de rénovation du bâtiment complet avec objectif de -40% de consommation - Groupe scolaire Garbejaire : traitement des équipements techniques + GTC + amélioration de l'enveloppe - Groupe scolaire Ile Verte : traitement des équipements techniques + GTC - Groupe scolaire Campouns : traitement des équipements techniques + GTC + amélioration de l'enveloppe - Groupe scolaire Sartoux : traitement des équipements techniques + GTC - Groupe scolaire Daudet : réfection et modernisation de la chaufferie - Pré des arts : traitement des équipements techniques + GTC - Dojo : GTC (bâtiment récent) - Centre technique municipal : traitement des équipements techniques + GTC - Stade Chabert : traitement des équipements techniques + GTC (rénovation récente) - Crèche Garbejaire : traitement des équipements techniques + GTC - Centre de vie : traitement des équipements techniques + GTC - Parking Méjane : relamping + gestion automatisée des éclairages - Centre administratif Bermond : non traité dans le cadre du CPE, car en attente d'affectation. <p>L'enveloppe pré-dimensionnée des travaux d'amélioration de la performance énergétique des 13 bâtiments retenus ci-dessus (hors stade des Bouillides et centre administratif Bermond) est estimée à 1 000 000 € HT.</p> <p>Coût total prévisionnel du projet : 1 207 000 € HT. La totalité du projet relève des dépenses d'investissement. Le détail des coûts par sites sera élaboré dans le cadre du contrat de performance énergétique.</p>
Plan de financement	<p>Etat : sollicité 362 100 € (dossier DSIL 2021)</p> <p>Autres partenaires : dossier de demande d'aide financière à déposer</p>
Calendrier	<p>Validation du programme : juillet 2021</p> <p>Notification marché de performance énergétique : septembre 2021</p> <p>Démarrage chantier : avril 2022</p> <p>Réception des travaux de finition : avril 2024</p>

Indicateur d'évaluation proposé	Taux d'atteinte de la valeur cible de -20% du niveau de consommation énergétique du parc géré
---------------------------------	---



Fiche action « Maraîchage Grand Pré - Tuilière »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°34	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Commune de Valbonne Administration publique générale
Description de l'action	<p>La commune de Valbonne souhaite créer une régie agricole en maraîchage biologique dans le cadre du développement de circuits courts. L'objectif est de permettre l'approvisionnement partiel des cantines scolaires en produits frais, et de réaliser la vente directe de la surproduction aux consommateurs locaux. Deux terrains en proximité immédiate du village : la Tuilière d'une superficie de 2,6 hectares et le Grand pré d'une superficie de 2 hectares sont à réaménager pour cette conversion agricole.</p> <p>Ce projet prévoit également la réhabilitation du bâtiment présent sur le site afin d'y permettre le logement des agriculteurs et la réalisation de certains locaux techniques et de stockage nécessaires à l'exploitation.</p> <p>Afin d'assurer une production tôt dans la saison et donc être le plus cohérent avec le calendrier scolaire, il est prévu la mise en place de serres.</p>
Partenaires	Etat, Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Région PACA, Département des Alpes-Maritimes : dossier de demande d'aide financière à déposer
Coût prévisionnel	<p>Le coût total prévisionnel du projet s'élève à 615 000 € HT. Il comprend les catégories de dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Travaux réhabilitation maison : 250 000 € HT- Serres et hangar agricole : 100 000€HT- Aménagement terrain Tuilière : 85 000 € HT- Aménagement terrain Grand Pré : 50 000 € HT- Aménagement voirie et réseaux : 130 000 € HT

	La totalité des coûts relève des dépenses d'investissement.
Plan de financement	Etat : sollicité 154 500 € (dossier DSIL 2021) Autres partenaires : dossier de demande d'aide financière à déposer
Calendrier	Début des travaux : mai 2021 Fin de chantier : 1 ^{er} semestre 2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Création d'une régie agricole en maraîchage biologique : oui/non Démarrage d'activité agricole : oui/non Approvisionnement partiel des cantines scolaires : oui/non



Fiche action « Réhabilitation du gymnase du complexe sportif municipal des Bouillides »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°35	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Commune de Valbonne Administration publique générale
Description de l'action	<p>Le parc sportif des Bouillides est situé au cœur de la première technopole d'Europe, à Sophia Antipolis. La Technopole compte 2 230 entreprises qui emploient 36 300 personnes. Ces acteurs économiques y côtoient 4 000 chercheurs et 5 000 étudiants.</p> <p>La proximité, à pied de Sophia Antipolis, d'un espace aménagé proposant un parc préservé avec des arbres, permettant la pratique du vélo, trottinette, et des jeux de ballon (paniers de basket et cages pour le football) mais également des espaces consacrés aux jeux pour enfants, skate parc, un parcours de santé, un gymnase, un stade d'athlétisme, des terrains de tennis, de volley ainsi que des tables de pique-nique, font de cette installation sportive et nature un lieu très fréquenté.</p> <p>La présente opération de réhabilitation concerne le gymnase ainsi que ses annexes (tennis attenants). En effet, ces bâtiments vétustes et ayant des problèmes de remontées capillaires et d'infiltrations d'eau, sont particulièrement exploités ; près de 14H par jour et plus de 80h par semaine et ne permettent plus d'assurer une pratique sportive dans de bonnes conditions.</p> <p>Le projet consiste en la réhabilitation complète du Gymnase du complexe sportif municipal des Bouillides et de ses annexes comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- La mise en conformité du gymnase avec l'ensemble des normes d'accessibilité Handicapé selon le rapport Ad'AP.- La mise en sécurité du gymnase, avec notamment : la sécurisation des vitres en toiture, la reprise des étanchéités verticales, la reprise du sol sportif, le traitement des façades...

	<ul style="list-style-type: none"> - L'amélioration des performances énergétiques du bâtiment avec comme objectifs : la réduction des consommations énergétiques de -40% par rapport à l'existant, un recours aux énergies renouvelables avec la mise en place de panneaux photovoltaïques et de panneaux solaires thermiques, une rénovation complète des éclairages et de leur commande, une rénovation complète des systèmes de distribution ECS et chauffage existant. - L'amélioration du confort dans le gymnase, avec un rafraîchissement des circulations et une réfection des vestiaires et des locaux communs. - L'amélioration de la pratique sportive avec la démolition du pôle tennis/club athlétisme actuel et la reconstruction d'un ouvrage plus fonctionnel de 316 m².
Partenaires	Etat, Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Région PACA, Département des Alpes-Maritimes : dossier de demande d'aide financière à déposer
Coût prévisionnel	<p>Le coût total prévisionnel du projet s'élève à 4 516 000 € HT. Il comprend les catégories de dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amiante : 124 000 € HT - Démolition : 40 000 € HT - Réhabilitation gymnase et salle de danse : 1 886 000 € HT - Construction pôle Tennis : 768 000 € HT - Construction logement de gardien : 140 000 € HT - Aménagements extérieurs et d'accessibilité : 331 000 € HT <p>La totalité des coûts relève des dépenses d'investissement.</p>
Plan de financement	Dossiers de demande d'aide financière à déposer
Calendrier	<p>Début des travaux : janvier_2022</p> <p>Fin de chantier : fin 2023</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Taux d'atteinte de la valeur cible de -40% des consommations énergétiques du bâtiment</p> <p>Mise en conformité des normes d'accessibilité : oui/non</p> <p>Reconstruction du pôle tennis/club athlétisme : oui/non</p>



Fiche action « Projet d'aménagement d'un Pôle de Loisirs avec baignade écologique au quartier des Plans à Villeneuve Loubet »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n° 37	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation : COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET Type : Collectivité Territoriale
Description de l'action	<p>La Commune de Villeneuve Loubet ne dispose pas de piscine ou tout autre espace de baignade aux alentours, excepté la piscine Municipale de la Colle sur Loup. Des travaux vont être effectués sur la structure de la Colle et vont engendrer une carence en structure sportive dédiée à la natation.</p> <p>Le coût de construction d'une piscine dite traditionnelle étant particulièrement onéreux, en particulier en ce qui concerne les frais d'entretien et de maintenant, la Commune s'oriente vers la baignade biologique avec l'aménagement d'un pôle de loisirs.</p> <p>La Commune de Villeneuve Loubet souhaite présenter son dossier d'aménagement d'un « Pôle de loisirs avec baignade écologique au secteur des Plans » au titre du « Contrat de Relance Transition Ecologique CRTE 2021-2027 ».</p> <p>Contrairement aux piscines classiques qui nécessitent des produits chimiques tels que le chlore, le bromure et le sel pour purifier l'eau du bassin, nocifs pour la santé et particulièrement pour l'environnement, les piscines dites « biologiques ou naturelles », tel que la Collectivité souhaite</p>

	<p>implanter sur son territoire, se servent de plantes aquatiques pour régénérer l'eau et de jets d'eau pour l'oxygéner.</p> <p>Comme dans la nature, l'eau n'est pas bleue, elle est verte mais elle est douce et ne pique pas les yeux. C'est un avantage non négligeable qu'apprécient les baigneurs et le personnel du bassin qui préfère travailler en milieu naturel.</p> <p>Ce système de filtrage de l'eau représente en outre une grande avancée dans le domaine de l'innovation.</p> <p>Le territoire communal de Villeneuve Loubet ne dispose pas de piscine ou autre espace de baignade. Ainsi, en période de vacances scolaires, les services municipaux engagent de nombreux frais pour les aménagements spécifiques comme des structures gonflables ou l'accès aux piscines des communes voisines.</p> <p>En parallèle et pour répondre aux obligations d'apprentissage de la nage en milieu scolaire, la Commune finance des séances de nage pour une vingtaine de classes (CP et CE1) dispensées à la Commune de la Colle sur Loup.</p> <p>Le coût d'une construction d'une piscine traditionnelle étant particulièrement important, Villeneuve Loubet s'oriente vers la conception et l'aménagement d'une baignade biologique au quartier des Plans. Cet espace pourra être utilisé en simultané par les écoles municipales de la Ville, la jeunesse et les familles, la Municipalité souhaitant pouvoir en faire un lien idéal pour le développement des plus petits accompagnés de leurs parents sur la Commune et sans avoir à créer des déplacements superflus.</p> <p>L'espace de baignade en extérieur pour une meilleure insertion environnementale, devra être d'une superficie de 300 à 500 m² et comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un espace pataugeoire pour les tout-petits (moins de 5 ans) avec profondeur adaptée, - Un espace de baignade pour les petits avec profondeur adapté, - Un espace de baignade pour les plus grands avec profondeur adaptée - Un espace baignade pour le grand public qui pourra être utilisé comme espace de nage sportive (4 à 6 couloir de nage) sur des créneaux spécifiques réservés aux clubs <p>L'espace sera agrémenté d'une aire de jeux ludique aquatique.</p> <p>La profondeur devra tenir compte du volume d'eau à chauffer pour ne pas engendrer de surcoût de consommation.</p> <p>Ces bassins seront également bien pensés pour être parfaitement accessibles aux personnes à mobilité réduite.</p>
--	---

	L'aménagement des abords sera envisagé avec des locaux démontables afin que l'intégration au site en soit assurée.
Partenaires	<p>Qui...Néant</p> <p>...s'engage à quoi... Néant</p> <p>A cette date est-il acquis? en discussion ? à discuter ? Néant</p> <p>Prochaine étape / action à entreprendre Néant</p> <p>Rôle ? Néant</p>
Coût prévisionnel	<p>Le cout total des travaux est de 841 424.05€ HT</p> <p>Le cout de l'assistance à maîtrise d'ouvrage : 37 200€ HT</p> <p>Etude de faisabilité : 20 834€</p> <p>Phase de travaux : 783 390.05€</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 Terrassement VRD : 125 619.02€ - Option lot 1 7 762.50€ - Lot 2 Gros œuvre : 117 380€ - Option lot 2 : 10 000€ - Lot 3 Etanchéité : 52 902.39€ - Option lot 3 : 0€ - Lot 4 Hydraulique : 135 939.72€ - Option lot 4 : 108 234€ - Lot 5 Biotope et aménagements paysagers : 166 401.42€ - Option lot 5 : 59 151€
Plan de financement	<p>Etat (Plan de relance) 30% : 252 427.22€</p> <p>Région (contrat d'avenir) 30% : 252 427.22€</p> <p>Département des AM (aides aux Collectivités) 20% : 168 284.81€</p> <p>Autofinancement communal (20% minimum assuré) : 168 284.81€</p> <p><i>Calcul des financements sur la base des dépenses HT</i></p>
Calendrier	<p>Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :</p> <p><i>Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage : lancée en 2019 et réalisée par Green Concept en 2020</i></p> <p><i>Lancement de la phase 2 de l'étude programmé sur 2021</i></p> <p><i>Travaux prévus sur l'exercice 2022</i></p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>La Collectivité pour apprécier l'équipement en évaluant le nombre de visiteurs et d'utilisateurs.</p> <p>L'évaluation de l'état écologique et biologique des milieux aquatiques sera également réalisée régulièrement afin de s'assurer de la qualité des eaux de baignade ainsi que le microcosme vivant dans le bassin tant au niveau de la faune que de la flore.</p> <p>Un suivi constant sera assuré et les comptes rendus y seront annexés.</p> <p>L'Agence Régionale de Santé prendra une part active au projet tant au niveau des recommandations que les contrôles et suivis.</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Fiche action « Modernisation du système de chauffage / climatisation du groupe scolaire Antony Fabre sur la Commune de Villeneuve Loubet »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°40	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Maître d'ouvrage	COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET Type : Collectivité territoriale
Description de l'action	<p>Expliquez l'intérêt du projet. Précisez l'historique et les caractéristiques principales du projet : d'où vient-il ? où en est-il ? N'hésitez pas à indiquer les chiffres (ou les fourchettes) qui permettront de comprendre sa dimension : quel coût, quelle superficie, combien de personnes bénéficiaires, etc</p> <p>La Commune de Villeneuve Loubet a réalisé en 2018, une étude de faisabilité pour la rénovation et l'uniformisation du système de chauffage et de refroidissement du Groupe Scolaire Antony Fabre.</p> <p>La politique de lutte contre le changement climatique engagée par le Gouvernement vise la neutralité carbone en 2050. Elle nécessite une large mobilisation des collectivités territoriales propriétaires de la plupart des établissements scolaires pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui passe par les consommations d'énergies finales. Le</p>

décret tertiaire fixe les objectifs de réduction de ces dernières de 40% en 2030 et de 60% en 2050 pour les bâtiments tertiaires y compris scolaires.

L'investissement dans les bâtiments scolaires représente donc un axe important de la Municipalité pour atteindre ces objectifs de réduction énergétique, nonobstant la restructuration profonde des bâtiments vétustes ou obsolètes. Une programmation raisonnée des actions doit permettre de lancer les opérations à faible coût et à gain rapide, comme le suivi de la consommation et également des investissements plus lourds sur les systèmes, comme le chauffage et le refroidissement des locaux.

Ainsi, après la rénovation globale du restaurant scolaire du groupe Antony Fabre, en 2020, la Commune de Villeneuve Loubet souhaite « s'attaquer » au système de chauffage et refroidissement Groupe Scolaire.

L'étude de faisabilité qui avait été menée par la Municipalité en 2018, présentait en effet plusieurs problématiques qui devaient être solutionnées afin de parvenir à une consommation maîtrisée.

La mission de maîtrise d'œuvre pour cette opération devrait être lancée prochainement.

Les travaux de rénovation consisteront aux opérations suivantes :

- Dépose de la chaudière, des équipements non récupérés en chaufferie et des radiateurs, de groupes de climatisation et unités intérieures
- Travaux préparatoire (VRD ; maçonnerie, conformité chaufferie)
- Mise en place et raccordement d'une chaudière à condensation gaz, y compris travaux connexes (hydraulique, électricité, fumisterie)
- Mise en place et raccordement d'un groupe froid, y compris travaux connexes (hydraulique, électricité, réfrigérants)
- Reprise du réseau hydraulique monotube interne
- Mise en place d'unités intérieures chauffage et refroidissement à eau et d'une régulation adaptée
- Mise en place d'un système de supervision de type GTB

Les objectifs fixés par la Commune sont :

	<p>La rénovation énergétique globale du groupe scolaire et travaux d'embellissement</p> <p>L'amélioration du confort et de la santé des occupants (chauffage, ventilation et confort d'été)</p> <p>L'accessibilité PMR</p> <p>Les mises conformité techniques</p> <p>La prise en compte des objectifs de baisse de consommation pour les bâtiments tertiaires de plus de 1000m² (loi ELAN)</p> <p>-40% d'ici 2030, -50% d'ici 2050 de consommation</p> <p>Le projet visé par le CRTE concerne uniquement les travaux de modernisation du système de climatisation et chauffage du groupe scolaire Antony Fabre.</p> <p>Cependant, il est important de préciser que ces travaux s'inscrivent dans un programme pluriannuel répondant à une démarche globale de rénovation énergétique de l'ensemble des bâtiments du groupe scolaire Antony Fabre, pour un montant avoisinant les 2 000 000€ HT.</p>
Partenaires	<p>Qui...néant</p> <p>...s'engage à quoi... néant</p> <p>A cette date est-il acquis? en discussion ? à discuter ? néant</p> <p>Prochaine étape / action à entreprendre : néant</p> <p>Rôle ? néant</p>
Coût prévisionnel	<p>Décrire ici les principaux postes de dépenses : à quoi correspondent les coûts ? Préciser ce qui relève des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Les coûts doivent être en hors taxe.</p> <p>Pour cette opération, il ne s'agit uniquement de coûts d'investissement (opération de travaux)</p> <p>Maitrise d'œuvre : 62 885.62€ HT</p> <p>Sur la base des préconisations énergétiques faites par le Cabinet Altiane :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chauffage des 3 bâtiments : <ul style="list-style-type: none"> ○ Chaudière gaz condensation + travaux chaufferie : 96 868€ ○ Réseaux de distribution : 91 200€ ○ Emission (ventilo-convecteur ou radiateurs) : 178 703€

	<ul style="list-style-type: none"> - Chauffage bâtiment B (DRV + ventilo-convecteurs : 36 190€ - Refroidissement (groupe froid) : 129 478€ - Ventilation (centrale de traitement d'air double flux) : 154 330€ - GTB (supervision / comptage énergétique / contrôle QAI) : 20 000€ <p>Soit un total de travaux de 706 768€ Le montant du projet, mission MOE comprise s'élève donc à 769 653.62€ HT</p>
Plan de financement	<p>Décrire ici les financements mobilisés ou à mobiliser et les éventuels phasages pluriannuels.</p> <p>Préciser le dispositif financier qui sera mobilisé (crédit de droit commun, dotation, contrat avec une collectivité, plan de relance, fonds européens, appel à projet,). Pour les apports non financiers (temps de travail, locaux, les valoriser). Les coûts doivent être en hors taxe.</p> <p>La Collectivité de Villeneuve Loubet a sollicité</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Etat au titre de la DSIL 2021 à hauteur de 50% des dépenses éligibles HT du premier chiffrage, - la Région PACA au titre du Contrat Avenir à hauteur de 10% des dépenses éligibles HT du premier chiffrage et - le Département des AM au taux de 20% au titre du règlement financier départemental. - L'autofinancement de la Commune reste assuré à 20% sur la base du budget prévisionnel actualisé par le Cabinet Altiane suite à leur audit architectural, technique et énergétique en date du 27 avril 2021 : - Etat (DSIL) : 330 898.31€ - Région (Contrat Avenir) : 66 179.66€ - Département (aide aux CT) : 132 359.32€ - L'autofinancement de 20% minimum est assuré par la Collectivité : 177 330.71€ (soit 23.04% sur la base du nouveau budget prévisionnel d'un montant global HT de 769 653.62€ HT (MOE 62 885.62€ + travaux 706 768€))
Calendrier	<p>Indiquez ici le calendrier prévisionnel du projet et de ses différentes étapes. Par exemple, faut-il une étude préalable ou un appel d'offres et le cas échéant quand sont-ils prévus ? Quelles sont les échéances prévues pour le lancement des travaux ? l'achèvement des travaux?</p> <p>Une étude de faisabilité a été réalisée en 2018.</p>

	<p>Le lancement de la mission de Maitrise d'œuvre est en cours en 2021, les montants sont en cours de finalisation (avec détails des coûts).</p> <p>Le commencement des travaux est programmé à compter de l'exercice 2022 et se poursuivra sur l'exercice 2023 dans le cadre du programme pluriannuel de rénovation énergétique globale des bâtiments du groupe scolaire.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>L'indicateur d'évaluation qui va être appliqué à ces travaux d'économie d'énergie par la modernisation du système de climatisation et chauffage de l'école est la consommation énergétique du bâtiment.</p> <p>L'amélioration du confort des utilisateurs également. Une mise à jour des normes de sécurité</p>



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche action « Projet de Marché Public Global de Performance Energétique (MPGPE) »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°41	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation : Commune de Villeneuve Loubet Type : Collectivité Territoriale
Description de l'action	<p>Expliquez l'intérêt du projet. Précisez l'historique et les caractéristiques principales du projet : d'où vient-il ? où en est-il ? N'hésitez pas à indiquer les chiffres (ou les fourchettes) qui permettront de comprendre sa dimension : quel coût, quelle superficie, combien de personnes bénéficiaires, etc</p> <p>Les marchés globaux de performance permettent aux acheteurs d'associer l'exploitation ou la maintenance à la réalisation ou à la conception-réalisation de prestations afin de remplir des objectifs chiffrés de performance. Les objectifs sont définis notamment en termes de niveau d'activité, de qualité de service, d'efficacité énergétique ou d'incidence écologique.</p> <p>La Commune de Villeneuve Loubet a lancé son marché global de performance énergétique (MPGPE) qui porte sur la conception, la réalisation, la rénovation, l'exploitation et la maintenance des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore, d'éclairage sportif, d'éclairage de mise en valeur, de bornes et des illuminations festives de son territoire communal.</p> <p>L'objectif, à terme, est la recherche du meilleur compromis entre les performances nécessaires et les coûts, en tenant compte de l'évolution de la technicité, en particulier en matière d'éclairage public ou de signalisation tricolore.</p>

	<p>Le titulaire de ce MPGPE s'engage à réduire les consommations énergétiques et respecter les objectifs de performance énergétique souhaités par la Collectivité de Villeneuve Loubet.</p> <p>Plus précisément, les résultats attendus sont une optimisation des coûts de fonctionnement et une utilisation performante des coûts d'investissement, une logistique de maintenance qui permette à la Commune de contrôler les performances mais également la reconstruction des biens, le respect de la qualité esthétiques des équipements ou des installations, la sécurité des personnes et des biens en réalisant les opérations obligatoires de contrôle annuel et la garantie d'une conformité des installations.</p> <p>L'opération est constituée des éléments suivants :</p> <p>La sécurisation mécanique et électrique des installations d'éclairage public et sportif, de signalisation lumineuse tricolore et des bornes foraines</p> <p>Le renouvellement et l'optimisation de l'éclairage public, avec passage systématique aux LED intégrant des modules d'abaissement de puissance</p> <p>La mise en place de module de télégestion des armoires d'éclairage public</p> <p>La rénovation des carrefours à signalisation tricolore</p> <p>La reconstruction d'une partie des réseaux d'alimentation électrique</p> <p>La mise en valeur du patrimoine</p> <p>La sécurisation des passages-piétons</p> <p>La mise en œuvre de bornes d'arrêt minute</p> <p>Pour l'ensemble de cette opération, les objectifs sont : les économies d'énergie (engagement de 36,5% sur l'éclairage public), le respect environnemental (réduction des émissions GES, préservation de la biodiversité), la réduction des coûts de maintenance.</p> <p>Le calendrier de cette opération se déroule sur 4 ans, début des travaux Janvier 2021.</p> <p>Ce marché global de performance doit répondre à un triple objectif :</p> <p>Sécuritaire : Sécurité des biens et des personnes</p> <p>Ecologique : Réduction des consommations d'énergie et préservation de la biodiversité</p> <p>Financier : Diminution des dépenses de fonctionnement de la collectivité</p> <p>Il est ainsi prévu dans le cadre de la reconstruction du patrimoine :</p> <p>Le remplacement de 637 luminaires d'éclairage public par du matériel LED avec abaissement de puissance et de 435 candélabres</p> <p>Le remplacement complet de 29 armoires d'éclairage public et la mise en conformité des 62 armoires</p> <p>La télégestion des armoires avec systèmes de téléalarmes en cas de défaillance</p> <p>Les travaux de rénovation d'une partie du réseau électrique (notamment 16 km du réseau d'éclairage public)</p> <p>La rénovation de 8 carrefours de signalisation tricolore</p>
--	--

Le remplacement de 94 projecteurs d'éclairage sportif et de 7 mâts
 La création de 2 bornes foraines et une borne d'accès
 Le remplacement de 80 projecteurs de mise en valeur par des luminaires LED
 La mise en œuvre d'éclairage spécifique pour 3 passages piétons

Le contrat est soumis à des engagements de réduction des consommations (contrat de performance énergétique) liés au programme de rénovation et définis par rapport à la situation de référence (année précédant le démarrage du contrat) :

Années	Consommation kWh	Réduction kWh	Economie (%)
Situation de référence	685 440	-	-
Année 1 - 2021	620 638	64 802	9,45%
Année 2 - 2022	553 721	66 917	9,76%
Année 3 - 2023	495 071	58 650	8,56%
Année 4 - 2024	434 891	60 180	8,78%
Global 4 ans	-	250 549	36,55%

Par ailleurs, le contrat prévoit de nombreux engagements concrets en faveur de la transition écologique, parmi lesquels :

La préservation de la biodiversité et du ciel nocturne par l'application de l'arrêté du 28 décembre 2018 relatif aux nuisances lumineuses
 Mise en œuvre de bilans carbone pour vérifier la diminution des émissions
 Le recyclage systématique des matériaux utilisés
 La démarche QSE de l'entreprise
 La sensibilisation des habitants à l'environnement : participation aux événements culturels, interventions dans les écoles...

Dans le cadre du marché à performance, les entreprises s'engagent sur la mise en place d'actions sociales et solidaires en faveur de l'insertion professionnelle, de la formation, de projets humanitaires.

Des actions concrètes sont inscrites au contrat :

Dons à électriciens sans frontières, du matériel remplacé en état d'utilisation
 Stage ou alternance proposés chaque année dans l'entreprise
 Participation à la Fête de la Science organisée par la ville et distribution de « grainettes » de pollinisation des abeilles
 Intervention de sensibilisation auprès des écoles, sur les thèmes de l'éclairage responsable et des démarches de transition écologique adoptées dans les entreprises

Montant global de l'opération - dépenses prévisionnelles totales estimées (montant H.T.) : 2 117 900.05 € H.T

Partenaires	<p>Qui...Néant – La Commune agit en seul Maitre d'Ouvrage ...s'engage à quoi...Néant</p> <p>A cette date est-il acquis? en discussion ? à discuter ? Néant</p> <p>Prochaine étape / action à entreprendre ? Néant</p> <p>Rôle ? Néant</p>
Coût prévisionnel	<p>Décrire ici les principaux postes de dépenses : à quoi correspondent les coûts ? Préciser ce qui relève des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Les coûts doivent être en hors taxe.</p> <p>- Cout de la Maitrise d'œuvre : 19 715€ - Mission G4 (étalée sur 4 années) : 1 098 185.05€ Coût total prévisionnel : 2 117 900.05€ HT</p>
Plan de financement	<p>Décrire ici les financements mobilisés ou à mobiliser et les éventuels phasages pluriannuels.</p> <p>Préciser le dispositif financier qui sera mobilisé (crédit de droit commun, dotation, contrat avec une collectivité, plan de relance, fonds européens, appel à projet,). Pour les apports non financiers (temps de travail, locaux, les valoriser). Les coûts doivent être en hors taxe.</p> <p>La Collectivité sollicite donc l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) à hauteur de 30%, soit 635 370.02€, Le Conseil Régional PACA au titre du Contrat Avenir à hauteur de 30% et le Département des AM au titre des aides aux Collectivité à hauteur de 20%, soit 423 580.01€.</p> <p>La Commune assure en outre un autofinancement de 20% minimal.</p>
Calendrier	<p>Indiquez ici le calendrier prévisionnel du projet et de ses différentes étapes. Par exemple, faut-il une étude préalable ou un appel d'offres et le cas échéant quand sont-ils prévus ? Quelles sont les échéances prévues pour le lancement des travaux ? l'achèvement des travaux?</p> <p>La mission G4 du Marché Public Global de Performance Energétique visé par le CRTE est un programme de travaux pluriannuel qui se déroule sur quatre années. Voici le détail par année :</p> <p>- <u>Année 1</u> (de Janvier 2021 à Décembre 2021) : Montant (H.T.) prévu de dépenses : 641 756,40 € H.T.</p> <p>Travaux prévus : Remplacement de 123 luminaires existants par des luminaires LED et remplacement de 125 supports vétustes Rénovation et mise en conformité de 34 armoires électriques Reconstruction d'une partie des réseaux BT (1,75 km) Rénovation de 5 carrefours SLT Rénovation de 12 projecteurs d'éclairage sportif et 19 de mise en valeur Création de 2 bornes foraines</p> <p>- <u>Année 2</u> (de Janvier 2022 à Décembre 2022) : Montant (H.T.) prévu de dépenses : 563 681,30 € H.T.</p> <p>Travaux prévus : Remplacement de 156 luminaires existants par des luminaires LED et remplacement de 126 supports vétustes Rénovation et mise en conformité de 28 armoires électriques Reconstruction d'une partie des réseaux BT (3,75 km) Rénovation de 3 carrefours SLT Rénovation de 12 projecteurs d'éclairage sportif et 3 mâts Rénovation de 43 projecteurs de mise en valeur</p>

	<p>Création d'une borne d'accès</p> <p>- <u>Année 3</u> (de Janvier 2023 à Décembre 2023) : Montant (H.T.) prévu de dépenses : 565 695,45 € H.T.</p> <p>Travaux prévus : Remplacement de 169 luminaires existants par des luminaires LED et remplacement de 157 supports vétustes Reconstruction d'une partie des réseaux BT (4,75 km) Rénovation de 48 projecteurs d'éclairage sportif Rénovation de 18 projecteurs de mise en valeur Eclairage de 2 passages-piétons</p> <p>- <u>Année 4</u> (de Janvier 2024 à Décembre 2024) : Montant (H.T.) prévu de dépenses : 327 051,90 € H.T.</p> <p>Travaux prévus : Remplacement de 189 luminaires existants par des luminaires LED et remplacement de 27 supports vétustes Reconstruction d'une partie des réseaux BT (5,25 km) Rénovation de 22 projecteurs d'éclairage sportif et de 4 mâts et 300 ml de réseau souterrain Eclairage de 1 passages-piétons</p> <p><u>Échéancier prévisionnel de paiement des dépenses pour les opérations pluriannuelles :</u></p> <table><tr><th>2021</th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th></tr><tr><td>641 756,40 € H.T.</td><td>563 681,30 € H.T.</td><td>565 695,45 € H.T.</td><td>327 051,90 € H.T.</td></tr></table>	2021	2022	2023	2024	641 756,40 € H.T.	563 681,30 € H.T.	565 695,45 € H.T.	327 051,90 € H.T.
2021	2022	2023	2024						
641 756,40 € H.T.	563 681,30 € H.T.	565 695,45 € H.T.	327 051,90 € H.T.						
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Les indicateurs d'évaluation proposés sont les économies d'énergies qui seront réalisées chaque année.</p> <p>Le contrat est soumis à des engagements de réduction des consommations (contrat de performance énergétique) liés au programme de rénovation et définis par rapport à la situation de référence (année précédant le démarrage du contrat) :</p> <p>Des mesures seront donc régulièrement relevées afin de vérifier de la réduction effective de consommation d'électricité.</p> <p>Sur 4 ans, l'engagement est de – 250 549kWh, soit une réduction de 36.55%.</p>								



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Fiche action

Acquisition et requalification d'une friche touristique dans le cadre d'une reconversion urbaine (BELAMBRA)

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°42	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	EPF PACA
Maître d'ouvrage	Commune La Colle-Sur-Loup
Description de l'action	Le site acquis par l'EPF est une ancienne résidence de tourisme désaffectée depuis plus de 10 ans, ayant pour l'ABF un intérêt patrimonial remarquable par son intégration au site, sa composition urbaine, et son aspect paysager. L'enjeu est de reconvertir ce site en une opération de logements en mixité sociale exemplaire quant à son insertion urbaine et son caractère architectural et paysager : conservation et recomposition des bâtis existants présentant un intérêt patrimonial, et démolition-reconstruction des bâtis moins significatifs tout en respectant l'harmonie et la cohérence d'ensemble du site.

Partenaires	<p>L'EPF PACA et la Commune accompagnés par la CASA et l'Etat, s'engagent à redonner un sens à un aménagement urbain désuet, à l'abandon en plein cœur de ville en en prenant en compte la politique de logement dans un climat tendu, la transition écologique en portant une attention particulière au recyclage des matériaux , au gain énergétique d'un bâti désuet, les Mobilités compte tenu de sa situation géographique exceptionnelle et du bassin de vie communautaire, de l'Equilibre et solidarité des territoires en redonnant une vocation efficiente à une friche urbaine.</p> <p>Le foncier a été acquis par l'EPF en décembre 2020. Superficie du site de projet 3 hectares Surface habitable à réhabiliter et à créer jusqu'à : 6500 m²</p> <p>50 logements sociaux</p> <p>Phase études 30 juin 2021 : Assistance à maîtrise d'ouvrage destiné à définir à partir d'un plan d'aménagement d'ensemble les bâtis existants qui par leur intérêt patrimonial serait destiné à être recomposer et les bâtis présentant moins d'intérêt destinés à être démolis et pour tout ou partie reconstruit à neuf.</p> <p>Phase travaux : courant 2022</p> <p>Livraison programme : 2024</p>
Coût prévisionnel	<p>Total des dépenses : 4 930 846 € incluant</p> <p>Etude pré-opérationnelle et patrimoniale</p> <p>/Travaux de désamiantage et démolition /</p> <p>Honoraires techniques / Frais de gestion du site</p>
Plan de financement	<p>Recettes attendues 4 246 250 € Dont subventions publiques (en €) 1130000</p> <p>Déficit de l'opération (en €) 684596€</p> <p>Montant des subventions demandées : 684596€</p> <p>Candidature AAP Friches/Etat</p>

Calendrier	<p>Phase études 30 juin 2021 : Assistance à maîtrise d'ouvrage destiné à définir à partir d'un plan d'aménagement d'ensemble les bâtis existants qui par leur intérêt patrimonial serait destiné à être recomposer et les bâtis présentant moins d'intérêt destinés à être démolis et pour tout ou partie reconstruit à neuf.</p> <p>Phase travaux : courant 2022</p> <p>Livraison programme : 2024</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	



Fiche Action « Extension du Bioparc »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°2	Fédérer et activer l'écosystème de Sophia Antipolis
Fiche Action n°19	Thématique Développement économique
Maître d'ouvrage	Bioparc
Description de l'action	<p>La filière Santé / Biotechnologies / e-Health / MedTech est désormais le deuxième socle de la Technopole Sophia Antipolis, avec le numérique, en termes d'importance stratégique et potentiel de croissance.</p> <p>Historiquement la Technopole a vu s'implanter des entreprises de pharmacie (chimie et biotechs), mais nous assistons depuis 5 ans à un fort accroissement des implantations et développement des entreprises de la filière industries de santé, à la fois des sociétés de services et des sociétés porteuses de projets, avec l'accent mis notamment sur la thérapie cellulaire, la thérapie génique, la génomique, les maladies rares mais aussi sur des savoir-faire uniques en R&D nécessaires pour les mises sur le marché et pour la ré-industrialisation de ce secteur.</p> <p>Parmi les atouts majeurs de Sophia Antipolis, la création et le développement du BIOPARC qui accueille, depuis le départ de l'entreprise Galderma mi 2018, plus d'une dizaine d'entreprises sur le site, comptabilisant plus de 300 salariés, (CRO internationaux, plateformes de support scientifique, startup en thérapie génique, biocontrôle, ...), sur 23.000 m² de bureaux mais surtout de laboratoires aux standards premium internationaux.</p>

	<p>Aujourd'hui les entreprises qui composent le Bioparc sont Nuvisan Pharma, Syneos Health, Innoskel, Bionea Lab, E-Phy-Science, Bioline Agrosiences, Palm Data, I-qualit, Sodexo facilities, ...</p> <p>Un cercle vertueux est en place : le Bioparc, en tant que vitrine nationale et internationale et par les activités de ses locataires et leurs clients, attire et contribue au développement d'autres sociétés de cette filière santé.</p> <p>Le Bioparc est maintenant, en moins de trois ans, rempli dans sa totalité, et il n'existe plus de surfaces de laboratoires vacantes sur la Technopole.</p> <p>Le succès de de cette filière a notamment permis l'implantation récente d'un fonds d'investissement sur Nice (Truffle Capital), dont certaines sociétés travaillent avec les entreprises du Bioparc.</p> <p>La chaîne de valeur doit-être absolument complétée avec de nouvelles infrastructures bâtimentaires (laboratoires, incubateurs), en vue d'avoir une offre grandissante et complète pour favoriser la croissance endogène sur le territoire et les implantations internationales et ainsi contribuer à faire de la France la 1ère nation européenne innovante et souveraine en santé, notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - encourageant la création de startups de la filière santé sur la Technopole en favorisant l'essaimage et l'interaction avec les filières numériques (3IA Côte d'Azur) et l'implantation de Spin-off des laboratoires du territoire (IPMC, CNRS, INSERM, INRAE, INRIA, ...) -hébergeant des laboratoires de R&D de sociétés de la filière santé (FR ou internationales) en recherche de locaux adaptés -développant la ré-industrialisation de la filière en permettant la production de médicaments : biothérapies ou chimiques
--	---

Le projet :

L'extension du Bioparc sera un ensemble immobilier de 6000 m² de surface, composé de surfaces de bureaux extrêmement modulables, pour environ 30 à 40% de la surface totale, des zones de laboratoires (en contrôle d'environnement) sur 50 % au minimum des surfaces, des zones techniques, des équipements, des zones de stockage sécurisées, etc... pour les entreprises de la filière et entreprises hébergées.

A ce jour, les besoins suivants ont été identifiés, sans prendre en compte les demandes récurrentes d'espace de laboratoires :

- Innoskel, société de biotechnologies innovante, reconnue comme leader mondial dans le développement de traitements innovants pour les pathologies rares osseuses : besoin de 2500m² pour la création d'une usine de bioproduction (production de médicaments de thérapie génique)
- Nuvisan, CRO/CDMO de renommée mondiale (75% clients internationaux) : 1500 m² pour de la fabrication à de plus grandes échelles de principes actifs pharmaceutiques et de formulations topiques innovantes (lots cliniques et pour des produits commerciaux pour le traitement de maladies rares ou à base de principe actif highly potent)
- Laboratoire de pharmacie privé : 800 m² (100m² bureaux/300m² d'espace labo/400m² de zone magasin)

Le Bioparc se positionne dans une zone environnée de laboratoires publics, sur une zone académique ou coexistent des formations supérieures en biologie et en I.A.

Le territoire comporte également une entreprise américaine qui développe en ce moment une usine de bioproduction en thérapie génique sur Sophia Antipolis.

Au niveau de l'immobilier, le projet s'inscrit dans un projet du propriétaire du Bioparc, et ne nécessite donc pas l'achat de foncier spécifiquement ni d'investissement pour la construction du bâtiment. L'investissement considéré, pour environ 6000 m² représente environ 30 000 000 €.

	<p>La collectivité vise un bâtiment très modulable et fonctionnel, répondant aux enjeux de développement durable et d'efficacité énergétique.</p> <p>Les équipements nécessaires aux entreprises qui se développeront dans l'extension du Bioparc représentent un montant prévisionnel de :</p> <p>Innoskel : 24 000 000 € environ Nuvisan France : 10 000 000 € environ</p> <p>Le coût des équipements est donc estimé à environ 34 000 000 € Les coûts induits en masse salariale sur 5 ans sont estimés à 40 000 000 €, pour environ 80 personnes.</p> <p>Le projet représente donc un coût prévisionnel total de 94 000 000 € (y compris part immobilière et masse salariale), dont 17 000 000 € sont sollicités auprès de Stratégie Innovation Santé 2030 au titre du financement de 50% des équipements.</p> <p>Ce projet de consolidation du Bioparc permettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'en faire une vitrine internationale de l'innovation santé française - D'innover dans les thérapies géniques, les deeptechs et la médecine de demain, mais aussi de maintenir l'innovation dans l'industrie chimique - D'investir dans deux domaines de la santé avec une légitimité scientifique territoriale (CNRS/INSERM/CHU Nice) : les thérapies géniques et la dermatologie - De réindustrialiser la France : ce projet consiste en grande partie à développer des infrastructures de fabrication de médicaments <p>Et ainsi de contribuer à la Stratégie innovation santé 2030 pour que la France reprenne sa place de leader dans l'industrie de la santé.</p>
Partenaires	<p>Les partenaires potentiels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etat - Région - Département - Partenaires privés

Coût prévisionnel	Le coût prévisionnel est estimé à 94 000 000 € environ pour 6 000 m² (foncier, construction, équipements et masse salariale compris).			
Plan de financement				
	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier
	Financements privés sur l'immobilier	48 %	30 000 000	
	Financements privés sur les équipements	26,6 %	17 000 000	
	Reste à financer	26,6 %	17 000 000	Stratégie innovation santé 2030
	TOTAL	100 %	64 000 000	
Calendrier	<ul style="list-style-type: none">- Phase d'études : S1 2022- Plan de financement- Travail sur consultation/MGP- Désignation du groupement lauréat qui sera chargé de construire, animé et maintenir le pôle innovation S1 2023- Dépôt du permis de construire : S2 2023- Délivrance du permis de construire + Délais de recours : S2 2025- Durée des travaux : 18 à 20 mois			
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none">- Nombre d'entreprises accueillies- Levée de fonds			



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche action Quadrigénération d'énergie verte à partir de déchets ménagers et de boues de STEP

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°43	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	UNIVALOM pour les réseaux Syndicat Mixte
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Projet de quadrigénération : production de chaleur, de froid, d'électricité et de gaz</p> <p>Unité de Valorisation Énergétique d'Antibes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Une valorisation énergétique qui pourrait encore être optimisée associée à la sécurisation de la performance énergétique- Des besoins de puits de chaleur et de froid avec de grands complexes commerciaux en construction à proximité- Une proximité géographique avec le quartier des Semboules pour en faire une référence de quartier zéro carbone- Un arrêté préfectoral qui permet le traitement des boues de STEP <p>Boues d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les boues de la station d'épuration de la Salis sont évacuées en transport routier depuis la STEP- La filière d'évacuation des boues est la valorisation agricole dans le cadre d'un plan d'épandage pour 30% du tonnage et 70% en

	<p>compostage sur le site de Tarascon (hors bassin de vie) -> filière actuellement menacée de restriction</p> <p>- Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté le 26 juin 2019 par la Région SUD fixant des principes de proximité et d'autosuffisance -> besoin d'identification d'une nouvelle filière d'élimination</p> <p>Les boues de STEP subiront une méthanisation en voie pâteuse sur le site de VALOMED. Emprise foncière des ouvrages réduite, couverture, ventilation et désodorisation des ouvrages.</p> <p>Le projet permettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La sécurisation de la performance énergétique de l'UVE (et de la TGAP réduite) et des recettes de valorisation - La gestion des boues sur le bassin de vie : co-incinération des boues avec les OM - L'alimentation en eau chaude et chauffage produits à partir d'une source renouvelable pour les 2 600 habitants des Semboules et tous les consommateurs à proximité - L'alimentation en eau chaude, chaleur et froid des projets de centres commerciaux (première tri-génération collective en France) - La production de biométhane injecté dans le réseau GrdF, faisant ainsi de ce projet une quadrigénération - unique en France
Partenaires	<p>UNIVALOM : faisabilité, MOA (réseaux)</p> <p>CASA : MOA pour la partie STEP/méthanisation</p> <p>Valomed : faisabilité du projet, si mise en place avant la fin du CPPP travaux nécessaires aux réseaux</p>
Coût prévisionnel	Investissement : 25 000 000 €HT pour les réseaux de chaleur et de froid
Plan de financement	<p>75% UNIVALOM</p> <p>25% Fonds chaleur Ademe</p>
Calendrier	<p>Juin 2021 : restitution de l'étude de faisabilité</p> <p>2021-2022 : Modification des statuts d'UNIVALOM</p> <p>Modification et définition des compétences d'UNIVALOM et de la CASA</p> <p>2023-2024 : lancement AMO et travaux</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Tonnes CO2 évitées</p> <p>Rendement des process</p> <p>Réseau chaleur et froid à 97% renouvelable</p>



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche action Construction d'une unité de compostage sur le site de la Sarrée à Bar sur Loup

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°44	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	UNIVALOM Syndicat mixte
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Le traitement des déchets verts représente un enjeu important pour la CASA.</p> <p>Pour répondre à cet enjeu, UNIVALOM souhaite dimensionner un projet afin de traiter environ 40 000 tonnes annuelles (produites par les 271 000 habitants du territoire) et en rapport avec les contraintes de superficie et la topographie du site, il est envisagé de mettre en œuvre un mode de compostage intensif.</p> <p>En effet, en optimisant la phase de fermentation grâce à une aération forcée, le temps de la première phase est plus court. Dans le cadre d'un compostage classique en andain, les recommandations du CEMAGREF sont de 1 m² par tonne pour les phases de fermentation et de maturation, ce qui n'est pas compatible avec les superficies disponibles. Le choix d'un procédé plus technique permettra de diminuer fortement la surface nécessaire (environ 5 000 m² pour la phase de fermentation intensive).</p>

	<p>Cette technique permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'optimiser les investissements et les coûts de fonctionnement, - D'obtenir une bonne qualité de compost conforme aux prescriptions techniques des repreneurs, et respectant les normes en vigueur, - D'offrir aux opérateurs des conditions de travail favorables d'hygiène et de sécurité, - De faciliter les opérations de maintenance préventive et corrective. - D'intégrer jusqu'à 20% de biodéchets et donc de répondre à l'obligation de collecte séparative des biodéchets <p>Mais surtout les avantages essentiels sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De s'intégrer parfaitement dans le paysage, - De réaliser rapidement un compost de qualité, - D'obtenir une hygiénisation du compost en éliminant la flore pathogène thermosensible, - De réaliser une diminution de la durée du process fermentation et maturation dans le même casier (6 à 8 semaines selon la nature du produit, contre 3 à 6 mois dans le système traditionnel de compostage), - Une diminution de l'emprise au sol (inutile d'avoir de grande surface de maturation). <p>Les superficies nécessaires ont été calculées de la façon suivante.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accueil des déchets, pesée sur pont bascule, aire de déversement et de retournement des camions, broyage. Superficie 2 500 m² - Bâtiments de maturation du compost 5 000 m² Aire d'affinage et de stockage 2 500 m² Local technique et atelier 500 m² Garage et parking 500 m² Voies de circulation et aires de dégagements. 4 000 m² <p>La superficie totale nécessaire à la réalisation de ce projet est de 15 000 m² à 20 000 m².</p>
Partenaires	<p><u>Commune du bar sur loup</u> : vente du terrain à UNIVALOM + modification du PLU communal et du règlement de la ZAC</p>

	<p><u>UNIVALOM</u> : Financement de l'investissement, MOA, exploitation du site,</p> <p>Discussion en cours entre les 3 partenaires pour l'acquisition terrain, attente de l'estimation de France Domaine</p> <p>UNIVALOM : au plus tôt lancement assistance à Maitrise d'ouvrage, recherche de financement puis maitrise d'œuvre et travaux</p>
Coût prévisionnel	<p>Foncier : 1 500 000 €HT</p> <p>Construction du bâtiment et du process : 5 000 000€HT</p> <p>Honoraires techniques et aléas : 1 000 000€HT</p> <p>Participation aux équipements publics de l'opération : 500 000€HT</p>
Plan de financement	Financement pris en charge à 100% par UNIVALOM
Calendrier	<p>2021-2022 : Passage dans les différents organes délibérants pour l'acquisition du foncier.</p> <p>Autorisation ICPE et enquête publique</p> <p>2022-2023 : Permis de construire, lancement des appels d'offres</p> <p>2023 : Travaux de construction des bâtiments et du process</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Tonnage de végétaux traité</p> <p>Tonnage de compost produit</p> <p>Tonnage de sous-produits produit</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Opérations de réhabilitation, restructuration lourde et rénovation énergétique sur le territoire

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°45	Thématique Transition écologique
Maître d'ouvrage	Bailleurs sociaux présents sur le territoire de la CASA SA HLM / SEM / OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT
Maître d'ouvrage	
Description de l'action	<p>Conformément aux ambitions énoncées dans son Programme Local de l'Habitat, la CASA mène une politique de rénovation énergétique afin de lutter contre la précarité énergétique. A ce titre, elle s'engage auprès des bailleurs sociaux actifs sur son territoire afin de contribuer et d'encourager à la rénovation énergétique du parc social.</p> <p>Les réhabilitations concernent pour majeure partie des logements classés en étiquette E, F et G, et dans une certaine mesure des logements classés C et D. Sur la durée du PLH (2020-2025), la CASA ambitionne notamment de rénover 50% des logements recensés en étiquette D, E, F et G, soit 512 logements.</p> <p>A ce jour, la CASA comptabilise les projets suivants en cours ou à venir sur le territoire :</p>

	<table><tr><th>Bailleur social</th><th>Opération</th><th>Nb de lgts</th><th>Etiqu. de dép.</th><th>Etiqu. après trav.</th><th>Nature des travaux</th></tr><tr><td>ICF Habitat</td><td>Noblemaire (Antibes)</td><td>56</td><td>G</td><td>C</td><td>Réhabilitation lourde avec rénovation énergétique</td></tr><tr><td>Côte d'Azur Habitat</td><td>Les Rouméguiers (Gréolières)</td><td>8</td><td>E</td><td>C</td><td>Rénovation énergétique</td></tr><tr><td>Côte d'Azur Habitat</td><td>Garbejaire (Valbonne)</td><td>67</td><td>C</td><td>B</td><td>Rénovation énergétique (étanchéité et isolation des combles)</td></tr><tr><td>Côte d'Azur Habitat</td><td>Les Bouillides (Valbonne)</td><td>29</td><td>B/C</td><td>B+</td><td>Etanchéité</td></tr><tr><td>Côte d'Azur Habitat</td><td>San Sebastian (Vallauris)</td><td>63</td><td>B</td><td></td><td>Rénovation énergétique (ravalement + remplacement des fenêtres/volets)</td></tr><tr><td>Côte d'Azur Habitat</td><td>Rives du Loup (Villeneuve-Loubet)</td><td>6</td><td>E</td><td>D</td><td>Rénovation énergétique (ravalement + remplacement des fenêtres/volets + isolation des combles)</td></tr><tr><td>ERILIA</td><td>Foyer de jeunes travailleurs (Antibes)</td><td>39</td><td>F ou G</td><td></td><td>Rénovation énergétique</td></tr><tr><td>ERILIA</td><td>Maison de la solidarité (Antibes)</td><td>16 lits</td><td>F ou G</td><td></td><td>Réhabilitation lourde avec rénovation énergétique</td></tr></table>	Bailleur social	Opération	Nb de lgts	Etiqu. de dép.	Etiqu. après trav.	Nature des travaux	ICF Habitat	Noblemaire (Antibes)	56	G	C	Réhabilitation lourde avec rénovation énergétique	Côte d'Azur Habitat	Les Rouméguiers (Gréolières)	8	E	C	Rénovation énergétique	Côte d'Azur Habitat	Garbejaire (Valbonne)	67	C	B	Rénovation énergétique (étanchéité et isolation des combles)	Côte d'Azur Habitat	Les Bouillides (Valbonne)	29	B/C	B+	Etanchéité	Côte d'Azur Habitat	San Sebastian (Vallauris)	63	B		Rénovation énergétique (ravalement + remplacement des fenêtres/volets)	Côte d'Azur Habitat	Rives du Loup (Villeneuve-Loubet)	6	E	D	Rénovation énergétique (ravalement + remplacement des fenêtres/volets + isolation des combles)	ERILIA	Foyer de jeunes travailleurs (Antibes)	39	F ou G		Rénovation énergétique	ERILIA	Maison de la solidarité (Antibes)	16 lits	F ou G		Réhabilitation lourde avec rénovation énergétique
Bailleur social	Opération	Nb de lgts	Etiqu. de dép.	Etiqu. après trav.	Nature des travaux																																																		
ICF Habitat	Noblemaire (Antibes)	56	G	C	Réhabilitation lourde avec rénovation énergétique																																																		
Côte d'Azur Habitat	Les Rouméguiers (Gréolières)	8	E	C	Rénovation énergétique																																																		
Côte d'Azur Habitat	Garbejaire (Valbonne)	67	C	B	Rénovation énergétique (étanchéité et isolation des combles)																																																		
Côte d'Azur Habitat	Les Bouillides (Valbonne)	29	B/C	B+	Etanchéité																																																		
Côte d'Azur Habitat	San Sebastian (Vallauris)	63	B		Rénovation énergétique (ravalement + remplacement des fenêtres/volets)																																																		
Côte d'Azur Habitat	Rives du Loup (Villeneuve-Loubet)	6	E	D	Rénovation énergétique (ravalement + remplacement des fenêtres/volets + isolation des combles)																																																		
ERILIA	Foyer de jeunes travailleurs (Antibes)	39	F ou G		Rénovation énergétique																																																		
ERILIA	Maison de la solidarité (Antibes)	16 lits	F ou G		Réhabilitation lourde avec rénovation énergétique																																																		
Partenaires	Bailleurs sociaux œuvrant sur le territoire : ERILIA, ICF, Côte d'Azur Habitat...																																																						
Coût prévisionnel																																																							
Plan de financement	<p>L'ensemble des opérations ont été fléchées dans le cadre du CRET 2019-2022, pour un total prévisionnel de subventions de 730 000 €. Ces subventions restent néanmoins à évaluer au cas par cas par la Région au regard des critères d'éligibilité.</p> <p>Par ailleurs, deux opérations ont été identifiées dans le cadre de l'appel à projet du Plan de Relance « restructuration, réhabilitation lourde et rénovation thermique de logements locatifs sociaux ». A ce titre, l'opération</p>																																																						

Noblemaire portée par ICF fait l'objet d'une subvention prévisionnelle de 616 000 € au titre de la priorité 1 du plan de relance.

Enfin, la CASA accompagne financièrement les bailleurs à hauteur de 30% du coût de travaux pour la rénovation énergétique des logements E, F et G, et 20% du coût de travaux pour la rénovation énergétique des logements de classe D.

Le détail du plan de financement de chaque opération est présenté ci-dessous :

Bailleur social	Opération	Coût opération	Subvention CRET	Subvention Plan de Relance	Subvention CASA
ICF Habitat	Noblemaire (Antibes)	4 213 600 €	280 000 €	616 000 €	168 000 €
Côte d'Azur Habitat	Les Rouméguiers (Gréolières)	264 360 €	40 000 €		48 000 € CASA + 24 000 € commune
Côte d'Azur Habitat	Garbejaire (Valbonne)	A déterminer	167 500 €		Non éligible
Côte d'Azur Habitat	Les Bouillides (Valbonne)	A déterminer	72 500 €		Non éligible
Côte d'Azur Habitat	San Sebastian (Vallauris)	400 000 €	315 000 €		Non éligible
Côte d'Azur Habitat	Rives du Loup (Villeneuve-Loubet)	80 000 €	30 000 €		24 000 €
ERILIA	Foyer de jeunes travailleurs (Antibes)	250 000 €	210 000 €	A déterminer	75 000 €
ERILIA	Maison de la solidarité (Antibes)	A déterminer	A déterminer		A déterminer

Calendrier

Le calendrier relatif à chaque opération est détaillé ci-dessous :

Bailleur social	Opération	Calendrier
ICF Habitat	Noblemaire (Antibes)	Démarrage travaux décembre 2021

	Côte d'Azur Habitat	Les Rouméguiers (Gréolières)	Travaux finalisés avril 2021
	Côte d'Azur Habitat	Garbejaire (Valbonne)	Démarrage travaux avril 2021
	Côte d'Azur Habitat	Les Bouillides (Valbonne)	Démarrage travaux avril 2021
	Côte d'Azur Habitat	San Sebastian (Vallauris)	2024
	Côte d'Azur Habitat	Rives du Loup (Villeneuve-Loubet)	2024
	ERILIA	Foyer de jeunes travailleurs (Antibes)	2021
	ERILIA	Maison de la solidarité (Antibes)	2022
Indicateurs d'évaluation proposés			



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Déploiement de bornes IRVE

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale
Fiches Actions n° 46 et 47	Thématique Mobilités
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>La CASA déploie depuis 2018, en partenariat avec la CACPL et la CAPG, un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques. Le réseau WiiiZ compte aujourd'hui 120 bornes, dont 40 sur le territoire de la CASA. Ces bornes sont des modèles de bornes accélérées permettant une recharge en 22kVa, soit une charge complète en 2h pour une ZOE. Afin de proposer une charge plus performante, la CASA souhaite déployer des bornes rapides en 50kVa permettant une charge en moins d'une heure. Ainsi, la CASA souhaiterait déployer deux bornes rapides en 2021 et 4 autres sur 2022 et 2023. En complément, 8 bornes accélérées</p>

	seront encore déployées afin de densifier le réseau existant en 2022 et 2023
Partenaires	
Coût prévisionnel	<p>Les coûts prévisionnels :</p> <p>1 borne rapide = 60 000€ HT (30 000€ HT de fourniture et pose et 30 000€ HT de raccordement ENEDIS)</p> <p>1 borne accélérée : 11 000€ HT</p> <p>Coût prévisionnel par an pour les bornes rapides : 120 000€ HT (2021-2022 et 2023) soit 360 000€ HT sur 3 ans</p> <p>Coût prévisionnel par an pour les bornes accélérées (4 bornes par an) : 44 000€ HT soit 88 000€ HT au total sur 2022 et 2023</p>
Plan de financement	<p>Financement par borne rapide et par an : ADVENIR : 18 000€ par borne en 2021 – inconnue pour les années suivantes Zéro émission de la région (dossier de candidature en cours) : 6000€ par borne CRTE: 24 000€ (raccordement ENEDIS) par borne soit 48 000€ par an et 144 000€ sur 3 ans Reste à charge pour la CASA : 12 000€ HT pour une borne soit 24 000€ HT par Pour 2022 et 2023, le montant des primes ADVENIR n'est pas connu</p> <p>Financement pour 4 bornes accélérées : ADVENIR : inconnu CRTE: 35 200€ / an et 70 400€ sur le projet CASA : 8800€ HT/an et 17600 sur la totalité du projet</p> <p>Demande de financement CRTE/Contrat d'avenir: 144 000€ pour les bornes rapides + 70400€ pour les bornes accélérées = 214 400€</p>
Calendrier	<p>Bornes rapides 2021 : Etudes en juin, travaux prévus en juillet-août 2021, mise en service en septembre-octobre 2021.</p> <p>Pour les autres bornes, le marché en cours arrive à échéance en novembre 2021 et doit</p>

	<p>être renouvelé. La notification du nouveau marché est prévue pour novembre 2021.</p> <p>2022 et 2023 : Il faut compter 4 mois pour l'installation d'une borne rapide et 6 semaines pour l'installation d'une borne accélérée.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de charges réalisées sur le réseau



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Réaménagement de l'axe desservant la Place Bermont, le CIV et la gare Routière de Valbonne Sophia Antipolis

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale
Fiche Action n°48	Thématique Mobilités
Maître d'ouvrage	CASA
Maître d'ouvrage	
Description de l'action	<p>Les zones d'activités économiques, sous compétence communautaire depuis le 1^{er} janvier 2019, sont desservies par des voies de circulation communautaires et départementales. Eu égard au développement urbain de la partie côtière des Alpes maritimes, les axes de transports sont saturés. Les conséquences sont des phénomènes de pollution et de la perte d'attractivité économique et touristique pour le Territoire. Dans Sophia Antipolis, sur la commune de Valbonne, des dysfonctionnements du réseau viaire sont particulièrement importants sur la RD98 entre le giratoire des Dolines et la Gare Routière Valbonne Sophia Antipolis. Cette portion de voirie permet la desserte d'une gare routière structurante pour le territoire, d'un lycée international (CIV), du principal « lieu de vie » sophipolitain (Place Bermont) et d'activités économiques structurantes. Il est nécessaire d'améliorer la desserte en bus, de renforcer les aménagements piétons et</p>

	<p>cyclables et de rationaliser les voies de circulation générale.</p> <p>Ce projet permettra une action positive en terme de mobilité, un renforcement de l'attractivité économique et de l'enseignement supérieur. Sans compter une amélioration de la qualité de vie.</p>
Partenaires	<p>Il est envisagé que la CASA soit maître d'ouvrage de ces travaux, en collaboration étroite avec la commune de Valbonne et le CD06.</p> <p>La CASA s'engage à réaliser ces travaux, en partenariat avec le CD06 et avec la commune de Valbonne.</p>
Coût prévisionnel	<p>Sur la période 2022-2027, les coûts prévisionnels de travaux sont de 3 000 000 € HT</p> <p>Les frais de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage s'élèvent à 15 %, soit un coût total d'opération de 3 450 000 € HT.</p>
Plan de financement	<p>La Commune de Valbonne, le CD06 et la CASA seront amenés à cofinancer cette opération. Les clés de répartition ne sont pas déterminées à ce stade.</p>
Calendrier	<p>Les travaux seront réalisés via des marchés à commande.</p> <p>Aucune procédure environnementale n'est sur le chemin citrique.</p> <p>Les travaux sont planifiés entre 2023 et 2026.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Comptages des véhicules et des modes doux circulant en heures de pointe sur les différents axes.</p> <p>Proportion d'utilisateurs utilisant les modes doux et non plus la voiture particulière sur cet axe.</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Renforcement des capacités de trafic permettant la desserte de la zone d'activités des Hauts d'Antibes

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale
Fiche Action n°49	Thématique Mobilités
Maître d'ouvrage	CASA
Maître d'ouvrage	
Description de l'action	<p>Les zones d'activités économiques, sous compétence communautaire depuis le 1^{er} janvier 2019, sont desservies par des voies de circulation communautaires et départementales. Eu égard au développement urbain de la partie côtière des Alpes maritimes, les axes de transports sont saturés. Les conséquences sont des phénomènes de pollution et de la perte d'attractivité économique et touristique pour le Territoire.</p> <p>En conséquence, il est nécessaire de</p> <ul style="list-style-type: none">- Prolonger la voie Lyan entre la RD35 et le Chemin de Saint Claude à Antibes, de manière à renforcer le maillage routier de desserte de la zone d'activité économique. Cette voirie nouvelle permettra un désengorgement de la RD35, considérée comme un point noir de trafic à l'échelle départemental.- Supprimer un rétrécissement du nombre des voies de circulation de la RD35 entre le giratoire de Provence et le giratoire Weisweiler dans le sens Sophia Antipolis -> Antibes. Cet aménagement permettra de réduire la

	<p>congestion au niveau du giratoire de Provence et donc de l'accès autoroutier.</p> <p>- Recalibrer le Chemin de St Claude à Antibes entre le giratoire de Provence et le giratoire Coutelier, de manière à améliorer la circulation routière, la desserte en bus et rajouter des aménagements cyclables. En particulier, un ouvrage d'art sera créé en surplomb du giratoire de Provence, afin de réduire les flux circulant dans le giratoire de Provence.</p>
Partenaires	<p>La CASA est maître d'ouvrage de ces travaux. Ces travaux seront réalisés sur des voies communautaires et départementales, si bien qu'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage a été rédigée.</p> <p>La CASA s'engage à réaliser ces travaux, en partenariat avec le CD06.</p>
Coût prévisionnel	<p>Sur la période 2022-2027, les coûts prévisionnels de travaux sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prolongement de la voie Lyan : 800 000 € HT - Suppression du rétrécissement du nombre des voies de circulation de la RD35 : 500 000 € HT - Recalibrage du Chemin de St Claude : 6 700 000 € HT (y compris le coût de l'autopont estimé à 3 000 000 € HT) <p>Les frais de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage s'élève à 15 %, soit un coût total d'opération de 9 200 000 € HT.</p>
Plan de financement	<p>Les travaux seront financés sur les fonds propres affectés au budget Zone d'Activités Economiques.</p> <p>Par convention, le CD06 s'est engagé à co-financer ces travaux à hauteur de 2 000 000 € HT.</p>
Calendrier	<p>Les travaux seront réalisés via des marchés de travaux spécifiques ; en revanche, le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié en 2020.</p> <p>Aucune procédure environnementale n'est sur le chemin citrique.</p> <p>Les travaux sont planifiés entre 2023 et 2026.</p>

Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Comptages des véhicules et des modes doux circulant en heures de pointe sur les différents axes.</p> <p>Mesure des temps de parcours.</p>



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Verdissement de la flotte Envibus

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale																																
Fiche Action n°50	Thématique Mobilités																																
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI																																
Description de l'action	<p>La loi relative à la transition énergétique du 17 août 2015 impose aux réseaux de transports publics d'intégrer, lors du renouvellement de leur parc, au moins 50% de bus à faible émission de polluants en 2020, 100% en 2025. Dans ce cadre, la CASA, opérant le réseau de transport public urbain Envibus, a défini un plan pluriannuel d'investissement de sa flotte de bus basé sur le renouvellement de ses anciens véhicules thermiques vers des véhicules plus vertueux, au GNV et électriques. Une veille hydrogène est effectuée également.</p> <table><tr><th>Acquisition VH/Année</th><th>2021</th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th><th>2025</th><th>2026</th><th>2027</th></tr><tr><td>VH GNV</td><td>3</td><td>33</td><td>11</td><td>9</td><td>6</td><td>5</td><td>1</td></tr><tr><td>VH électriques</td><td></td><td>2</td><td>1</td><td>2</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Total acquisitions</td><td>3</td><td>35</td><td>12</td><td>11</td><td>6</td><td>5</td><td>1</td></tr></table>	Acquisition VH/Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	VH GNV	3	33	11	9	6	5	1	VH électriques		2	1	2				Total acquisitions	3	35	12	11	6	5	1
Acquisition VH/Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027																										
VH GNV	3	33	11	9	6	5	1																										
VH électriques		2	1	2																													
Total acquisitions	3	35	12	11	6	5	1																										
Partenaires	La CASA est propriétaire de sa flotte de véhicules de transports public et porte seule le poids de l'investissement.																																
Coût prévisionnel	Les couts d'investissement correspondent à l'acquisition des véhicules. Le montant global est de 23 800 000 € HT.																																

	<table><tr><th>Acquisition VH/Année</th><th>2021</th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th><th>2025</th><th>2026</th><th>2027</th><th>TOTAL</th></tr><tr><td>VH GNV (M€ HT)</td><td>0,9</td><td>11,4</td><td>3,55</td><td>2,95</td><td>1,95</td><td>1,75</td><td>0,35</td><td>22, 85</td></tr><tr><td>VH électriques (M€ HT)</td><td></td><td>0,38</td><td>0,19</td><td>0 ,38</td><td></td><td></td><td></td><td>0,95</td></tr><tr><td>Total acquisitions (M€ HT)</td><td>0,9</td><td>11,78</td><td>3,74</td><td>3,33</td><td>1,95</td><td>1,75</td><td>0,35</td><td>23,8</td></tr></table>	Acquisition VH/Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL	VH GNV (M€ HT)	0,9	11,4	3,55	2,95	1,95	1,75	0,35	22, 85	VH électriques (M€ HT)		0,38	0,19	0 ,38				0,95	Total acquisitions (M€ HT)	0,9	11,78	3,74	3,33	1,95	1,75	0,35	23,8
Acquisition VH/Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL																													
VH GNV (M€ HT)	0,9	11,4	3,55	2,95	1,95	1,75	0,35	22, 85																													
VH électriques (M€ HT)		0,38	0,19	0 ,38				0,95																													
Total acquisitions (M€ HT)	0,9	11,78	3,74	3,33	1,95	1,75	0,35	23,8																													
Plan de financement	Autofinancement + recours à l'emprunt (Crédit agricole, CECAZ, Caisse des Dépôts, BEI...)																																				
Calendrier	Le renouvellement de la flotte est planifié sur la période 2021-2027 par marchés publics lancés annuellement ou par recours aux centrales d'achat UGAP ou CATP.																																				
Indicateurs d'évaluation proposés	% de la flotte en bus à faible émission de polluants > 70% en 2027																																				



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Travaux de piste cyclable et de trottoir dans les Zones d'Activités Economiques

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale
Fiche Action n°51	Thématique Mobilités
Maître d'ouvrage	CASA
Maître d'ouvrage	
Description de l'action	<p>Les zones d'activités économiques, sous compétence communautaire depuis le 1^{er} janvier 2019, de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis ont été historiquement conçues de manière à être desservies par des usagers en voiture particulière.</p> <p>Au regard de l'évolution des usages, des préoccupations environnementales, de l'effet « réseau » induisant un fonctionnement mutualisé entre plusieurs sites et du développement de vélo électriques, les attentes évoluent si bien qu'il est nécessaire de mailler les zones d'activités économiques avec des trottoirs, des pistes cyclables ou des voies vélos/piétons partagées.</p> <p>Ces travaux sont également opportuns pour renforcer la « fertilisation croisée » des acteurs de Sophia Antipolis en permettant un renforcement des liens entre les acteurs universitaires, les organismes de recherche et les entreprises de recherche et développement. Afin de permettre de sécuriser les flux circulant en modes doux, il est nécessaire de renforcer</p>

	<p>l'éclairage public au niveau des secteurs les plus complexes. Le foncier est déjà maîtrisé.</p>
Partenaires	<p>La CASA est maître d'ouvrage des travaux de création de trottoirs et de pistes cyclables sur les voiries communautaires. Également, la CASA est en charge des trottoirs et éclairage public sur les voiries départementales desservant Sophia Antipolis.</p> <p>La CASA s'engage à porter des projets de création de pistes cyclables, trottoirs et d'éclairage public dans les zones d'activités économiques.</p>
Coût prévisionnel	<p>Sur la période 2022-2027, les coûts prévisionnels de travaux sont les suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de travaux neufs de trottoir : 2 500 m de long et 2 m de large, soit un coût de 1 000 000 € HT - Création de travaux neufs de piste cyclable ou de voie partagée Vélos/piétons: 1 000 m de long et 3 m de large, soit un coût de 600 000 € HT - Création d'éclairage public nécessaire à la sécurisation des modes doux : Eclairage des carrefours et des points singuliers : 400 000 € HT <p>Les frais de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage s'élève à 15 %, soit un coût total d'opération de 2 300 000 € HT.</p>
Plan de financement	<p>Les travaux seront financés sur les fonds propres affectés au budget Zone d'Activités Economiques.</p> <p>Les travaux seront planifiés de manière pluriannuel, avec un volume annuel de 500 000 € HT.</p>
Calendrier	<p>Les travaux seront réalisés via les marchés à commande préexistants ; de ce fait, aucun appel d'offres nouveau n'est nécessaire. Aucune procédure environnementale n'est sur le chemin citrique.</p> <p>Les travaux auront lieu en 2022 et 2026/</p>

Indicateurs d'évaluation proposés	Linéaire d'aménagements modes doux réalisé année par année. Comptage des usagers utilisant ces modes doux.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS

**INSTALLATION DE BORNES DE RECHARGE POUR
LES VEHICULES ELECTRIQUES**

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale
Fiche Action n°52	Thématique Mobilités
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Patrick DUVERGER Fonction : Directeur de la LOGISTIQUE Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex
Description de l'action	<p>La Loi de transition énergétique pour la croissance verte impose aux collectivités de se doter lors du remplacement ou lors de nouvelles acquisitions, au minimum, de 20% de véhicules « basse émission de CO² » (20% du nombre des nouvelles acquisitions de véhicules).</p> <p>Le Plan de Protection de l'Atmosphère du Département des Alpes-Maritimes (PPA06), issu de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte impose, quant à lui, aux collectivités de se doter lors du remplacement ou lors de nouvelles acquisitions, au minimum, de 30% de véhicules « basse émission de CO² ».</p> <p>La Ville d'Antibes, particulièrement vertueuse dans ce domaine, remplace déjà depuis plusieurs années ses anciens véhicules par 100% de véhicules « basse émission de CO² » au sens de la réglementation. (Motorisation essence récente, hybride ou électrique).</p>

	<p>La proportion de véhicules « basse émission de CO² » atteint donc désormais près de 41 % sur l'intégralité de la flotte de véhicules municipaux (41% est un pourcentage sur la flotte entière et non par rapport seulement aux nouvelles acquisitions comme stipulé dans la loi, donc la politique de gestion de la flotte par la Ville dépasse de loin les objectifs réglementaires).</p> <p>Respectueuse de ce quota et en vue d'encourager encore plus la mobilité douce, la Ville d'Antibes se dote progressivement de véhicules électriques supplémentaires, portant à 5 le nombre de véhicules acquis à ce jour, et encourageant fortement les services utilisateurs à renouveler leur flotte automobile, quand cela est préconisé, par ce type de motorisation.</p> <p>Or les bâtiments communaux ne sont, pour le moment, pas pourvus d'équipement pour les recharger.</p> <p>A ce jour, 6 bornes de recharges électriques ont été installées sur le territoire communal. Afin d'élargir ce maillage territorial et permettre aux usagers de recharger plus facilement leurs véhicules, 6 nouvelles installations de bornes sont envisagées.</p> <p>Les sites concernés sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• Hôtel de Ville• Batterie du Graillon• Parking du Ponteil• Plage de la Garoupe• Phare de la Garoupe• Centre Technique Municipal des Terriers																				
Partenaires	Le partenaire financier de la Commune d'Antibes Juan-les-Pins est l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.																				
Coût prévisionnel	<p>Le coût de l'opération est estimé à 80 000 € H.T.</p> <p>L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.</p>																				
Plan de financement	<table><tr><th colspan="4">PLAN DE FINANCEMENT</th></tr><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montant € H. T.</th><th>Dispositif financier</th></tr><tr><td>ETAT</td><td>40 %</td><td>32 000</td><td>DSIL</td></tr><tr><td>Commune d'ANTIBES</td><td>60 %</td><td>48 000</td><td>AUTOFINANCEMENT</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>80 000</td><td></td></tr></table>	PLAN DE FINANCEMENT				Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier	ETAT	40 %	32 000	DSIL	Commune d'ANTIBES	60 %	48 000	AUTOFINANCEMENT	TOTAL	100 %	80 000	
PLAN DE FINANCEMENT																					
Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier																		
ETAT	40 %	32 000	DSIL																		
Commune d'ANTIBES	60 %	48 000	AUTOFINANCEMENT																		
TOTAL	100 %	80 000																			

Calendrier	CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION 4 ^{ème} trimestre 2020 : Lancement du marché d'appel d'offres 2021 : Réalisation des travaux
Indicateurs d'évaluation proposés	Promotion de l'usage de véhicules électriques



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



AMENAGEMENT DU TOUR DU CAP CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale
Fiche Action n°53	Thématique Mobilités
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Nicolas LEGRAS Fonction : Directeur des Infrastructures Routières et des Espaces Publics Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex
Description de l'action	<p>L'opération de requalification du tour du Cap d'Antibes s'étend du carrefour entre le boulevard Baudouin et l'avenue Gallice jusqu'à l'entrée de l'Espace Mer et Littoral (Boulevard J.F. Kennedy). Ce projet se situe ainsi le long du littoral, côté Juan-les-Pins. Ce qui représente un linéaire de 2800 mètres.</p> <p>Pour favoriser les mobilités du quotidien, notamment les piétons et les vélos, ce projet prévoit sur l'ensemble de l'itinéraire un espace réservé aux piétons et aux vélos.</p> <p>L'emprise foncière de cette opération se situe entièrement sur le domaine public communal. Aussi, pour pouvoir réaliser cet espace piétons/vélos, il est nécessaire de revoir le plan de circulation du quartier.</p> <p>Le projet prévoit, ainsi, la mise en sens unique de la circulation sur la section Chemin du Crouton – Espace Mer et Littoral. En effet, sur ce tronçon, la largeur entre le front « bâti » et le littoral ne nous permet de maintenir les deux voies de circulation.</p> <p>Vu la situation géographique de ce projet (sur le bord du littoral) et l'attractivité touristique de Juan-les-Pins qui</p>

	<p>débute dès le mois d'avril pour se terminer vers la mi-octobre, il est nécessaire de décomposer la réalisation en 5 secteurs :</p> <p>1er secteur : La section entre le Boulevard Baudouin et l'entrée du Port Gallice</p> <p>2ème secteur : Le réaménagement du carrefour au niveau du port Gallice</p> <p>3ème secteur : La section entre le port Gallice et le chemin du Crouton</p> <p>4ème secteur : Boulevard du Maréchal Juin entre le chemin du Crouton et l'Espace Mer et Littoral</p> <p>5ème secteur : Le réaménagement du carrefour devant l'Espace Mer et Littoral</p> <p>Le coût prévisionnel de cette opération est de 3.633.050 € HT.</p>												
Partenaires													
Coût prévisionnel	<p>Le coût prévisionnel de cette opération est de 3.633.050 € HT, il concerne des travaux d'aménagement qui relèvent des dépenses d'investissement.</p> <p>Les principaux travaux sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Création de nouveaux trottoirs- Création d'espaces cyclables- Recalibrage des chaussées- Aménagement d'espaces végétalisés- Renforcement et modernisation de l'éclairage public												
Plan de financement	<p>Le plan de financement souhaité est le suivant :</p> <table><tr><th>Origine des financements</th><th>Taux de subvention</th><th>Montant en € HT</th></tr><tr><td>Etat</td><td>40%</td><td>1.453.220,00</td></tr><tr><td>Commune d'Antibes</td><td>60%</td><td>2.179.830,00</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100%</td><td>3.633.050,00</td></tr></table>	Origine des financements	Taux de subvention	Montant en € HT	Etat	40%	1.453.220,00	Commune d'Antibes	60%	2.179.830,00	TOTAL	100%	3.633.050,00
Origine des financements	Taux de subvention	Montant en € HT											
Etat	40%	1.453.220,00											
Commune d'Antibes	60%	2.179.830,00											
TOTAL	100%	3.633.050,00											
Calendrier	<p>La réalisation de cette opération se réalisera suivant une planification pluriannuelle. La période des travaux sera comprise entre le mois d'octobre de l'année a et le mois d'avril de l'année a+1 :</p> <p>Années 2021/2022 : Aménagement des deux carrefours giratoires (secteurs n°2 et n°5) pour un montant de 824.734 € HT</p> <p>Années 2022/2023 : Aménagement du boulevard Maréchal Juin (secteur n°4) pour un montant de 878.817 € HT</p>												

	Années 2023/2024 : Aménagement du boulevard Baudouin (tranches n°1 et n°3) pour un montant de 1.929.500 € HT
Indicateurs d'évaluation proposés	



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Projet Sécurisation Chemin des Combes

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale
Fiche Action n°54	Thématique Mobilités
Maître d'ouvrage	VILLE DE BIOT Commune
Description de l'action	<p>Le projet consiste à aménager le chemin des Combes de façon à créer un trottoir de 1,50 m et une chaussée de 6,00 m, sur une longueur de 660 m comprenant le franchissement d'un vallon et l'enfouissement des réseaux aériens. L'objectif principal de ce projet est la sécurisation de la circulation piétonne et automobile. Il s'agit de développer et de sécuriser le réseau piétonnier pour une meilleure accessibilité au centre village et aux commerces. Ce projet améliorera l'environnement des biotoises et biotois, sécurisera et valorisera la mobilité piétonne et par voie de conséquence réduira l'utilisation de la voiture. De ce fait, ce projet apportera une liberté d'usage et un meilleur confort quotidien. Plus largement ce projet représente un intérêt économique pour la Ville de Biot en favorisant l'accès aux commerces.</p>

Partenaires	<p>Ce projet a fait l'objet d'une demande de subvention FNADT.</p> <p>Le Département et la Région seront également sollicités.</p>
Coût prévisionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux préparatoires/Terrassements : 265 708,00 €HT - Réseaux divers + enfouissement : 464 007 €HT - Génie civil (murs de soutènement) : 300 027 €HT - Signalisation : 21 556,00 €HT - Voirie/Espace paysager : 379 217,00 €HT - Contrôle/Essais/Récolement : 4 000 €HT - Démolition/Reconstruction verrerie : 321 670 €HT - MOE voirie : 45 000 €HT - MOE Verrerie : 35 000 €HT - Etudes connexes (géotechnique, bureau de contrôle,...) : 50 000 €HT
Plan de financement	<p>FNADT : 377 237 € (20%)</p> <p>Région : 377 237 € (20%)</p> <p>Département : 188 618.50 € (10%)</p> <p>Autofinancement : 943 092.50 € (50 %)</p> <p>Ce projet sera lancé en 2021, avec un budget prévisionnel de 360 000 €. Puis 764 100 € en 2022. Pour s'achever en 2023 avec un budget 762 085 €.</p> <p>Soit un budget total de 1 886 185 € HT.</p>
Calendrier	<p>Les études commenceront au 2^{ème} semestre 2021.</p> <p>Les travaux débiteront au 1^{er} trimestre 2022 pour s'achever au 2nd semestre 2023.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - La réduction des accidents de la route - La fréquentation des commerces - La réduction du nombre de voiture sur ce Chemin



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

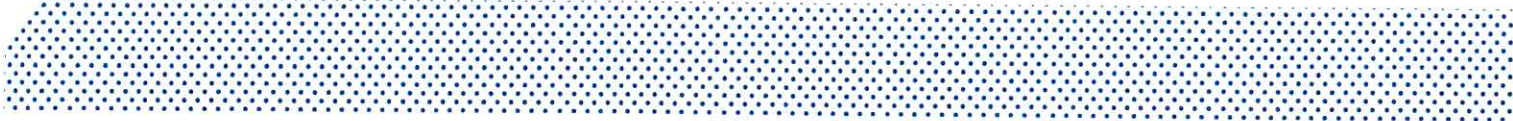


Projet Sécurisation Chemin Saint Julien

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale
Fiche Action n°55	Thématique Mobilités
Maître d'ouvrage	VILLE DE BIOT Commune
Description de l'action	<p>Le projet consiste à déplacer la chaussée existante à l'ouest de la chapelle Notre-Dame afin d'améliorer l'accessibilité du chemin et de créer un espace piéton à l'est de la chapelle qui prolongera le trottoir existant en aval le long de la route de Valbonne. Il s'agit d'élargir le chemin sur une longueur de 290 m afin de créer un trottoir de 1,50 m et une chaussée de 5,00, ainsi que d'enfouir tous les réseaux aériens.</p> <p>L'objectif principal de ce projet est la sécurisation de la circulation piétonne et automobile. Il s'agit de développer et de sécuriser le réseau piétonnier pour une meilleure accessibilité au centre village et aux commerces. Ce projet sécurisera et valorisera la mobilité piétonne et par voie de conséquence réduira l'utilisation de la voiture.</p>

	<p>De ce fait, ce projet apportera une liberté d'usage et un meilleur confort quotidien.</p> <p>Plus largement ce projet représente un intérêt économique pour la Ville de Biot en favorisant l'accès aux commerces.</p>
Partenaires	<p>Ce projet a fait l'objet d'une demande de subvention FNADT.</p> <p>Le Département et la Région seront également sollicités.</p> <p>Afin de mener à bien ce projet de sécurisation du Chemin Saint Julien, la Mairie doit faire l'acquisition d'une parcelle.</p>
Coût prévisionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition d'une parcelle : 42 500 € HT - Travaux préparatoires : 18 600 € HT - Réseaux EP : 33 905 € HT - Génie civil (murs de soutènement) : 365 430 € HT - Parement pierre : 135 000 € HT - Voirie/Espace paysager : 299 669 € HT - Mobilier Urbain : 50 550 € HT - Contrôle/Essais/Récolement : 4 000 € HT - Aménagement parcelle AY 243 : 10 500 € HT - Enfouissement réseaux aériens : 200 000 € HT - Aménagement autour chapelle : 182 346 € HT - MOE : 47 000 € HT - Etudes connexes (géotechnique, bureau de contrôle,...) : 50 000 € HT
Plan de financement	<p>FNADT : 288 500 € (20%)</p> <p>Région : 288 500 € (20%)</p> <p>Département : 144 250 € (10%)</p> <p>Autofinancement : 721 250 € (50 %)</p> <p>Ce projet sera lancé en 2021, avec un budget prévisionnel de 650 000 €. Pour s'achever en 2022 avec un budget 792 500 €.</p>
Calendrier	<p>L'acquisition de la parcelle va se faire début juin.</p> <p>Les études seront lancées au dernier semestre 2021.</p> <p>Les travaux débuteront et s'achèveront au cours du 1^{er} semestre 2022.</p>



Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none">- La réduction des accidents de la route- La fréquentation des commerces- La réduction du nombre de voiture sur ce Chemin
-----------------------------------	---



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Projet Sécurisation Route de Valbonne

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°4	Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale
Fiche Action n° 56	Thématique Mobilités
Maître d'ouvrage	VILLE DE BIOT Commune
Description de l'action	<p>Le projet consiste à requalifier le cheminement piéton existant mais dangereux (nombreux obstacles) le long de la route de Valbonne (RD4, en agglomération, en face de la mairie) entre la place St Eloi et la rue St Sébastien, soit une longueur d'env. 70 m pour une largeur variant de 1,20 m à 1,70 m.</p> <p>L'objectif principal de ce projet est la sécurisation de la circulation piétonne et automobile. Il s'agit de développer et de sécuriser le réseau piétonnier pour une meilleure accessibilité au centre village et aux commerces. Ce projet améliorera l'environnement des biotoises et biotois, sécurisera et valorisera la mobilité piétonne et par voie de conséquence réduira l'utilisation de la voiture. De ce fait, ce projet apportera une liberté d'usage et un meilleur confort quotidien.</p>

	Plus largement ce projet représente un intérêt économique pour la Ville de Biot en favorisant l'accès aux commerces.
Partenaires	Ce projet a fait l'objet d'une demande de subvention FNADT. Le Département et la Région seront également sollicités.
Coût prévisionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise d'œuvre : 13 000 € HT - Travaux : 62 000 € HT
Plan de financement	FNADT : 15 000 € (20%) Région : 15 000 € (20%) Département : 7 500 € (10%) Autofinancement : 37 500 € (50 %) Ce projet sera réalisé en 2021, avec un budget prévisionnel de 75 000 €.
Calendrier	La maîtrise d'œuvre sera lancée en juin 2021. Les travaux débuteront et s'achèveront au 2 ^{ème} semestre 2021.
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - La réduction des accidents de la route - La fréquentation des commerces - La réduction du nombre de voiture sur cette voie



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi – 2021-2023

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n° 3	Améliorer la qualité de vie des usagers
Fiche Action n°57	Thématique Equilibre et solidarité des territoires
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Description de l'action	<p>Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de la CASA accompagne vers le retour à l'emploi stable et durable des personnes éloignées de l'emploi (allocataires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée...).</p> <p>Il décline pour chaque participant un plan d'action personnalisé : aide à l'élaboration d'un projet professionnel cohérent, travail sur les techniques de recherche d'emploi, levée des freins périphériques, développement de l'expérience professionnelle, stage en entreprise, formation etc.</p> <p>Un suivi dans l'emploi pendant 6 mois est assuré quand l'emploi stable et durable est obtenu.</p> <p>Le PLIE assure également des missions :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • d'ingénierie de projets afin de proposer des actions de retour à l'emploi adaptées au public qu'il accompagne • d'aide au recrutement pour des entreprises partenaires • d'accompagnement à la mise en œuvre de clauses d'insertion dans les marchés publics sur son territoire d'intervention. <p>Le PLIE accueille des participants résidant sur l'ensemble des communes de la CASA</p> <p>Mais la localisation des agents est située sur les 6 principales communes de l'EPCI concernées (Antibes , Vallauris, Valbonne, Villeneuve Loubet , la Colle sur lous et Châteauneuf)</p>
Partenaires	Un protocole fixant pour 3 an les objectifs du PLIE CASA et l'implication des partenaires a d'ores et déjà été adopté. Il a été signé par Le Département 06, la Région Sud , la CASA et l'Etat Pour la mise en œuvre du PLIE, la CASA est également liée par convention avec Pôle Emploi
Coût prévisionnel	Budget prévisionnel 2021-2023 : 1 550 640€
Plan de financement	<p><u>Autofinancement CASA</u> : 446 700 €</p> <p><u>Autres financeurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonds social européen : 779 940€ ▪ Conseil départemental des Alpes Maritimes : 264 000€ ▪ Conseil Régional : 60 000€
Calendrier	Mise en œuvre du 01/01/2021 au 31/12/2023 pour le 3 ^{ème} protocole du PLIE
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes en insertion accompagnées • Taux de retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA et demandeurs d'emploi de longue durée ayant fait l'objet d'un accompagnement par le PLIE sur le territoire de la CASA <p>Présentation annuelle de ces évaluations lors d'un comté de pilotage</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Contrat de Ville CASA

2015-2022

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers
Fiche Action n°58	Thématique Equilibre et solidarité des territoires
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Description de l'action	Le contrat de ville 2015-2020 dont les effets ont été prolongés jus 'au 21/12/20222 par la signature d'un protocole entre la CASA et l'Etat prévoit, au-delà de la mise œuvre d'une synergie entre les signataires pour mobiliser les actions et financements de droit commun en direction du quartier prioritaire de Vallauris. Il existe une programmation annuelle d'actions cofinancées par les signataires de ce contrat. Cette programmation, dont les actions sont réalisées par des partenaires essentiellement associatifs, trouve son fondement dans les 3 piliers « cohésion sociale », « cadre de vie et

	<p>renouvellement urbain » et « emploi et développement économique » du contrat cadre. La programmation de ces actions est étudiée et validée chaque année en comité technique et de pilotage au 1^{er} trimestre de chaque année pour fixer le montant des participations financières respectives de chaque partenaire</p> <p>Les projets (entre 10 et 15 actions selon les années) ont été portés au titre des dernières programmations par moins de 10 associations ou SCOP</p>
Partenaires	Le partenariat est d'ores et déjà acquis (le contrat est signé depuis 2015) et la programmation des actions 2021 a été validée en comité de pilotage. La même démarche sera entreprise en 2022
Coût prévisionnel	Budget prévisionnel 2021-2022 : 1 154 938€
Plan de financement	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Financement CASA</u> : 138 000€ • <u>Autres financeurs</u> : <ul style="list-style-type: none"> ▪ CAF 06 : 139 354€ ▪ Etat : 426 506€ ▪ Commune de Vallauris : 54 000€ ▪ Autres financements : 386 326€ (fonds propres des associa°, cotisa°, ventes de presta°, etc..)
Calendrier	2015 – 2022 : avec une programmation annuelle des actions validées en comité de pilotage et après lancement d'un appel à projet
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Reduction des inégalités sociales / au reste de la population de la CASA et du département</p> <p>Amélioration du cadre de vie des habitants du QPV de Vallauris</p>



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Espace rencontre le « Trait d'Union »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n° 3	Améliorer la qualité de vie des usagers
Fiche Action n° 59	Thématique Equilibre et solidarité des territoires
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis EPCI
Description de l'action	<p>Crée en 2000 par la commune d'Antibes et transféré à la CASA en 2004, le service Trait d'Union permet principalement l'organisation de rencontres parent/enfant dans le cadre de mesures émanant d'un juge aux affaires familiales ou d'un juge des enfants.</p> <p>3 types d'accompagnement y sont proposés :</p> <ul style="list-style-type: none">-L'espace rencontre dont l'objectif premier est le maintien ou la reprise de lien parent-enfant-Les visites médiatisées qui concernent les mesures confiées au service par les juges des enfants et dont l'objectif est la protection de l'enfance,-et les passage- relais.

	<p>En moyenne ces dernières années, le Trait d'Union a été désigné par l'Autorité judiciaire pour + de 240 familles / an (la plupart en situation de séparation ou divorce très conflictuelle)</p>
Partenaires	<p>L'espace rencontre « Trait d'Union » est lié avec le Tribunal Judiciaire de Grasse depuis 2002 dans le cadre de conventions successives et bénéficie d'un agrément préfectoral depuis 2013.</p> <p>Des conventions d'objectifs renouvelées tous les 3 ans entre la CAF des AM et la CASA permettent également de contractualiser le versement des prestations de service au titre du service rendu par l'espace rencontre Trait d'Union (aujourd'hui fixé à 60% du coût de fonctionnement)</p> <p>Depuis 2017, le Service bénéficie également d'une convention annuelle et renouvelée ployant sur une participation financière du ministère de la justice au fonctionnement de ce service.</p>
Coût prévisionnel	<p>Budget prévisionnel 2021 : 207 000€</p> <p>Il s'agit d'un budget annuel relativement stable depuis la création du service</p>
Plan de financement	<p>Pour une année civile :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autofinancement CASA : 71 000 € • CAF des Alpes Maritimes : 126 000€ • Ministère de la justice : 10 000€
Calendrier	<p>Action réalisée depuis 2004 et reconduite annuellement</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de familles accompagnés • Nombre de visites ou passages-relais programmés • Nombre de visites ou passages-relais effectivement réalisée.



Fiche

OPAH RU

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n° 3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n° 70	Thématique Equilibre et solidarité des territoires
Maître d'ouvrage	Vallauris Golfe Juan Commune
Maître d'ouvrage	Vallauris Golfe Juan Commune
Description de l'action	<p>L'Opération Programmée d' Amélioration de l'Habitat et de Rénovation Urbaine inscrite dans la convention Cœur de Ville fait l'objet d'un marché public dont l'attributaire devrait être connu en juin 2021.</p> <p>Il s'agit de la 3^e OPAH RU engagée sur le centre ancien de la commune.</p> <p>Il s'agit d'accompagner et appuyer la rénovation du parc de logements privés en incitant les propriétaires-bailleurs à remettre sur le marché et/ou rénover les logements, en accompagnant financièrement et administrativement les propriétaires occupants modestes pour la réalisation de travaux d'adaptation au vieillissement et d'économie d'énergie. Des actions coercitives sont envisagées pour lutter contre les marchands de sommeil.</p> <p>L'OPAH RU permettra de revitaliser le centre-ville, par une action volontariste sur les façades et les copropriétés en difficulté. L'objectif est également de requalifier les espaces publics par rénovation des voiries, aujourd'hui très dégradées.</p>



AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Partenaires	CASA / ANAH / REGION / VILLE																																																																																																																					
Coût prévisionnel	Le budget prévisionnel est de 8 582 000 €.																																																																																																																					
Plan de financement	<table border="1"><thead><tr><th></th><th></th><th>ANAH</th><th>VILLE</th><th>CASA</th><th>REGION</th><th>TOTAL</th></tr></thead><tbody><tr><td rowspan="6">OPAH RU</td><td>Aides aux travaux</td><td>1 150 000</td><td>175 000</td><td>225 000</td><td>180 000</td><td>1 730 000</td></tr><tr><td></td><td>6796</td><td>1096</td><td>130/0</td><td>100/0</td><td>1000/0</td></tr><tr><td>Ingénierie</td><td>210 000</td><td>294 000</td><td></td><td></td><td>504 000</td></tr><tr><td></td><td>420/0</td><td></td><td></td><td></td><td>10096</td></tr><tr><td>Etude faisabilité RHI</td><td>20 000</td><td>20 000</td><td></td><td>8 000</td><td>48 000</td></tr><tr><td></td><td>420/0</td><td>4296</td><td></td><td>60 0</td><td>10096</td></tr><tr><td>Total</td><td></td><td>1 380 000</td><td>489 000</td><td>225 000</td><td>188 000</td><td>2 282 000</td></tr><tr><td colspan="7"></td></tr><tr><td rowspan="4">ACTIONS ACCOMPAGNEMENT VILLE</td><td>Opération</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>ravalement, devanture, travaux architecturaux</td><td></td><td>180 000</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Travaux de création de nouvelles ouvertures</td><td></td><td>45 000</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Volet copropriétés en difficulté</td><td></td><td>75 000</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Total</td><td></td><td></td><td>300 000</td><td></td><td></td><td>300 000</td></tr><tr><td>VOLET URBAIN</td><td></td><td></td><td>6 000 000</td><td></td><td></td><td>6 000</td></tr><tr><td colspan="7"></td></tr><tr><td>TOTAL</td><td></td><td>1 380 000</td><td>6 789 000</td><td>225 000</td><td>188 000</td><td>8 582 000</td></tr></tbody></table>									ANAH	VILLE	CASA	REGION	TOTAL	OPAH RU	Aides aux travaux	1 150 000	175 000	225 000	180 000	1 730 000		6796	1096	130/0	100/0	1000/0	Ingénierie	210 000	294 000			504 000		420/0				10096	Etude faisabilité RHI	20 000	20 000		8 000	48 000		420/0	4296		60 0	10096	Total		1 380 000	489 000	225 000	188 000	2 282 000								ACTIONS ACCOMPAGNEMENT VILLE	Opération						ravalement, devanture, travaux architecturaux		180 000				Travaux de création de nouvelles ouvertures		45 000				Volet copropriétés en difficulté		75 000				Total			300 000			300 000	VOLET URBAIN			6 000 000			6 000								TOTAL		1 380 000	6 789 000	225 000	188 000	8 582 000
		ANAH	VILLE	CASA	REGION	TOTAL																																																																																																																
OPAH RU	Aides aux travaux	1 150 000	175 000	225 000	180 000	1 730 000																																																																																																																
		6796	1096	130/0	100/0	1000/0																																																																																																																
	Ingénierie	210 000	294 000			504 000																																																																																																																
		420/0				10096																																																																																																																
	Etude faisabilité RHI	20 000	20 000		8 000	48 000																																																																																																																
		420/0	4296		60 0	10096																																																																																																																
Total		1 380 000	489 000	225 000	188 000	2 282 000																																																																																																																
ACTIONS ACCOMPAGNEMENT VILLE	Opération																																																																																																																					
	ravalement, devanture, travaux architecturaux		180 000																																																																																																																			
	Travaux de création de nouvelles ouvertures		45 000																																																																																																																			
	Volet copropriétés en difficulté		75 000																																																																																																																			
Total			300 000			300 000																																																																																																																
VOLET URBAIN			6 000 000			6 000																																																																																																																
TOTAL		1 380 000	6 789 000	225 000	188 000	8 582 000																																																																																																																
Calendrier	2021-2027																																																																																																																					
Indicateurs d'évaluation proposés																																																																																																																						





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Fiche

Action Cœur de Ville Vallauris Golfe-Juan

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n° 3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°71	Thématique Equilibre et solidarité des territoires
Maître d'ouvrage	Vallauris Golfe Juan Commune
Maître d'ouvrage	Vallauris Golfe Juan Commune
Description de l'action	<p>La commune de Vallauris Golfe-Juan est bénéficiaire du programme Action Cœur de Ville piloté par l'ANCT.</p> <p>L'avenant n° I à la convention pluriannuelle a été signé le 10 mars 2021 par les partenaires opérationnels et financeurs.</p> <p>Il prévoit 25 actions destinées à revitaliser l'ensemble du périmètre des deux centralités que compte la ville.</p> <p>La commune de Vallauris Golfe Juan table en particulier sur le développement des mobilités douces pour revitaliser ses deux centralités. Il s'agira de réaliser une coulée verte entre Vallauris et Golfe-Juan, qui permettra de connecter à pied, en vélo et de manière douce voire ludique, le centre-ville de Vallauris et celui de Golfe Juan, rendant plus accessible la gare SNCF de Golfe</p>



	<p>Juan et facilitant ainsi l'accès aux bassins d'emploi de Cannes et Nice.</p> <p>Il s'agit de finaliser le réseau cyclable, du rondpoint du chemin Charles Gros au futur pôle multimodal, requalifier le cheminement piéton entre le parking du 8 mai et le centre-ville de Vallauris , requalifier la RI) 135 par mise en place d'un véritable cheminement piéton avec « stations » de repos (bancs, fontaines eau potable) ainsi qu'un cheminement culturel (sculptures Picasso, Jean Marais, stèle Napoléon) et un parcours de santé.</p> <p>Parallèlement, la ville souhaite mettre l'accent sur l'accès aux équipements publics et à la culture, avec en particulier la rénovation de la bibliothèque municipale, la rénovation des anciens ateliers de céramique de Picasso (Madoura) et la création d'une filière d'enseignement supérieur de la céramique.</p> <p>La requalification complète du quartier central de Golfe Juan (Nabonnand) et les études sur le devenir de deux monuments du patrimoine communal (usine LAYET et Château Robert) font également partie du plan Action Cœur de Ville.</p> <p>La rénovation énergétique des bâtiments publics pourrait concerner, dans un premier temps, la piscine municipale, premier poste de dépense en matière de consommation d'énergie.</p> <p>De manière transverse, la ville souhaite améliorer l'accès aux services pour ses administrés par la mise en place d'une « appli Ville » et d'un logiciel de gestion de la relation citoyen.</p> <p>Enfin, et parce que la convention autorise à inscrire de nouvelles actions, la commune s'interroge sur la pertinence de rénover un ancien cinéma de quartier,</p>
--	---

	<p>l'Eden, qui permettrait de recréer du lien social en plein cœur du QPV et du périmètre OPAH RU.</p> <p>L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat inscrite dans la convention Cœur de Ville fait l'objet d'une autre fiche.</p>
Partenaires	<p>CASA</p> <p>Banque des Territoires</p> <p>Action Logement</p> <p>ANAH</p> <p>Ministère de la cohésion des territoires</p> <p>Département 06</p>
Coût prévisionnel	<p>Le budget prévisionnel est de 32 534 K€, non compris la rénovation énergétique de la piscine municipale et les études sur le commerce en centre-ville, qui n'ont pas été chiffrés à ce stade.</p>
Plan de financement	
Calendrier	<p>2021-2027</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Agrandissement de l'Espace Monique Maurice

à Villeneuve Loubet

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°72	Thématique Equilibre et solidarité des territoires
Maître d'ouvrage	Commune de Villeneuve Loubet Collectivité Territoriale
Maître d'ouvrage	Commune de Villeneuve Loubet Collectivité Territoriale
Description de l'action	<p>La Commune de Villeneuve Loubet souhaite procéder aux travaux d'extension et d'agrandissement de l'Espace Monique Maurice sur le Secteur des Plans à Villeneuve Loubet.</p> <p>Ce centre sportif pluridisciplinaire s'inscrit dans le rayonnement sportif de la commune en proposant d'une part une salle d'haltérophilie dans une optique de compétition internationale, une salle d'évolution et les annexes nécessaires à son bon fonctionnement (bureaux, vestiaires, stockage, etc...)</p>

Les enjeux du projet portent d'une part sur l'agrandissement de la salle d'haltérophile et d'autre part sur la création d'une salle dédiée aux arts martiaux (dojo), ainsi que les annexes nécessaires à l'exploitation de ce centre sportif.

Cette pluridisciplinarité est un atout mais également une économie d'espace pour la commune, car elle mutualise les équipements et le personnel.

La Collectivité souhaite un projet d'ensemble liant l'existant en jouant sur les volumes et les matériaux. Le projet a pour vocation d'affirmer une forte matérialité en associant au bardage thermo-laqué du bâtiment existant de la minéralité par un béton brut matricé et de l'organique par un bardage bois rappelant celui du bâtiment existant. Aussi, afin de ne pas dénaturer le bâtiment existant, la Commune souhaite que le projet s'appuie sur les deux ouvertures existantes en façade Nord-Ouest.

Les parties basses connectent les entités brutes par une toiture en bac acier et un soubassement en bardage bois reprenant les codes du bâtiment existant.

La ligne de la toiture souligne le volume bas, en suspension sur le hall d'accueil vitré, marquant ainsi l'entrée de la salle d'arts martiaux.

Le coût total est 1 267 287.80 € HT.

Les enjeux du projet portent d'une part sur l'agrandissement de la salle d'haltérophilie de 100m² en 2021 et d'autre part sur la création d'une salle dédiée aux arts martiaux (dojo) de

	<p>325m², en 2022, ainsi que les annexes nécessaires à l'exploitation de ce centre sportif.</p> <p>Cela permettra d'accueillir plus d'adhérents selon les disciplines concernées.</p>
Partenaires	<p>Les partenaires sont l'Etat, la Région et le Département qui sont sollicités dans le plan de financement à hauteur 80%.</p> <p>Le projet est déposé et est dans l'attente.</p>
Coût prévisionnel	<p>Le coût prévisionnel est de 1.267.287,80 € HT pour l'investissement de la réalisation qui se répartit en 2</p> <p>La salle d'haltérophilie pour un montant de 275.950,80 € HT</p> <p>La salle d'arts martiaux pour un montant de 991.337,00 € HT</p>
Plan de financement	<p>L'Etat à hauteur de 50% soit 633.643,90 € HT</p> <p>La région à hauteur de 10 % soit 126.728,78 € HT</p> <p>Le département à hauteur de 20% soit 253.457,56 € HT</p> <p>L'autofinancement communal à hauteur de 20% soit 253.457,56 € HT</p> <p>Soit un total de 1.267.287,80 € HT</p>
Calendrier	<p>Selon les informations de l'AMO :</p> <p>PHASE 1: DIAGNOSTIQUE Janvier 2020</p> <p>PHASE 2: ETUDES AVANT-PROJET Janvier et Février 2020 – Instruction 5 mois minimum</p> <p>PHASE 3: ETUDES DE PROJET Mars 2020</p> <p>MISSION 01 – Salle d'haltérophilie</p> <p>PHASE 4: ACT Avril à Juin 2020</p> <p>PHASE 5: EXE Juillet 2020</p> <p>PHASE 6: DET Juillet 2020</p> <p>PHASE 7: OPC</p>

	<p>Juillet à Décembre 2020 PHASE 7: AOR Décembre 2020</p> <p>MISSION 02 – Salle d’arts martiaux PHASE 4: ACT 1er, 2ème et 3ème Trimestre 2021 PHASE 5: EXE 3ème Trimestre 2021 PHASE 6: DET 1er, 2ème, 3ème et 4ème Trimestre 2021 PHASE 7: OPC 1er, 2ème, 3ème et 4ème Trimestre 2021 PHASE 7: AOR 4ème Trimestre 2021 Mission AMO attribuée au Cabinet Absolute Architecte en 2019 Lancement du marché de travaux programmé en 2021 (2 phases = Salle Haltérophilie 2022 / Dojo en 2023) TRAVAUX NON ATTRIBUES A CE JOUR</p>
Indicateurs d’évaluation proposés	Centre de préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques.



Acquisition d'une solution de concertation citoyenne

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n° 1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°73	Thématique Innovation numérique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (DSIN – Chef de projet : Frédéric CHAZAL – contact administratif : Cécile COURTIGNON DEBOST)
Maître d'œuvre	Opensourcepolitics SARL de Technologie civique (Civic tech) permettant d'améliorer le fonctionnement démocratique des sociétés
Description de l'action	<p>A la demande du Conseil de Développement (CDD) et de plusieurs directions CASA il nous a été demandé de prospecter sur une solution de concertation citoyenne. Après avoir identifié plusieurs solutions, 4 ont été sélectionnées et mises en comparaison. Après des comparatifs (tarifs/services/opensource/éthique,) la solution proposée par « Opensourcepolitics » a été retenue.</p> <p>Le produit a été présenté à l'ensemble des membres du Bureau Communautaire et validée par le Président pour une mise en œuvre fin 2021, avec une 1^{ère} campagne en prévue pour septembre.</p>

	<p>A la suite de cette validation, la solution a été présentée au CDD. Elle a été favorablement accueillie.</p> <p>Cette solution est proposée pour la CASA et un coût réduit pour les communes membres qui souhaitent l'acquérir également.</p> <p>Fourchette de prix pour la CASA : 70 000 + 80 000 € pour 3 ans</p>
Partenaires	Les communes CASA
Coût prévisionnel	<p>2 postes de dépense :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre et accompagnement • Abonnement à la solution SAAS <p>Dépenses de fonctionnement. Environ 80 000 € H.T. Achat à l'UGAP – fiche de validation acceptée</p>
Plan de financement	<p>Année 1 : coût de mise en service et accompagnement (18 000 €) + abonnement (15 000 €)</p> <p>Année 2 : Accompagnement complémentaire 8500 € + abonnement 15 000 €</p> <p>Année 3 : Accompagnement complémentaire 8500 € + abonnement 15 000 €</p> <p>Subvention à solliciter dans le cadre du plan France Relance - <i>Transformation Numérique des collectivités territoriales Axe 3: Guichets territoriaux pour soutenir l'ingénierie, le déploiement, l'accompagnement ou la formation au numérique dans les collectivités territoriales</i></p>
Calendrier	1 ^{ère} campagne prévue pour septembre 2021 (Envibus probablement) puis mise en œuvre de l'espace Conseil de Développement.
Indicateurs d'évaluation proposés	



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Fiche Appel à Projet France Relance Cyber

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n°74	Thématique Innovation numérique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (DSIN – Chef de projet : Antoine Chatellier – contact administratif : Cécile COURTIGNON DEBOST)
Maître d'ouvrage	Centrale d'achat UGAP pour l'acquisition de la solution de sécurité type « Bastion » et les prestations d'installation / configuration associées (sécurisation des accès informatiques / numériques)
Description de l'action	<p>La CASA s'est inscrite depuis 2020 dans une stratégie d'augmentation de la sécurité des systèmes d'information au travers d'un audit / bilan de sécurité via un AMO et plusieurs échanges avec l'ANSSI. Le recrutement d'un ingénieur en charge de la sécurité (RSSI) et l'acquisition d'une solution de sécurisation des accès numériques type « Bastion » sont 2 piliers validés par notre direction.</p> <p>En accord avec les chartes informatiques des agents et des externes de la CASA, cela représente 650 employés et environ 30 prestataires dont les accès seront plus surs et tracés horodatés / enregistrement vidéo de chaque session. L'objectif étant</p>

	<p>évidemment de limiter les vulnérabilités des serveurs / données et l'exposition à des virus / crypto ...</p> <p>La solution de bastion Wallix certifiée par l'ANSSI disponible à l'UGAP s'est démarquée pour un budget d'acquisition de 65 000 HT et de 20 000€ HT pour les prestations associées maintenance 3 ans incluse.</p>
Partenaires	<p>Notre AMO en sécurité VTB-Consulting ayant réalisé l'audit de sécurité et en charge de la PSSI (Politique de Sécurité des Systèmes d'Information) ainsi que de l'analyse des risques EBIOS de l'ANSSI.</p> <p>M. Moise MOYAL Délégué à la Sécurité Numérique de la PACA qui nous accompagne dans cette démarche et nous oriente dans le cadre du Plan France Relance Cyber pour nos capacités de subventionnement.</p> <p>L'éditeur WALLIX qui s'engage à mettre à disposition la solution courant dernier trimestre 2021 pour la CASA.</p> <p>Le prestataire SPIE-RDI se rendra disponible pour les prestations d'installation / transferts de compétence à la suite de la mise à disposition des licences par Wallix.</p> <p>La CASA doit remplir avant le 25 Juin le dossier de subvention d'après l'ANSSI afin de pouvoir prétendre à un subventionnement partiel de la solution.</p>
Coût prévisionnel	<p><u>Investissement</u> Achat des licences Wallix : 35 000€ HT</p> <p><u>Fonctionnement</u> Maintenance Wallix 3 ans : 20 000€ HT Formation Wallix administrateurs : 10 000€ HT Prestation installation / intégration : 20 000€ HT</p>

Plan de financement	<p>La CASA mobilise 30% sur le budget de la direction informatique DSIN et répond à un appel à projet « France Relance Cyber » qui devrait financer 70% de la solution.</p> <p>https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/france-relance-appel-a-projets</p>
Calendrier	<p>Planning</p> <p>25 Juin : Réponse à l'appel à projet</p> <p>1^{er} Septembre : envoi du bon de commande à l'UGAP</p> <p>Dernier trimestre : mise en production de la solution de Bastion Wallix</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Nombre de serveurs sécurisés via Bastion, nombre d'accès administrateurs sécurisés via Bastion, nombre d'accès prestataires externes sécurisés par Bastion.</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS

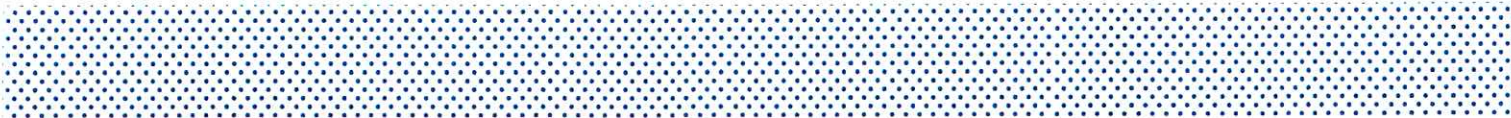
TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DE 5 GROUPES SCOLAIRES

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°75	Thématique Education
Maître d'ouvrage	<p>Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS</p> <p>Responsable légal : Jean LEONETTI</p> <p>Fonction : Maire</p> <p>Responsable technique : Marie-Christine DUVERGER</p> <p>Fonction : Directrice Architecture et Bâtiments</p> <p>Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES CEDEX</p>
Description de l'action	<p>Dans le cadre de la mise en accessibilité des bâtiments communaux et de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP) voté au Conseil Municipal en 2015, il a été décidé de mettre en conformité l'ensemble du patrimoine bâti de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins.</p> <p>Ce projet pluriannuel et d'envergure, nécessite des adaptations techniques spécifiques notamment dans certains établissements scolaires, dont toutes les fonctions ne peuvent être rendues accessibles, sans la mise en place d'un ascenseur.</p>

	<p>L'objet de cette opération est donc de réaliser les travaux d'aménagement d'ascenseurs ou de plateformes élévatrices dans les groupes scolaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ecole Juan Gare, 2 Rue Marcel Paul à Juan-les-Pins, références cadastrales section CP n° 122 ; ▪ Ecole de la Fontonne, 138 Chemin des 4 Chemins à Antibes, références cadastrales section AN n° 204 ; ▪ Ecole Jacques Boissier, 116 Chemin des Basses Bréguières à Antibes, références cadastrales section AN n° 203 ; ▪ Ecole Laval, 28 Avenue du Parc Laval à Antibes, références cadastrales section BI n° 48 ; ▪ Ecole Pont Dulys, 114 Chemin des Liserons à Juan-les-Pins, références cadastrales section CV n° 643. <p>Pour répondre aux besoins d'amélioration de la fonctionnalité et de l'accessibilité des groupes scolaires, les travaux à entreprendre dans chaque école sont décrits ci-après :</p> <p>Ecole Juan Gare Extension en façade Nord – Ouest, côté rue, Création de sanitaires PMR à chaque niveau, Création de deux zones de confinement incendie dans les deux niveaux supérieurs.</p> <p>Ecole la Fontonne Extension de la façade du bâtiment B pour installation d'un ascenseur, Entrée : côté cour - Sortie : côté bâtiment, Création d'une zone confinement incendie (EAS). Création de sanitaires PMR.</p> <p>Ecole Jacques Boissier Extension de la façade Sud-Ouest du bâtiment élémentaire pour installation ascenseur ce qui permettra de desservir certaines classes, le réfectoire et les sanitaires, Déplacement des sanitaires PMR.</p> <p>Ecole Laval Extension de la façade du bâtiment, Création de sanitaires PMR à chaque niveau, Création de deux zones de confinement incendie.</p> <p>Ecole Pont Dulys Extension de la façade du bâtiment, Aménagement de sanitaires PMR à chaque niveau, Création de zones de confinement incendie : 2 zones au niveau 1 Maternelle et Elémentaire et 1 zone au niveau 2.</p>
Partenaires	<p>Les partenaires financiers de la Commune d'Antibes Juan-Les-Pins sont : L'EPCI - CASA, dans le cadre des Fonds de Concours et l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.</p>

Coût prévisionnel	<p>Le coût global prévisionnel de l'opération s'élève à 900 000 € H.T., et se décompose de la manière suivante :</p> <table><tr><td>Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux</td><td>600 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, étude de sol, Pilotage et Coordination, diagnostics, etc.</td><td>180 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Divers : Déplacement de réseaux concessionnaires, publicité, révision de prix</td><td>120 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Total € H.T.</td><td>900 000 € H.T.</td></tr></table> <p>L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.</p>	Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	600 000 € H.T.	Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, étude de sol, Pilotage et Coordination, diagnostics, etc.	180 000 € H.T.	Divers : Déplacement de réseaux concessionnaires, publicité, révision de prix	120 000 € H.T.	Total € H.T.	900 000 € H.T.																				
Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	600 000 € H.T.																												
Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, étude de sol, Pilotage et Coordination, diagnostics, etc.	180 000 € H.T.																												
Divers : Déplacement de réseaux concessionnaires, publicité, révision de prix	120 000 € H.T.																												
Total € H.T.	900 000 € H.T.																												
Plan de financement	<p>PLAN DE FINANCEMENT</p> <table><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montant € H. T.</th><th>Dispositif financier</th></tr><tr><td>EPCI - CASA</td><td>20 %</td><td>180 000</td><td>Fonds de Concours</td></tr><tr><td>REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur</td><td>/</td><td>/</td><td></td></tr><tr><td>DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes</td><td>/</td><td>/</td><td></td></tr><tr><td>ETAT</td><td>40 %</td><td>360 000</td><td>Dotation Soutien à l'Investissement Local</td></tr><tr><td>Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS</td><td>40 %</td><td>360 000</td><td>Autofinancement</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>900 000</td><td></td></tr></table>	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier	EPCI - CASA	20 %	180 000	Fonds de Concours	REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur	/	/		DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes	/	/		ETAT	40 %	360 000	Dotation Soutien à l'Investissement Local	Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS	40 %	360 000	Autofinancement	TOTAL	100 %	900 000	
Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier																										
EPCI - CASA	20 %	180 000	Fonds de Concours																										
REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur	/	/																											
DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes	/	/																											
ETAT	40 %	360 000	Dotation Soutien à l'Investissement Local																										
Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS	40 %	360 000	Autofinancement																										
TOTAL	100 %	900 000																											
Calendrier	<p>CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</p> <p>2021 : Consultation pour le choix d'un Maître d'Œuvre</p> <p>2021 : Réalisation des études</p> <p>2022 : Réalisation des travaux sur les vacances scolaires pour les Groupes Scolaires Laval et Juan Gare</p> <p>2023 : Réalisation des travaux sur les vacances scolaires pour les Groupes Scolaires Fontonne, Boissier et Pont du Lys.</p>																												
Indicateurs d'évaluation proposés	Attestation de conformité en matière d'accessibilité délivrée par un Contrôleur Technique Agréé.																												





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



REHABILITATION ET EXTENSION DE LA BATTERIE DU GRAILLON ET DE L'ESPACE MUSEAL MER ET LITTORAL

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°76	Thématique Enseignement supérieur, recherche innovation, éducation
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Marie-Christine DUVERGER Fonction : Directrice Architecture et Bâtiments Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex
Description de l'action	<p>L'action consiste en la réhabilitation et l'extension du site exceptionnel de la Batterie du Graillon au cœur du Cap d'Antibes en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none">- La valorisation et la préservation des ressources naturelles de la Région,- La Découverte et le partage de la faune et flore des fonds marins au travers, d'expositions, d'animations et d'activités,- L'accueil des différents publics, notamment les scolaires (éducation à l'environnement et sensibilisation pour la protection des ressources locales), etc. <p>Par convention de gestion d'une durée de 30 ans, le site de la Batterie du Graillon a été concédé, en 2014, à la Ville d'Antibes Juan-les-Pins par le</p>

	<p>Conservatoire du Littoral avec l'objectif de développer les activités liées à la découverte du milieu marin et terrestre méditerranéen.</p> <p>Dans ce contexte, la Ville d'Antibes Juan-les-Pins souhaite valoriser ce site exceptionnel et conduire un projet permettant aux visiteurs de découvrir, aux travers d'expositions, d'animations et d'activités, la faune et la flore de nos fonds marins, ainsi que le riche patrimoine naturel de notre région. Sous forme ludique et récréative, il sera proposé une véritable offre écotouristique, une sensibilisation au fonctionnement de l'environnement marin ainsi qu'à sa nécessaire protection et préservation.</p> <p>Le programme de cette opération intègre la réhabilitation du bâtiment principal et de la Tour, ainsi que l'aménagement d'une extension comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une salle d'exposition permanente sur les 4 habitats marins à l'aide d'outils multimédias interactifs de 171 m², • Une salle d'aquariums méditerranéens permettant de découvrir les biotopes de notre littoral située dans le bâtiment principal avec ses locaux techniques de 110 m², • Un espace détente / boutique de l'Espace Muséal « Mer et littoral » de 57 m², • Au rez-de-chaussée de la Tour, d'une plongée virtuelle dans le milieu marin méditerranéen de 59 m², • Au premier étage de la Tour, une salle d'exposition sur l'historique du site et son intégration dans le système défensif du golfe Juan de 64 m², <p>De plus, il est prévu d'aménager sur le sommet de la Tour, des outils de découverte et d'interprétation des paysages.</p> <p>A terme, ces équipements permettront l'ouverture à l'année de l'établissement et le développement d'animations pédagogiques à destination du public scolaire, périscolaire et centres de loisirs.</p> <p>En plus de ces espaces dédiés au public, le projet prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des réserves pour les animations, • Des sanitaires publics, • Une salle de repos pour le personnel, • Un espace bureaux pour le personnel, • Une salle de réunion, • Des sanitaires réservés au personnel, • Des espaces de réserve. <p>Un cheminement piéton sera créé depuis le parking public situé sur le boulevard du Cap jusqu'à l'entrée de l'Espace Muséal Mer et Littoral avec l'objectif de sécuriser cette portion du littoral et désenclaver la Batterie du Graillon.</p>
--	--

	Il s'agit donc de réaliser des travaux de réhabilitation du bâtiment principal avec la création d'une extension de 150 m² et l'aménagement scénographique des espaces muséaux.																																			
Partenaires	Les partenaires financiers de la Commune pour la mise en œuvre de cette action sont : La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis- La Région Provence Alpes Côte d'Azur, Le Département des Alpes-Maritimes, Le Conservatoire du Littoral et La Fondation Marineland. Des demandes de participations financières ont été transmises et une convention a été passée avec le Conservatoire du Littoral.																																			
Coût prévisionnel	Le Coût de l'opération s'élève à 2 640 000 H.T. dont 1 955 000 € H.T. affectés aux travaux. L'ensemble des postes de dépenses correspondent à des dépenses d'Investissement.																																			
Plan de financement	<table><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montants H.T.</th><th>Observations</th></tr><tr><td>EPCI CASA</td><td>24,7 %</td><td>652 000 €</td><td>Fonds de Concours</td></tr><tr><td>REGION</td><td>20 %</td><td>528 000 €</td><td>Plan de relance</td></tr><tr><td>DEPARTEMENT</td><td>20 %</td><td>528 000 €</td><td>Contrat de territoire</td></tr><tr><td>CONSERVATOIRE DU LITTORAL</td><td>Forfait</td><td>190 000 €</td><td>Dotation</td></tr><tr><td>COMMUNE D'ANTIBES JUAN LES PINS</td><td>24,7 %</td><td>652 000 €</td><td></td></tr><tr><td>FONDATION MARINELAND</td><td>Forfait</td><td>90 000 €</td><td>Dotation destinée aux aquariums</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>2 640 000 €</td><td></td></tr></table> <p>Décrire ici les financements mobilisés ou à mobiliser et les éventuels phasages pluriannuels. Préciser le dispositif financier qui sera mobilisé (crédit de droit commun, dotation, contrat avec une collectivité, plan de relance, fonds européens, appel à projet,). Pour les apports non financiers (temps de travail, locaux, les valoriser). Les coûts doivent être en hors taxe.</p>				Partenaires	Taux	Montants H.T.	Observations	EPCI CASA	24,7 %	652 000 €	Fonds de Concours	REGION	20 %	528 000 €	Plan de relance	DEPARTEMENT	20 %	528 000 €	Contrat de territoire	CONSERVATOIRE DU LITTORAL	Forfait	190 000 €	Dotation	COMMUNE D'ANTIBES JUAN LES PINS	24,7 %	652 000 €		FONDATION MARINELAND	Forfait	90 000 €	Dotation destinée aux aquariums	TOTAL	100 %	2 640 000 €	
Partenaires	Taux	Montants H.T.	Observations																																	
EPCI CASA	24,7 %	652 000 €	Fonds de Concours																																	
REGION	20 %	528 000 €	Plan de relance																																	
DEPARTEMENT	20 %	528 000 €	Contrat de territoire																																	
CONSERVATOIRE DU LITTORAL	Forfait	190 000 €	Dotation																																	
COMMUNE D'ANTIBES JUAN LES PINS	24,7 %	652 000 €																																		
FONDATION MARINELAND	Forfait	90 000 €	Dotation destinée aux aquariums																																	
TOTAL	100 %	2 640 000 €																																		
Calendrier	Calendrier prévisionnel <table><tr><th>Actions</th><th>Dates</th></tr><tr><td>Etudes</td><td>2019/2020</td></tr><tr><td>Dépôt de Permis</td><td>Mars 2019</td></tr><tr><td>Appel d'offres</td><td>2020</td></tr></table>				Actions	Dates	Etudes	2019/2020	Dépôt de Permis	Mars 2019	Appel d'offres	2020																								
Actions	Dates																																			
Etudes	2019/2020																																			
Dépôt de Permis	Mars 2019																																			
Appel d'offres	2020																																			

	Travaux	2 ^{ème} trimestre 2021	
	Scénographie	2022	
	Réception des travaux	Fin 2022	
Indicateurs d'évaluation proposés			



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS

SMART CITY ANTIBES : DEVELOPPEMENT D'INITIATIVES A FORT IMPACT POUR LA COMMUNE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°77	Thématique Enseignement supérieur recherche innovation éducation
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Patrick DUVERGER Fonction : Directeur de la LOGISTIQUE Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex
Description de l'action	<p>Le développement de l'e-administration constitue un levier majeur de la modernisation de l'action publique. De ce fait, les collectivités recourent de plus en plus aux technologies et usages numériques : télé-services, open data, systèmes d'information géographique, etc.</p> <p>Résolument tournée vers l'avenir et l'innovation numérique, la Ville d'Antibes s'est engagée dans une transformation digitale pour offrir aux citoyens le maximum des bénéfices d'une Smart City.</p>

	<p>La modélisation numérique en 3D de la Ville rentre pleinement dans cette démarche permettant ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De proposer une nouvelle approche et une nouvelle lecture de l'espace, - De se doter d'un outil de communication et d'aide à la décision pour les projets d'aménagement et d'urbanisme, - De présenter la Ville dans sa situation actuelle et future, - De mettre en valeur son patrimoine touristique et culturel, - De diffuser, dans une vue en 3D, de la donnée 2D traditionnelle issue du SIG (équipements, transports, projets urbains et architecturaux, tourisme...). <p>Ce projet a donc pour objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'améliorer le rendu visuel des monuments culturels et historiques de la Commune dans l'élévation 3D d'Antibes, • D'obtenir des relevés topographiques des sites ainsi que leur évolution dans le temps, • D'apporter des données numériques aux différents services communaux pour des actions futures, • De renforcer les études théoriques avec une approche encadrée sur le terrain. <p>Comme toute Smart City, la Commune d'Antibes souhaiterait compléter son application multiservices de ville citoyenne numérique avec l'acquisition de différents modules comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Module Agenda : il regroupera l'ensemble des manifestations et événements de la Commune avec les différents organisateurs, • Module Patrimoine : il vise à identifier les sites et bâtiments patrimoniaux remarquables de la Ville, • Et module Jeunesse Loisirs : proposant aux jeunes diverses thématiques comme les actus, les loisirs, les orientations professionnelles et contacts etc.
Partenaires	<p>Le partenaire financier de la Commune d'Antibes Juan-les-Pins est l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.</p>
Coût prévisionnel	<p>Le coût de l'opération est estimé à 250 000 € H.T.</p> <p>L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.</p>

Plan de financement	<div>PLAN DE FINANCEMENT</div> <table><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montant € H. T.</th><th>Dispositif financier</th></tr><tr><td>ETAT</td><td>40 %</td><td>100 000</td><td>DSIL</td></tr><tr><td>Commune d'ANTIBES</td><td>60 %</td><td>150 000</td><td>AUTOFINANCEMENT</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>250 000</td><td></td></tr></table>	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier	ETAT	40 %	100 000	DSIL	Commune d'ANTIBES	60 %	150 000	AUTOFINANCEMENT	TOTAL	100 %	250 000	
Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier														
ETAT	40 %	100 000	DSIL														
Commune d'ANTIBES	60 %	150 000	AUTOFINANCEMENT														
TOTAL	100 %	250 000															
Calendrier	<div>CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</div> <div>4^{ème} trimestre 2020 : Développement de la maquette numérique et formations au pilotage de drone</div> <div>2021 : Intégration de nouveaux modules</div>																
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre d'utilisateurs de l'e-administration.																



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



COMMUNE DE CIPIERES : CREATION DE 2 SALLES DE CLASSE ET DE LEURS LOCAUX ANNEXES

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°78	Thématique Enseignement supérieur recherche innovation éducation
Maître d'ouvrage	MAIRIE DE CIPIERES Commune
Maître d'ouvrage	MAIRIE DE CIPIERES Commune
Description de l'action	Projet en cours d'étude : Création de 2 salles de classe et de leurs locaux annexes d'une superficie de 220 m² au total.
Partenaires	Le projet est en cours d'étude. Prochaine étape / action à entreprendre : Demande de financements auprès de : <ul style="list-style-type: none">• Etat (Detr)• Région• CASA
Coût prévisionnel	Travaux : 443 000.00 € Etude faisabilité : 7 000.00 € Mission complète MOE : 44 000.00 € Etude de sol Géotechniques : 7 000.00 € Contrôleur technique : 4 250.00 € CSPS : 4 250.00 € Assurance dommage ouvrage : 5 000.00 € Chauffage salle : 20 000.00 €

	Cout global HT : 534 500.00 €
Plan de financement	Financements : Etat : 50 % 267 250.00 € Région : 10 % 53 540.00 € CASA : 20 %.....106 900.00 € Part communale : 213 800.00 €
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> • Demande de subvention en 2021 • Consultation MOE en 2021 • Lancement de l'appel d'offres courant 2022 • Début des travaux lorsque les financements seront acquis
Indicateurs d'évaluation proposés	



Fiche action « *Rénovation énergétique de l'hébergement du Centre International de Valbonne (CIV) »*

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°2	Fédérer et activer l'écosystème de Sophia Antipolis autour d'une vitrine innovante et attractive
Fiche Action n°79	Thématique Enseignement supérieur recherche innovation éducation
Maître d'ouvrage	Centre International de Valbonne Etablissement Public Administratif (EPA)
Description de l'action	<p><u>Contexte et historique :</u></p> <p>Le Centre International de Valbonne, ex-fondation scolaire et culturelle à vocation internationale, a été créée en 1978 au sein de la technopole de Sophia Antipolis sur la commune de Valbonne. Ce centre dispense un enseignement scolaire de premier et second cycle (1900 élèves) ainsi qu'à des classes préparatoires aux grandes écoles (420 étudiants) pour des élèves de multiples nationalités.</p> <p>Le CIV est un acteur clé de l'attractivité du site de Sophia Antipolis, accueillant les enfants des cadres supérieurs étrangers de la technopole, leur garantissant une continuité d'enseignement international de grande qualité dispensé dans les EPLE associés.</p> <p>Par ailleurs, la demande croissante de logements pour les étudiants et chercheurs de la technopole, notamment en ce qui concerne les talents internationaux, serait en partie couvert par la remise en état des bâtiments et équipements encore sous-utilisés du CIV.</p>

A ce jour, les élèves et étudiants de provenance éloignée logent sur place dans huit bâtiments répartis sur le site, représentant près de 800 chambres et 1000 lits. Cet hébergement accueille également des étudiants des structures universitaires implantées sur Sophia Antipolis (notamment Polytech'Nice et à terme opportunité d'héberger les étudiants de Mines Paristech suite à l'extension de leur site – projet MPAS III) et des chercheurs étrangers (notamment de l'Inria Sophia Antipolis Méditerranée).

La vétusté des bâtiments et les caractéristiques énergétiques des ouvrages et des équipements, datant de 1978, se traduisent par des coûts d'exploitation et de maintenance curative exorbitants en constante augmentation. En effet, le site consomme actuellement 1.340 MWh d'électricité et 6.340 MWh de gaz par an. Il en résulte une diminution inquiétante de l'occupation et un risque élevé de perte d'attractivité du site. Ainsi l'hébergement des élèves et des étudiants est compromis à court terme, si la rénovation complète des bâtiments n'est pas menée rapidement.

Cet ensemble immobilier d'une surface de bâti d'environ 37.100.m2, est mis à disposition par l'Etat au CIV s'est dégradé avec le temps et n'a jamais été mis à niveau.

A noter cependant la rénovation d'un des bâtiments d'hébergement en 2012-14 : le bâtiment « Fénrière » pour une somme totale de 7,4 M€ ttc.

Le projet de rénovation énergétique de l'hébergement du CIV

Le projet vise la rénovation des chambres et des pavillons d'hébergement mis à disposition des élèves des classes préparatoires aux grandes écoles et aux étudiants des écoles de la technopole de Sophia.

L'objectif est la mise au norme et l'amélioration à la fois des conditions d'accueil, d'hébergement et de la capacité d'hébergement des pavillons construits en 1978.

La rénovation de cet ensemble pour un « investissement énergie » estimé de 21.465.600 € TTC permettrait notamment :

- des économies de consommation (énergies et eau) et de maintenance avec notamment plus de 50% d'économie d'énergie (économie estimée à 4.750.000 kWh/an) et ainsi une réduction potentielle de 50% du coût d'exploitation par an (ramené à 0,5 M€ TTC/an entre autoconsommation et revente).
- la mise aux standards actuels de cet hébergement scolaire et universitaire, notamment pour la sécurité et les services numériques (accès à Internet).

Ces performances seraient réalisées en particulier à travers les travaux et aménagements suivants :

	<ul style="list-style-type: none"> - Optimisation énergétique à travers l'utilisation de matériaux biosourcés ou recyclés pour améliorer l'isolation des bâtiments, réfection des chaufferies et des installations de distribution - Production photovoltaïque d'électricité grâce aux surfaces de toitures en terrasse importantes sur tous les pavillons et production solaire thermique (eau chaude). - Gestion Technique Centralisée et supervision pour la régulation et le pilotage des chaufferies et des éclairages communs <p>Les conditions de ce projet sont favorables, les travaux et la réalisation seront facilités par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas d'autorisations d'urbanisme longues et travaux de second-œuvre - L'implantation spatiale et l'indépendance des bâtiments permet de mener simultanément deux chantiers sans conflit (division de la durée de chantier par deux) - le pourcentage élevé d'inoccupation actuelle des chambres (réhabilitation par opérations-tiroirs) <p>Estimatif du nombre d'étudiants/chercheurs bénéficiaires à terme : 1 000 personnes.</p>
Partenaires	<p>Les écoles implantées sur la technopole sont toutes potentiellement intéressées par l'existence d'une structure d'hébergement réhabilitée offrant des conditions de confort en adéquation avec les attentes du public d'aujourd'hui. Avec l'amélioration attendue des conditions d'hébergement une action de communication est à mener à destination de toutes ces structures accueillant des jeunes étudiants rencontrant parfois des difficultés en matière d'hébergement.</p> <p>Les structures partenaires sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inria (partenariat en cours pour des chercheurs déjà hébergés) - Polytech Nice (partenariat en cours pour des étudiants déjà hébergés) - ATMAN (partenariat en cours pour hébergement des étudiants) - CROUS (partenariat en cours pour hébergement des étudiants) - UCA (partenariat en cours pour accueil enfants de chercheurs étrangers) - ADEME (appui opérationnel pour montage du dossier) - CNRS (à contacter pour accueil des chercheurs) - Mines Paristech (à contacter concernant l'accueil de nouveaux étudiants dans le cadre de leur extension de campus)
Coût prévisionnel	<p>Le tableau ci-dessous détaille les coûts de l'opération toutes dépenses confondues dans le cadre de la réalisation d'une étude de faisabilité. Les</p>

dépenses prévues sont des dépenses d'investissement et dans leur majorité pour la réalisation de travaux.

Coûts € HT	Comptages et pilotage	Part énergie	Travaux embarqués	Standards actuels d'hébergement	TOTAL HT
Coût prévisionnel travaux	800 000.€	13 975 000 €	1 750 000 €	6 808 333 €	23 333 333 €
Coût de la maîtrise d'œuvre	80 000.€	1.397.500.€	175.000.€	680 833 €	2.333.333.€
Coût des AMO	40.000.€	698 750.€	87 500 €	340 416.€	1.166.666.€
Aléas	80 000.€	1.397.500.€	175.000	680.833 €	2.033 333.€
Révisions de prix	23 333.€	419 250.€	52 500.€	204 250.€	709 333.€
Coût TOTAL d'investissement TDC et TTC	1.024.000.€	17.888.000	2.240.000.€	8.714.666.€	29 866 666.€
<i>Charges économisées par an</i>					500.000.€
<i>Revenus supplémentaires générés par an</i>					1.000.000.€
<i>Temps de retour sur investissement</i>					24 ans.

Dépenses d'investissement en HT.

Plan de financement

Des courriers ont été adressés au Conseil Régional et au Conseil départemental. Des discussions sont actuellement menées afin d'obtenir de ces collectivités locales (CASA notamment, Ville de Valbonne...) des subventions d'investissement.

Depuis 2016 le montant des investissements financés sur fonds propres est de 2 180 869 €.

Sur l'exercice 2021 la prévision d'autofinancement sur fonds propres est de 600 000 € et sur l'exercice 2022 cette prévision est de 500 000 €.

A noter :

	<ul style="list-style-type: none">- Le CIV finance sur fonds propres une masse salariale de 1.5 M € par an.- L'Etat met à disposition du CIV des personnels administratifs et techniques.- Les locaux sont mis à la disposition du CIV gracieusement charge au CIV d'en assurer l'exploitation et la maintenance.																																
Calendrier	<table><tr><th></th><th>Fait/non fait</th><th>Date de lancement</th><th>Date de finalisation</th></tr><tr><td>Etudes faisabilité</td><td>fait</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Etudes de programmation</td><td>fait</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Conception</td><td></td><td>11/2020</td><td>05/2021</td></tr><tr><td>Consultation des entreprises</td><td></td><td>05/2021</td><td>06/2021</td></tr><tr><td>Travaux</td><td></td><td>09/2021</td><td>12/2022</td></tr><tr><td>Réception</td><td></td><td></td><td>12/2022</td></tr><tr><td>Exploitation</td><td colspan="3">L'exploitation se poursuit. Les travaux sont faits en site occupé par opérations-tiroirs</td></tr></table> <p>Note : le CIV est soumis au code des marchés publics. Il bénéficie de la plateforme des marchés de l'Etat.</p>		Fait/non fait	Date de lancement	Date de finalisation	Etudes faisabilité	fait			Etudes de programmation	fait			Conception		11/2020	05/2021	Consultation des entreprises		05/2021	06/2021	Travaux		09/2021	12/2022	Réception			12/2022	Exploitation	L'exploitation se poursuit. Les travaux sont faits en site occupé par opérations-tiroirs		
	Fait/non fait	Date de lancement	Date de finalisation																														
Etudes faisabilité	fait																																
Etudes de programmation	fait																																
Conception		11/2020	05/2021																														
Consultation des entreprises		05/2021	06/2021																														
Travaux		09/2021	12/2022																														
Réception			12/2022																														
Exploitation	L'exploitation se poursuit. Les travaux sont faits en site occupé par opérations-tiroirs																																
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Les indicateurs d'évaluation de l'avancement et la réalisation du projet :</p> <ul style="list-style-type: none">- nombre de chambres rénovées- nombre d'étudiants/chercheurs hébergés et taux d'exploitation et d'occupation (objectif 95% de taux d'occupation)- évolution du coût d'exploitation du site- évolution de la consommation énergétique du site- niveau de production photovoltaïque et pourcentage d'autoconsommation- pourcentage d'utilisation de matériaux biosourcés et recyclés																																



Fiche action « MIPAS III »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°2	Fédérer et activer l'écosystème de Sophia Antipolis autour d'une vitrine innovante et attractive
Fiche Action n°80	Thématique Enseignement supérieur recherche innovation éducation
Maître d'ouvrage	École des Mines de Paris (site de Sophia Antipolis) Ecole d'ingénieurs
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p><u>Présentation et objectif :</u></p> <p>Objectif : Développement de l'activité de formation de l'École des Mines de Paris sur son site de Sophia Antipolis.</p> <p>Cette extension d'activité passe par deux pôles d'activité actuellement envisagés :</p> <ul style="list-style-type: none">- le passage d'une partie de la promotion des Ingénieurs Civils sur le site, via des trimestres et semestres de Recherche et d'Ingénierie- l'ouverture de diplômes spécifiques en lien avec les activités phares de la technopole et nos partenaires (Eurecom, Skema, UCA...) <p>Ce seront à terme 200 étudiants sur le campus, dont jusqu'à un tiers d'ingénieurs civils, et une proportion à fixer d'ingénieurs de spécialité (15 à 20 étudiants par promo) sur recrutement international et une formation d'ingénieurs spécialisés dans le domaine de l'Énergie et en</p>

	<p>adéquation avec les besoins des Industriels en Région Sud (15 à 20 étudiants par promo).</p> <p>Ce développement ne peut se faire qu'avec une adaptation du parc immobilier actuel de l'Ecole des Mines-ParisTech sur le site de Sophia Antipolis, à savoir la construction d'un bâtiment pour 1800 m2 de surface de plancher comprenant salles de cours, amphis et salles d'activité de formation aux sciences de l'ingénieur (Fablabs et salles de Recherche).</p> <p>Le montant global tel qu'évalué aujourd'hui serait de 6 ME, pour un programme de mise en oeuvre sur six années. Le cycle ingénieurs civils va commencer sur les structures actuelles dès 2020, puis montée en puissance sur les années suivantes, avec une croissance de quinze élèves par an et par formation. Les formations démarreront en accueil extérieur si nécessaire (campus SophiaTech d'Université Côte d'Azur), en parallèle avec le démarrage des travaux sur le site.</p> <p><u>Impact attendu du projet :</u></p> <p>L'impact vis à vis de la Région et des partenaires locaux sera triple:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une toute nouvelle interaction du cycle de formation des Ingénieurs Civils Mines-ParisTech avec la technopole et son campus : possibilité pour les acteurs de la technopole d'accéder au vivier des ingénieurs élèves au cours de leur formation. - Un rayonnement international accru pour la technopole avec la perspective de démarrer une formation d'ingénieurs de haut niveau et en recrutement international en lien avec le 3IA Côte d'Azur - Un atout de la Région enfin valorisé vis à vis de ses industriels souffrant d'une pénurie avérée de formations adaptées sur les métiers de l'Énergie <p><u>Phasage en lien avec le projet</u></p> <p>La construction de bâtiments à vocation scientifique implique la co-construction avec des partenaires industriels de plateformes expérimentales ouvertes à la formation des étudiants pour valoriser des savoir-faire originaux de l'école en matière de formation de ses ingénieurs (ex : plateforme hydrogène pour le développement de piles à combustible)</p>
--	--

	<p>En même temps, notre projet se déroule en phase avec la technopole et les établissements voisins pour le développement de vie étudiante de site, sur la base du développement d'un campus connecté. En propre sur notre site ce développement comprend des aspects pédagogiques spécifiques, avec un learning center, des open-spaces pour les étudiants.</p> <p>Le projet comprend également un volet campus durable. C'est déjà une labellisation dont le site bénéficie actuellement, mais les efforts dans ce sens seront poursuivis en intégrant dans les travaux préparatoires la préoccupation de la responsabilité environnementale (artificialisation des sols vs. Respect des écosystèmes), de la mobilité durable et de l'efficacité énergétique – laquelle est par ailleurs l'un des fers de lance de l'activité de recherche de ce site.</p> <p>Les aspects ADAP, sécurité via la sécurisation du campus seront également partie intégrante du projet.</p> <p><u>Maîtrise d'ouvrage :</u></p> <p>Sur cette opération immobilière, l'école des Mines ParisTech souhaite être accompagnée par une maîtrise d'ouvrage déléguée (par l'un des acteurs du co-financement du projet). Une fois le mandataire identifié, il devra affecter un conducteur d'opérations immobilières.</p> <p>Pour être dans la bonne temporalité du planning prévisionnel, il faudrait que cette mise en place puisse être effective courant 2021 afin que le conducteur d'opérations immobilières affecté travaille sur l'expression des besoins auprès de utilisateurs en vue de préparer les consultations pour l'AMO Programmiste et si nécessaire les premières études préalables.</p> <table><tr><th colspan="2">Appréciation des surfaces</th><th>neuf</th><th>réhabilité</th><th>démoli</th><th>libéré</th></tr><tr><td>SU</td><td>m²</td><td>1500</td><td>0</td><td>0</td><td>0</td></tr><tr><td>SDP</td><td>m²</td><td>1800</td><td>0</td><td>0</td><td>0</td></tr></table>	Appréciation des surfaces		neuf	réhabilité	démoli	libéré	SU	m²	1500	0	0	0	SDP	m²	1800	0	0	0
Appréciation des surfaces		neuf	réhabilité	démoli	libéré														
SU	m²	1500	0	0	0														
SDP	m²	1800	0	0	0														
Partenaires	<p>Les partenaires du projet sont ceux impliqués dans la phase préparatoire au travers de l'atelier de co-design stratégique organisé en 2020 par MINES-ParisTech sur son projet à Sophia : UCA, incluant PolyTech, EURECOM, et SKEMA.</p>																		

	<p>Ces partenaires ont participé à cet atelier et exprimé leurs volontés respectives de participer aux futures formations du cycle Ingénieurs Civils. Ces perspectives de participation à la formation des ingénieurs des Mines sont également examinées dans le cadre du 3IA Côte d'Azur.</p> <p>À noter que les collaborations ont déjà débuté, eu travers de l'intervention de plusieurs équipes dans le cadre des Modules de Recherche 2020. Les prochaines étapes consistent pour les groupes de discussion en place à définir les expériences pédagogiques innovantes d'une part, et à inventorier les partages de compétences croisés en matière d'enseignements.</p> <p>L'ensemble de ces discussions déjà en cours est coordonné par MINES ParisTech.</p>																								
Coût prévisionnel	<p>Tableau cout prévisionnel de l'opération en Euros (€) H.T (Hors Taxes)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Décomposition des postes de dépenses</th><th>Cout Euros (€) Hors Taxes</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Frais préliminaires – Etudes dont programmiste – géomètres – sondages</td><td>120000</td></tr> <tr> <td>Concours et publication</td><td>50000</td></tr> <tr> <td>Maitrise d'œuvre/ Pilotage chantier/</td><td>585000</td></tr> <tr> <td>Contrôle technique</td><td>90000</td></tr> <tr> <td>Coordonnateur SPS</td><td>70000</td></tr> <tr> <td>Assurance</td><td>60000</td></tr> <tr> <td>Travaux</td><td>4 275000</td></tr> <tr> <td>Equipements</td><td>345000</td></tr> <tr> <td>Provisions aléas et divers</td><td>225000</td></tr> <tr> <td>Révisions de prix</td><td>180000</td></tr> <tr> <td>TOTAL en Euros (€) H.T (Hors Taxes)</td><td>6 000000</td></tr> </tbody> </table>	Décomposition des postes de dépenses	Cout Euros (€) Hors Taxes	Frais préliminaires – Etudes dont programmiste – géomètres – sondages	120000	Concours et publication	50000	Maitrise d'œuvre/ Pilotage chantier/	585000	Contrôle technique	90000	Coordonnateur SPS	70000	Assurance	60000	Travaux	4 275000	Equipements	345000	Provisions aléas et divers	225000	Révisions de prix	180000	TOTAL en Euros (€) H.T (Hors Taxes)	6 000000
Décomposition des postes de dépenses	Cout Euros (€) Hors Taxes																								
Frais préliminaires – Etudes dont programmiste – géomètres – sondages	120000																								
Concours et publication	50000																								
Maitrise d'œuvre/ Pilotage chantier/	585000																								
Contrôle technique	90000																								
Coordonnateur SPS	70000																								
Assurance	60000																								
Travaux	4 275000																								
Equipements	345000																								
Provisions aléas et divers	225000																								
Révisions de prix	180000																								
TOTAL en Euros (€) H.T (Hors Taxes)	6 000000																								
Plan de financement	<p>Le plan de financement prévisionnel est détaillé dans le tableau ci-dessous (NB les chiffres sont en HT) :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Financements</th><th>Montants</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Etat</td><td></td></tr> </tbody> </table>	Financements	Montants	Etat																					
Financements	Montants																								
Etat																									

	<table><tr><td>Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur</td><td>0,5 ME</td></tr><tr><td>Département</td><td>0</td></tr><tr><td>Collectivités locales</td><td>2,5M€*</td></tr><tr><td>Fonds propres</td><td>3,0 ME</td></tr><tr><td>Autres</td><td>0</td></tr><tr><td>Total</td><td>6 ME</td></tr></table> <p>* : sur dévolution patrimoniale</p> <ul style="list-style-type: none">- Les fonds propres correspondent à la part État, en dotation de l'École par sa tutelle- Le financement Région est au titre du CPER- Le financement des collectivités locales est prévu au titre d'une dévolution patrimoniale de l'École vers les collectivités (CASA) <p>Le plan de financement n'intègre pas les coûts internes de mobilisation des équipes et d'utilisation des locaux durant les phases préparatoires et de travaux.</p>	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	0,5 ME	Département	0	Collectivités locales	2,5M€*	Fonds propres	3,0 ME	Autres	0	Total	6 ME																				
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	0,5 ME																																
Département	0																																
Collectivités locales	2,5M€*																																
Fonds propres	3,0 ME																																
Autres	0																																
Total	6 ME																																
Calendrier	<p>Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'action se déroulera sur une période de 6 ans détaillée dans le tableau ci-dessous :</p> <p>Le lancement des travaux est prévu au 1er juin 2024, pour un achèvement au 31 décembre 2026.</p> <table><tr><th>Intitulé de l'opération</th><th>2021</th><th>2022</th><th>2023</th><th>2024</th><th>2025</th><th>2026</th><th>2027</th></tr><tr><td>Programmation</td><td>X</td><td>X</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>MOE</td><td></td><td></td><td>X</td><td>X</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Marché Travaux</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>X</td><td>X</td><td>X</td></tr></table> <p>Ce planning prévisionnel est conditionné par l'identification d'un mandataire avec l'affectation d'un conducteur d'opérations immobilières dès la fin de l'année 2021.</p> <p>Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :</p> <p>Voir en annexe 1 : Ce tableau comprend les différentes phases de l'opération et le nombre de mois prévisionnels.</p>	Intitulé de l'opération	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Programmation	X	X						MOE			X	X				Marché Travaux					X	X	X
Intitulé de l'opération	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027																										
Programmation	X	X																															
MOE			X	X																													
Marché Travaux					X	X	X																										
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none">- évolution du nombre d'étudiants accueillis chaque année par spécialité dont le pourcentage d'étudiants internationaux																																

	<ul style="list-style-type: none"> - nombre, typologie et thématiques de nouveaux partenariats signés avec les acteurs académiques, de la recherche et économiques du territoire - nombre, typologie et thématiques de recherche des nouveaux projets développés en collaboration avec les acteurs économiques, académiques et de la recherche du territoire <p>Ces indicateurs s'ajoutent aux indicateurs de l'école, reposant sur l'analyse des partenariats industriels en accompagnement des formations et les enquêtes de retour auprès des anciens élèves.</p>
--	--



SOPHIA ANTIPLIS / LUNDBECK-ELAIAPHARM Modernisation du process de production produits injectables et augmentation de capacité

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°2	Fédérer et activer l'écosystème de Sophia Antipolis autour d'une vitrine totem innovante et attractive
Fiche Action n°81	Thématique Santé
Maître d'ouvrage	LUNDBECK ELAIAPHARM Entreprise
Description de l'action	<p>Pour résumer le projet, l'entreprise LUNDBECK-ELAIAPHARM, groupe pharmaceutique danois, installé sur Sophia Antipolis depuis 2009 avec l'acquisition d'ELAIAPHARM, étudie actuellement un investissement estimé de 5,4 millions d'euros pour rénover son activité de production de produits injectables dont les process et équipements principaux ont plus de 30 ans (historiquement le site actuel appartenait au groupe WELCOME en 1986, puis GLAXO SMITH KLINE) .</p> <p>LUNDBECK-ELAIAPHARM Sophia compte plus de 200 salariés à date. Bâtiment industriel de 19.000 m²</p>

LUNDBECK-ELAIAPHARM veut saisir l'opportunité d'investir pour développer les projets en partenariat avec un de ses clients actuels Seppic pour un traitement dédié à la Covid-19.

Ce projet représente un potentiel estimé à 4 millions de flacons ce produit, sur un total de capacité créée de 6 millions de flacons, pour un investissement total de 5,4 millions d'€.

Ce projet intègre donc un programme de support au développement des traitements Covid-19, mais aussi bien plus largement dans une intention d'augmentation de la capacité à développer des produits et les produire localement, de développer l'expertise pharmaceutique en France, et de maintenir et augmenter l'emploi et les investissements associés.

Importants besoins du marché Pharma en termes de capacités stériles/injectables : nouvelles molécules administrées par injection. D'autant plus vrai depuis la crise sanitaire Covid.

Nombreux starts up, mais également grandes sociétés, cherchent des partenaires pour développer leur produit Phase I

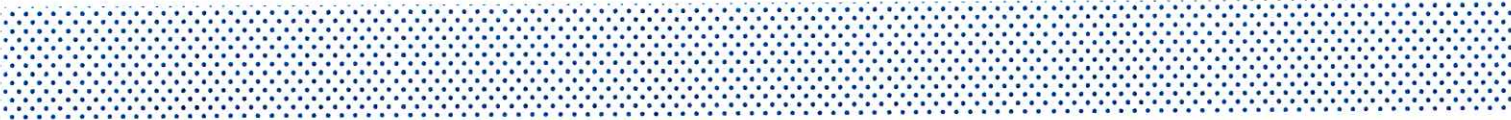
II III : capacités de développement, petites séries, réactivité, expertise, rapidité.

Capacités à répondre aux besoins spécifiques des maladies orphelines.

Capacité totale portée à 6 Mi de flacons

	<p>80% des clients externes au groupe danois sont français.</p> <p>L'investissement objet de cette requête entraînera quoiqu'il en soit le recrutement d'une quinzaine de nouveaux postes sur les 4 prochaines années ;</p> <p>Une rencontre avec le Ministre Franck Riester le 15 Janvier 2021 sur le Parc de Sophia Antipolis, a permis de prendre contact et de présenter nos projets de développement à Mr Brand-Gazeau, Conseiller Attractivité du Ministre, le 29 Janvier 2021. A l'issue de cet entretien très constructif, Mr Brand-Gazeau s'est engagé à faire suivre notre projet à son équipe pour une nouvelle prise de contact et une étude plus précise des opportunités d'aides au financement qui pourraient nous être offertes. Madame Géraldine Filippi, Directrice Interrégionale région Sud et Corse chez Business France a été citée par Mr Brand Gazeau comme prochaine interlocutrice, pour suivre notre dossier et reprendre contact avec nous.</p>
Partenaires	Fonds privés de l'entreprise LUNDBECK, en recherche de compléments publics.
Coût prévisionnel	<p>Le coût du projet global est estimé à ce jour à 5,4 millions d'euros, sur la base des études préliminaires réalisées.</p> <p>Le projet de LUNDBECK ELAIAPHARM a été sélectionné par la BPI en short liste du programme AAP Capacity Building-Covid-19</p>

	pour être présenté au comité interministériel de pilotage, mais n'a pas été retenu lors de la décision finale.
Plan de financement	L'objectif de la démarche et de solliciter les subventions pertinentes pour renforcer le retour sur investissement et convaincre le groupe danois LUNDBECK ELAIAPHARM de l'intérêt de cet investissement sur le site français de Valbonne (06) afin d'augmenter la capacité de production de ce site local, d'y exécuter les investissements et recrutements associés
Calendrier	Premiers investissements au budget 2021, et finalisation du projet au premier trimestre 2023. Etudes préliminaires avec l'aide d'une Ingénierie dédiée à l'industrie pharmaceutique. Les cahiers des charges pour l'achat des premiers équipements sont déjà prêts pour le lancement des consultations.
Retombées socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Triplement du chiffre d'affaires de l'activité stérile • Potentielle création d'une quinzaine de nouveaux postes (cadres, techniciens et opérateurs) • Pérennisation de l'emploi et de la compétence locale dans un domaine technologique avancé, innovant, et en constante expansion • Maintien de l'outil industriel sur le territoire • Engagement à destiner les productions aux marchés français et européens à des conditions de marché équitables, à des tiers dans l'espace économique européen. • Atténuation du risque de rupture de certains produits, en production et en développement
Indicateurs d'évaluation proposés	• Typologie des investissements réalisés



	<ul style="list-style-type: none">• Nombre d’emplois créés• Eléments sur la souveraineté économique de fabrication de médicaments sur le territoire français
--	---



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



DEVELOPPEMENT

D'UNE MEDIATHEQUE ITINERANTE

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°82	Thématique Culture
Maître d'ouvrage	CASA/ Direction de la lecture publique Communauté d'agglomération
Description de l'action	<p>La CASA ambitionne de rendre accessibles ses services de lecture publique à l'ensemble du territoire de l'agglomération (24 communes, 483 km²) grâce à la tournée cyclique d'un Médiabus tous publics desservant prioritairement les principaux lieux d'animation des communes des Haut et Moyen Pays ainsi que le quartier prioritaire de Vallauris et subsidiairement, lors de manifestations et évènements.</p> <p>Une médiathèque en kit de 100 m² de type Ideas Box est déployée sur les places centrales des villages ou sur les marchés permettant de lire, se connecter, apprendre, s'informer, jouer, créer. Véritable service de lecture publique nomade, le dispositif prévoit également en soirée un ciné-club en plein air ou un spectacle, avec rencontre et débat.</p>

Partenaires	<p>Les communes de la CASA volontaires accueillent le dispositif : 7 communes identifiées à ce jour.</p> <p>La CASA gère la logistique et anime le dispositif.</p> <p>Une session de formation des médiathécaires a eu lieu en 2020. Une session est prévue en 2021.</p> <p>Bibliothèques sans Frontières accompagne le projet.</p> <p>Une Ideas Box acquise en 2020. Un véhicule utilitaire en cours d'acquisition année 2021.</p> <p>Lancement prévisionnel été 2021.</p>						
Coût prévisionnel	<p>Investissement :</p> <p>Acquisition d'une Ideas Box et de ses contenus (documents, jeux, matériel informatique)</p> <p>Acquisition d'un véhicule utilitaire</p> <p>Coût du projet :</p> <table> <tr> <td>Ideas Box</td><td>98 700.00 €</td></tr> <tr> <td>Véhicule</td><td>28 036.50 €</td></tr> <tr> <td>TOTAL</td><td>126 736.50 €</td></tr> </table>	Ideas Box	98 700.00 €	Véhicule	28 036.50 €	TOTAL	126 736.50 €
Ideas Box	98 700.00 €						
Véhicule	28 036.50 €						
TOTAL	126 736.50 €						
Plan de financement	<p>Contrat Territoire Lecture :</p> <p>(2020-2022) 54 000 € affectés au projet</p>						
Calendrier	<p>2020 :</p> <p>Acquisition Ideas Box</p> <p>Cadrage du projet</p> <p>1^{ère} session de formation médiateurs</p> <p>2021 :</p> <p>Acquisition véhicule utilitaire</p> <p>Comité de pilotage</p> <p>2^{ème} session de formation médiateurs</p> <p>Premiers déploiements du dispositif</p> <p>2022 – 2027</p> <p>Planning annuel d'interventions</p>						
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Fréquentation :</p> <p>Nombre d'interventions</p> <p>Nombre d'usagers accueillis</p>						



	Nombre d'ateliers réalisés Nombre d'actions culturelles réalisées Enquête de satisfaction
--	---



Fiche action/projet

INCLUSION NUMERIQUE DANS LES MEDIATHEQUES

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°83	Thématique Culture
Maître d'ouvrage	CASA/ Direction de la lecture publique Communauté d'agglomération
Description de l'action	<p>La CASA accompagne la population dans la maîtrise des outils numériques et favorise l'inclusion numérique de la population en renforçant la médiation des médiathèques autour des outils numériques, en facilitant l'accès aux ressources institutionnelles et documentaires en ligne et en suscitant la création numérique.</p> <p>La CASA a en particulier pour ambition de favoriser l'accès à la connaissance pour les jeunes publics et leur permettre d'accéder à une bonne maîtrise de l'information, garante d'une citoyenneté éclairée.</p> <p>Afin de répondre à ces objectifs, sont prévus :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'ouverture d'un Fab Lab, proposant un espace de type laboratoire au sein de la médiathèque Albert Camus d'Antibes (4 000m², 205 000 entrées annuelles) offrant la possibilité de découvrir et manipuler des outils de fabrication numérique (imprimante 3D, scanner 3D, découpeuse laser, machine à

	<p>coudre...) et de réaliser divers projets de fabrication.</p> <ul style="list-style-type: none"> la transformation de la médiathèque des Semboules (250 m², 30 000 entrées annuelles) en un centre de ressources numériques à destination de la jeunesse, à la fois lieu de loisirs, de découverte, d'information et de formation. Le centre de ressource doit en particulier accompagner les jeunes dans leurs démarches pédagogiques et d'insertion professionnelle, avec la mise à disposition d'outils numériques ou la médiation.
Partenaires	<p>Ecoles, collèges, lycées</p> <p>Associations</p>
Coût prévisionnel	<p>Budget prévisionnel : 100 000€</p> <p>Aménagement FAB LAB : 25 000€,</p> <p>Aménagement Centre de ressources numériques : 75 000€</p>
Plan de financement	<p>Subvention Dotation Générale de Décentralisation, Concours particulier réservé aux bibliothèques</p>
Calendrier	<p>2022-2023: Ouverture du Fab LAB</p> <p>2023-2024 : Ouverture du centre de ressources numérique jeunesse des Semboules</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Nombre d'utilisateurs accueillis</p> <p>Nombre de groupes accueillis</p> <p>Nombre d'ateliers organisés</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS


**ARCHIVES MUNICIPALES D'ANTIBES JUAN-LES-PINS
TRAITEMENT DE L'HYGROMETRIE**

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°84	Thématique Culture
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Marie-Christine DUVERGER Fonction : Directrice Architecture et Bâtiments Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES CEDEX
Description de l'action	<p>Les Archives Municipales de la Commune d'Antibes Juan-Les-Pins, situées 12 rue Andréosy, ont été aménagées dans un bâtiment ancien, ayant fait l'objet de travaux importants en 2006 afin d'y installer l'ensemble des archives de la ville.</p> <p>Lors de la réalisation des travaux, il n'a pas été intégré de traitement de l'hygrométrie pour les locaux d'archivage, mais seulement un système de climatisation, de traitement d'air et de ventilation performant.</p> <p>Cependant, après plusieurs années d'exploitation, il s'avère que ce système est insuffisant pour permettre la bonne conservation des documents. Il convient donc de stabiliser la température sur toute l'année, et de réguler l'hygrométrie des salles de stockage pour une bonne</p>

	<p>préservation du patrimoine archivé (papier et support photos argentiques principalement) dans ces locaux.</p> <p>Des mesures de températures et d'hygrométries ont été relevées sur site montrant d'une part une stabilité, anciennement acceptable, de la température dans certains magasins d'archives au rez-de-chaussée et d'autre part des fluctuations très importantes de l'hygrométrie (de 30 à 80 % d'HR).</p> <p>Dans ce contexte, des aménagements sont projetés afin de supprimer toute cause pouvant altérer les archives et limiter au mieux l'effet du temps sur les documents conservés. Les solutions mises en œuvre prendront ainsi en compte l'environnement, à savoir la luminosité, l'hygrométrie ou la température pour assurer une qualité de conservation optimale des archives.</p> <p>Le projet consiste</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part, à compléter les équipements techniques existants afin d'assurer un traitement d'air conforme aux recommandations des Archives de France : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Température : 16 à 23° avec variation maxi de 2 degrés par semaine et 1 degré par jour ; ▪ Humidité : 40 à 55 % avec % de variation par jour ; - d'autre part, à améliorer le bâti existant, en particulier l'isolation des salles d'archivage situées au rez-de-chaussée et à l'étage, et traiter les remontées capillaires constatées au niveau de l'accueil public et du bureau du rez-de-chaussée. <p>Les études et les travaux intègrent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Installation de sondes de températures et hygrométries dans les différents magasins d'archives avec enregistrement pour un contrôle permanent de ces paramètres, ▪ Adaptation de la centrale incendie (les CCF sont avec déclenchement par bobines) pour tenir-compte des modifications des réseaux de gaines, ▪ Etude acoustique avant et après travaux, en prenant en considération l'emplacement de la terrasse du bâtiment dans la vieille ville, entourée d'appartements, ▪ Contrôle de l'étanchéité de la terrasse et vérification de la charge admissible de la terrasse, ▪ Brassage d'air suffisant dans les réserves, afin d'obtenir une bonne homogénéité au niveau de la température et de l'hygrométrie.
Partenaires	Les partenaires financiers de la Commune d'Antibes Juan-les-Pins sont :

	L'EPCI - CASA, dans le cadre des Fonds de Concours, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le Département des Alpes-Maritimes, et enfin l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.																												
Coût prévisionnel	<p>Le coût global prévisionnel de l'opération s'élève à 570 000 € H.T., et se décompose de la manière suivante :</p> <table><tr><td>Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux</td><td>450 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, diagnostic, etc.</td><td>120 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Total € H.T.</td><td>570 000 € H.T.</td></tr></table> <p>L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.</p>	Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	450 000 € H.T.	Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, diagnostic, etc.	120 000 € H.T.	Total € H.T.	570 000 € H.T.																						
Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	450 000 € H.T.																												
Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, diagnostic, etc.	120 000 € H.T.																												
Total € H.T.	570 000 € H.T.																												
Plan de financement	<p>PLAN DE FINANCEMENT</p> <table><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montant € H. T.</th><th>Dispositif financier</th></tr><tr><td>EPCI – CASA</td><td>20 %</td><td>114 000</td><td>Fonds de Concours</td></tr><tr><td>DRAC Ministère de la Culture</td><td>10 %</td><td>57 000</td><td></td></tr><tr><td>DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes</td><td>10 %</td><td>57 000</td><td></td></tr><tr><td>ETAT</td><td>40 %</td><td>228 000</td><td>Dotation Soutien à l'Investissement Local</td></tr><tr><td>Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS</td><td>20 %</td><td>114 000</td><td>Autofinancement</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>570 000</td><td></td></tr></table>	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier	EPCI – CASA	20 %	114 000	Fonds de Concours	DRAC Ministère de la Culture	10 %	57 000		DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes	10 %	57 000		ETAT	40 %	228 000	Dotation Soutien à l'Investissement Local	Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS	20 %	114 000	Autofinancement	TOTAL	100 %	570 000	
Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier																										
EPCI – CASA	20 %	114 000	Fonds de Concours																										
DRAC Ministère de la Culture	10 %	57 000																											
DEPARTEMENT des Alpes-Maritimes	10 %	57 000																											
ETAT	40 %	228 000	Dotation Soutien à l'Investissement Local																										
Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS	20 %	114 000	Autofinancement																										
TOTAL	100 %	570 000																											
Calendrier	<p>CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</p> <p>4^{ème} Trimestre 2020 : Consultation pour le choix d'un Maître d'Œuvre 2021 : Réalisation des études 2022 : réalisation des travaux</p>																												



Indicateurs d'évaluation proposés	Diagnostics concernant les Températures et le taux d'hygrométrie.
--------------------------------------	---



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS

FORT CARRE – ETANCHEITE DES TERRASSES

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°85	Thématique Culture
Maître d'ouvrage	<p>Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS</p> <p>Responsable légal : Jean LEONETTI</p> <p>Fonction : Maire</p> <p>Responsable technique : Marie-Christine DUVERGER</p> <p>Fonction : Directrice Architecture et Bâtiments</p> <p>Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex</p>
Description de l'action	<p>Le Fort Carré est situé à 26 mètres de hauteur au-dessus de la mer, au sommet d'un rocher entre l'anse Saint-Roch, au Sud, et la baie des Anges continue jusqu'à Nice.</p> <p>Le Fort Carré constitue un exemple remarquable de fortification bastionnée datant de la fin du XVI^{ème} siècle. Erigé sur ordre du Roi de France Henri II, cet ensemble architectural amélioré par Vauban servait de sentinelle et de défense pour la Ville d'Antibes compte-tenu de la présence de la frontière avec le Comté de Nice.</p> <p>Ce Monument Historique Classé depuis 1938, est composé d'une tour circulaire entourée de quatre bastions. Ces bastions sont appelés « Antibes », « France », « Nice » et « Corse ». La tour Saint-Laurent abrite les casernes, les logements des officiers et d'autres bâtiments de service. Des terrasses sont situées de plain-pied au niveau des logements de l'étage.</p>

Si l'état sanitaire du Fort Carré ne présente pas de problème particulier, il a pu être observé de nombreuses fissures au niveau des terrasses ainsi que des infiltrations d'eau, qui à terme, pourraient entraîner des désordres importants de structure.

C'est dans ce contexte, qu'un projet de reprise de l'étanchéité a été étudié. Le parti de restauration qui a été adopté s'attache à reprendre l'étanchéité de la terrasse haute intégrant les quatre bastions et le chemin de ronde ainsi que la remise en état des systèmes d'évacuation des eaux.

Le revêtement de sol sera restitué avec un calepinage identique à l'existant. Ces travaux permettront d'assurer la mise hors d'eau des bâtiments et casemates situés sous les terrasses avant d'entreprendre toutes restaurations complémentaires des locaux et des remparts.

Ainsi, différentes interventions sont envisagées et concernent la Terrasse de la Tour, la Terrasse des bastions et le Chemin de Ronde.

Les Travaux projetés sont les suivants :

Terrasse autour de la tour : 420 m²

- Dépose du pavage en conservation, décapage de la forme,
- Mise en place étanchéité, relevé et engravure,
- Réfection des enduits sur remontées,
- Reprise des évacuations d'eau, curage,
- Réfection du pavage, compris briques neuves de compléments, et rejointoiement.

Terrasse des Bastions : 510 m²

- Dépose du pavage en conservation, décapage de la forme,
- Mise en place étanchéité, relevé et engravure,
- Réfection des enduits sur remontées,
- Reprise des évacuations d'eau, curage,
- Réfection du pavage, compris briques neuves de compléments, et rejointoiement
- Reprise des événements existants et/ ou rebouchés.

Chemin de ronde : restauration du parapet et étanchéité : 624 m²

Restauration des faces intérieures du chemin de ronde : 522 m²

- Nettoyage des maçonneries et parements en enduits – dévégétalisation,
- Reprise en maçonnerie de moellons et pierres des fissures et parties désorganisées ou manquantes,
- Rejointoiement,
- Réfection des enduits – mise en œuvre d'un badigeon,
- Création d'un chaperon sur le parapet du mur intérieur.

	<p>Restauration des glacis : 380 m²</p> <ul style="list-style-type: none">• Nettoyage des parements en enduits – dé-végétalisation,• Reprise en maçonnerie de moellons et pierres des fissures et parties désorganisées ou manquantes,• Rejointoiement,• Réfection des enduits. <p>Pavage : 624 m²</p> <ul style="list-style-type: none">• Dépose du pavage en conservation, décapage de la forme,• Mise en place étanchéité, relevé et engravure,• Réfection des enduits sur remontées,• Reprise des évacuations d'eau, curage,• Réfection du pavage, compris briques neuves de compléments, et rejointoiement.																								
Partenaires	<p>Les partenaires financiers de la Commune d'Antibes Juan-les-Pins sont : L'EPCI - CASA, dans le cadre des Fonds de Concours, la Direction Régionale des Affaires Culturelles et enfin l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.</p>																								
Coût prévisionnel	<p>Le coût global prévisionnel de l'opération s'élève à 1 080 000 € H.T., et se décompose de la manière suivante :</p> <table><tr><td>Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux</td><td>850 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, diagnostic, sondages etc.</td><td>230 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Total € H.T.</td><td>1 080 000 € H.T.</td></tr></table> <p>L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.</p>	Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	850 000 € H.T.	Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, diagnostic, sondages etc.	230 000 € H.T.	Total € H.T.	1 080 000 € H.T.																		
Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	850 000 € H.T.																								
Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, diagnostic, sondages etc.	230 000 € H.T.																								
Total € H.T.	1 080 000 € H.T.																								
Plan de financement	<p>PLAN DE FINANCEMENT</p> <table><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montant € H. T.</th><th>Dispositif financier</th></tr><tr><td>EPCI – CASA</td><td>10 %</td><td>108 000</td><td>Fonds de Concours</td></tr><tr><td>DRAC Ministère de la Culture</td><td>40 %</td><td>432 000</td><td>Restauration d'immeubles protégés</td></tr><tr><td>ETAT</td><td>40 %</td><td>432 000</td><td>DSIL</td></tr><tr><td>Commune d'ANTIBES JLP</td><td>10 %</td><td>108 000</td><td>Autofinancement</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>1 080 000</td><td></td></tr></table>	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier	EPCI – CASA	10 %	108 000	Fonds de Concours	DRAC Ministère de la Culture	40 %	432 000	Restauration d'immeubles protégés	ETAT	40 %	432 000	DSIL	Commune d'ANTIBES JLP	10 %	108 000	Autofinancement	TOTAL	100 %	1 080 000	
Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier																						
EPCI – CASA	10 %	108 000	Fonds de Concours																						
DRAC Ministère de la Culture	40 %	432 000	Restauration d'immeubles protégés																						
ETAT	40 %	432 000	DSIL																						
Commune d'ANTIBES JLP	10 %	108 000	Autofinancement																						
TOTAL	100 %	1 080 000																							

Calendrier	CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION 2021 : Mise à jour du diagnostic et études préalables sur le Fort Carré et le site classé 2022 : Marché de Maîtrise d'Œuvre (ACMH ou Architecte du patrimoine) pour la réfection de l'étanchéité - Etudes 2023 : Consultation des entreprises – démarrage des travaux 2024 : achèvement des travaux
Indicateurs d'évaluation proposés	



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Ville d'ANTIBES JUAN LES PINS

RESTAURATION DES REMPARTS BASTION DE CHAVIGNY

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°86	Culture
Maître d'ouvrage	Organisme : MAIRIE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS Responsable légal : Jean LEONETTI Fonction : Maire Responsable technique : Marie-Christine DUVERGER Fonction : Directrice Architecture et Bâtiments Adresse : MAIRIE D'ANTIBES – Hôtel de Ville – Cours MASSENA – CS 82205 – 06605 ANTIBES Cedex
Description de l'action	<p>Le cœur historique de la Ville d'Antibes est entouré de remparts que borde la Méditerranée. Il s'agit, là, d'une spécificité unique de la Côte d'Azur entre Cannes et Menton.</p> <p>Ces remparts, inscrits à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques depuis le 23 janvier 1930, s'étendent du Bastion Saint-André à l'extrémité du vieux port sur une distance de 1200 mètres, et depuis la place Malespine, le long du boulevard d'Aguillon, sur une distance de 240 mètres pour ce qui constitue la « Courtine ».</p> <p>Les remparts de la ville constituent un monument complexe qui englobe des éléments de fortifications supposées hellénistiques, romaines, médiévales et modernes.</p> <p>La Ville d'Antibes, dans le cadre de sa politique de restauration et de valorisation de ses Monuments Historiques, a entrepris des travaux de confortement des remparts afin de sauvegarder cette enceinte.</p> <p>Ces travaux sur les parties de mur les plus dégradées et de nature à mettre en péril l'ouvrage ont été réalisés depuis l'année 2000 au droit du bastion</p>

	<p>Saint Jaume, de la Courtine, du Quai Rambaud, ou encore face à la Plage de la Gravette.</p> <p>Désormais, il convient de procéder à la restauration du Bastion de Chavigny.</p> <p>Les Services de la Ville d'Antibes Juan les Pins ont estimé que l'état de conservation actuel d'une partie des remparts nécessite des travaux de nettoyage, curage et rejointoiement.</p> <p>La restauration du rempart concerne la section de rempart surplombant la mer, longée par la promenade de l'Amiral de Grasse correspondant au Bastion Chavigny.</p> <p>A cet effet, une étude archéologique a été conduite à la demande de la DRAC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relevé photogrammétrique de l'ensemble du rempart, - Etude historique, - Vectorisation des pierres, - Diagramme stratigraphique des remparts. <p>Le projet porte sur la restauration des parements du Bastion de Chavigny extérieurs, intérieurs et couronnement.</p> <p>Les principaux travaux de préparation sont détaillés ci-après :</p> <p>Nettoyage des parements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le traitement des surfaces aux défoliants et désherbants, • L'arrachage de toutes végétations parasites sur les parements, • L'enlèvement de tous les supports métalliques, canalisations, fourreaux de toutes natures, réseaux électriques, boîtiers..., • Le nettoyage, le brossage, et le dépoussiérage. <p>Démolition des restes des fausses échauguettes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Démolition, • Restitution des parois y compris parapet. <p>Traitement Gargouille :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Canalisation des évacuations existantes avec un tube acier. <p>Restitution des passages en tête de bastion et des encorbellements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Restitution des parois en brique, angles en pierres de taille, • Réalisation d'un sol en brique (dans l'épaisseur du mur), • Restitution de l'encorbellement (parties anciennes existantes à conserver), • Fourniture et pose d'un garde-corps. <p>Refouillement pour reprise de maçonnerie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Refouillement par démolition pour permettre la reprise des maçonneries déficientes ou parement manquant.
--	--

Piochement des joints existants :

- Dégarnissage soigné des joints abîmés, dégradés, altérés ou modernes,
- Dépose de tous les accessoires intégrés au mur (pitons, grillages, clous...),
- Lavage et brossage des parements.

Hydrogommage (Pour les parties encrassées) :

- Projection à basse pression d'un mélange d'eau, d'air et de micro granulats. Les granulats utilisés seront en fonction de la nature du support à traiter afin d'éviter toutes les dégradations liées à l'emploi de techniques de nettoyage trop agressives.
- Projection des micro-granulats effectuée avec des matériels permettant une pulvérisation à basse pression à l'aide d'une buse à effet Vortex (tourbillonnant). Ce procédé permettra d'hydrogommer latéralement la surface sans altération.

Les principaux travaux de reprise correspondent à :**Confortation interne réalisée par Injection des maçonneries :**

- Forage des trous dans les joints des maçonneries pour injection aux inclinaisons, espacements et profondeurs utiles,
- Calfeutremments, garnissages à l'exclusion des rejointoiements, relancis, reprises de mur s'ils s'avéraient nécessaires aux injections.

Relancis de moellons pour remaillage de maçonnerie :

- Remaillage de maçonnerie réalisé en moellons durs neufs et briques, ou de récupération de même nature que les existants y compris la pose proprement dite faite de telle façon que les moellons seront assisés, hourdés au mortier de chaux hydraulique naturelle.

Reprise du parapet :

- Remplacement des briques manquantes ou brisées par des briques neuves, même format, même couleur, même texture que les briques existantes.

Reprise en pierre de taille - chainage d'angle :

- Reprise en pierre de taille neuves (de même nature, même profil, même format que les existants) puis refouillement, calage et liaisonnement.

Reprise en pierre de taille – cordon :

- Reprise en pierres de taille neuves (même nature, même format, même texture que les existants) - la profondeur de la pierre sera égale à 3 fois son débord – refouillement – liaisonnement - appareillage respecté.

	<p>L'appareillage originel sera respecté. Une partie des pierres manquantes seront récupérées au pied du rempart. Les pierres, usées, en retrait, seront remplacées. Pour préserver l'hétérogénéité du parement quelques pierres de taille anciennes pourront être incluses dans le calpinage.</p> <p>Une boutisse de 50 cm de profondeur minimum sera scellée tous les mètres carrés. Le pied du rempart sera dégagé sur une profondeur de 50 cm pour reprise des joints. Les éventuelles barbicanes devront être maintenues.</p> <p>Les principaux travaux de finition correspondent au :</p> <p>Rejointoiement (enduit à « pierres vues »)</p> <ul style="list-style-type: none">• Sur les parties dégarnies ou reprises, ci-avant, joints réalisés en mortier de chaux traditionnel afin de conserver l'aspect originel du mur.																												
Partenaires	<p>Les partenaires financiers de la Commune d'Antibes Juan-Les-Pins sont : L'EPCI - CASA, dans le cadre des Fonds de Concours, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le Département des Alpes-Maritimes, et enfin l'Etat, dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.</p>																												
Coût prévisionnel	<p>Le coût global prévisionnel de l'opération s'élève à 250 000 € H.T., et se décompose de la manière suivante :</p> <table><tr><td>Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux</td><td>200 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, diagnostics, sondages etc.</td><td>50 000 € H.T.</td></tr><tr><td>Total € H.T.</td><td>250 000 € H.T.</td></tr></table> <p>L'ensemble des dépenses pour la mise en œuvre de cette opération relève de la Section Investissement.</p>	Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	200 000 € H.T.	Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, diagnostics, sondages etc.	50 000 € H.T.	Total € H.T.	250 000 € H.T.																						
Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux	200 000 € H.T.																												
Honoraires divers : maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, diagnostics, sondages etc.	50 000 € H.T.																												
Total € H.T.	250 000 € H.T.																												
Plan de financement	<p>PLAN DE FINANCEMENT</p> <table><tr><th>Partenaires</th><th>Taux</th><th>Montant € H. T.</th><th>Dispositif financier</th></tr><tr><td>EPCI – CASA</td><td>15 %</td><td>37 500</td><td>Fonds de Concours</td></tr><tr><td>DRAC Ministère de la Culture</td><td>20 %</td><td>50 000</td><td>Restauration d'immeubles protégés</td></tr><tr><td>ETAT</td><td>40 %</td><td>100 000</td><td>Dotation Soutien à l'Investissement Local</td></tr><tr><td>DEPARTEMENT des AM</td><td>10 %</td><td>25 000</td><td></td></tr><tr><td>Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS</td><td>10 %</td><td>37 500</td><td>Autofinancement</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>100 %</td><td>250 000</td><td></td></tr></table>	Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier	EPCI – CASA	15 %	37 500	Fonds de Concours	DRAC Ministère de la Culture	20 %	50 000	Restauration d'immeubles protégés	ETAT	40 %	100 000	Dotation Soutien à l'Investissement Local	DEPARTEMENT des AM	10 %	25 000		Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS	10 %	37 500	Autofinancement	TOTAL	100 %	250 000	
Partenaires	Taux	Montant € H. T.	Dispositif financier																										
EPCI – CASA	15 %	37 500	Fonds de Concours																										
DRAC Ministère de la Culture	20 %	50 000	Restauration d'immeubles protégés																										
ETAT	40 %	100 000	Dotation Soutien à l'Investissement Local																										
DEPARTEMENT des AM	10 %	25 000																											
Commune d'ANTIBES JUAN LES PINS	10 %	37 500	Autofinancement																										
TOTAL	100 %	250 000																											

Calendrier	CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION 1er trimestre 2021 : Consultation pour le choix d'un Maître d'Œuvre 2021 : Réalisation des études 1 ^{er} semestre 2022 : consultation des entreprises – analyse et notification 4 ^{ème} trimestre 2022 : démarrage des travaux 1 ^{er} trimestre 2023 : fin des travaux
Indicateurs d'évaluation proposés	



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Maison du Verre : pôle d'innovation et d'exposition

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°88	Thématique Culture
Maître d'ouvrage	Ville de BIOT Commune
Description de l'action	<p>La commune de Biot a fait l'acquisition par voie de préemption d'une maison bourgeoise de 340 m² au cœur du village afin d'y réaliser un pôle de l'innovation autour du verre, comprenant une résidence d'artistes et des espaces d'exposition intérieurs et extérieurs. Cet équipement culturel vise à mettre en valeur et développer le savoir-faire des verriers, renforcer l'identité de la commune sur le thème du verre et son rayonnement national et international en qualité de ville culturelle et artistique, ainsi qu'à redynamiser le centre historique et ses commerces en renforçant l'attractivité touristique.</p> <p>Vitrine culturelle et touristique d'excellence à vocation internationale, la Maison du Verre offrira « live show », expositions, hébergement temporaire d'artistes pour créer l'émulation des maîtres verriers et partager le savoir-faire. Elle contribuera à renforcer l'attractivité de Biot, par la mise en valeur de la filaire du Verre de renommée mondiale.</p> <p>Installé dans le cœur du village, au sein d'une ancienne bâtisse, le projet allie tradition et innovation</p>
Partenaires	Verrerie de Biot

	Les verriers de Biot Villes et Métiers d'Art Museum of Glass TACOMA (USA) ville jumelle
Coût prévisionnel	Cout total : 2 490 000 € HT Etudes préalables 20 000 € Programme 50 000 € Maitrise d'œuvre 160 000 € Travaux (dont VRD) 1 600 000 € Acquisitions foncières et immobilières 620 000€ ETP pour la gestion du site 40 000 €
Plan de financement	CASA (20%) Département (min 10%) Région (min 20%)
Calendrier	2020 : Acquisition réalisée 620 000 € 2021 : programmation (BET désigné avril 2021) 2022/2023 : travaux de réhabilitation et aménagement
Indicateurs d'évaluation proposés	Attractivité touristique (augmentation de la fréquentation) Rayonnement national et international de Biot et de la CASA



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Tour de la Chèvre d'Or : Acquisition, restauration et mise en valeur d'un monument romain classé Monument Historique

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche action n°89	Thématique Culture
Maître d'ouvrage	Ville de Biot Commune
Description de l'action	<p>La ville de Biot a l'opportunité d'acquérir un terrain privé sur lequel est édifiée la Tour Romaine de la Chèvre d'Or afin de la rénover et la mettre en valeur. Le monument classé par arrêté du 2 septembre 1943 souffre d'un manque d'entretien et présente malheureusement un état de dégradation avancé. D'une hauteur de plus de 9 m pour une longueur identique, le monument, en grande partie recouvert par la végétation favorisant sa dégradation, est très méconnu du public. L'objectif est de valoriser ce patrimoine unique et le rendre accessible à tous.</p> <p>Curieux et mystérieux, le monument romain dit « Tour de la Chèvre d'Or » constitue les restes d'un édifice qui témoigne de l'importance de la Civitas antipolitana, soit la cité antique d'Antipolis (Antibes) très proche du village de Biot. Peu connu, ce monument mérite une restauration après études permettant d'approfondir les connaissances archéologiques et historiques du site.</p>

	L'acquisition et la mise en valeur par la Ville de Biot garantie la préservation de ce patrimoine de grand intérêt historique et contribue au rayonnement touristique de la commune et ses environs.
Partenaires	Architecte en chef des Monuments historiques : réalisation des études préalables 2021 Fondation du patrimoine
Coût prévisionnel	Coûts acquisition foncière et travaux estimatifs : 1 200 000 € HT
Plan de financement	Département (min 10%) Région (min 20%) Etat (20%)
Calendrier	2021 Division parcellaire en vue de l'acquisition en cours 2022 Etude et autorisation 2023-24 Travaux
Indicateurs d'évaluation proposés	Exploiter le patrimoine culturel comme levier de valorisation du territoire



REHABILITATION DU MUSÉE D'HISTOIRE EN SALLES D'EXPOSITIONS PERMANENTES

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°91	Thématique Culture
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Paul de Vence
Description de l'action	<p>Crée en 1990, le musée d'histoire locale retrace l'histoire de Saint-Paul de Vence. 8 scènes représentées par 18 personnages en cire du musée Grévin sont proposées aux visiteurs. Il s'agit d'un équipement municipal en régie directe (billetterie oscillant entre 40 et 45 000 euros) qui accueille 15 000 visiteurs par an.</p> <p>La municipalité souhaite donner une nouvelle impulsion à cet établissement en présentant, en lieu et place du musée actuelle, la collection léguée par l'artiste André Verdet à la commune. Cette collection est composée d'œuvres de Picasso, César, Arman, Mirò, Léger, Prévert, ... soit 2000 œuvres à dévoiler au grand public.</p> <p>Ce projet nécessite de reprendre entièrement la spatialisation de l'établissement, composé à ce jour de pièces exiguës et d'un parcours inadapté aux visiteurs.</p>

	<p>Ce nouvel espace muséal de 300m² viendra étoffer l'offre muséale du territoire en complément des expositions présentées à la Fondation Maeght et de la fondation CAB.</p> <p>Ces points d'attractivité assureront les attentes des millions de visiteurs annuels.</p>
Partenaires	<p>Fonds propres : communal de 670 325 € TTC sur plusieurs exercices budgétaires</p> <p>Partenaires potentiels : Conseil Départemental et Régional</p> <p>Seule la DRAC a été démarchée à cette date.</p> <p>Les organismes précités seront sollicités avant le 31 octobre 2022</p>
Coût prévisionnel	<p>Chantier des collections HT</p> <p>Dépenses d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appareil photo, éclairage 1 800€ - Eléments de stockage des œuvres (meubles à plans armoires, racks et grilles..) 40 225€ <p>TOTAL investissement collections HT 42 025 €</p> <p>Dépenses de fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification des œuvres, transfert de compétences diagnostic, accompagnement et contrôle, achat petits équipements 15100 € <p>TOTAL fonctionnement collection HT 15 100 €</p> <p>Réhabilitation Bâtiment HT</p> <p>Dépenses d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Architecte / Maitrise d'œuvre 50 000 € - Ingénieur béton 7 500 € - Bureau de contrôle 12 500 € - SPS 5 000€ - Gros œuvre 175 000 € <ul style="list-style-type: none"> o Démolition ; travaux de structures ; façade ; toiture - Second œuvre 135 000 € <ul style="list-style-type: none"> o Plomberie ; électricité ; cloisons ; carrelages ; huisseries ; peintures ; isolation - ADA'P 117 000 € <ul style="list-style-type: none"> o Ascenseur ; rampe ; signalétiques ;

	TOTAL investissement bâtiment HT 502 000 € Dépenses de fonctionnement - Suivi de dossier personnel communal 7 000 € - Dépenses d'Énergie pour travaux 2 000 € TOTAL fonctionnement bâtiment HT 9 000 €
Plan de financement	DRAC en cours Région démarche avant le fin 2022 Département démarche avant le fin 2022 CASA démarche avant le fin 2022
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> - 2019 : Réalisation d'un bilan sanitaire de la collection André Verdet dont les lieux de stockage ne répondent pas aux normes de conservation des œuvres d'art et du patrimoine. - 2021- juin : Elaboration du projet scientifique et culturel de ce nouvel espace muséal. - 2021-octobre : Lancement d'un chantier des collections de la collection André Verdet. (récolement, anoxie, dépoussiérage, mesures d'urgence, photographie, conditionnement et transfert) - 2021-novembre : lancement des études de définition et de programmation pour élaborer le projet architectural et muséographique du lieu : analyse de la faisabilité spatiale et temporelle, élaboration du programme technique détaillé des différentes opérations à mener, assistance aux études et à la réalisation du projet. - 2022 à fin 2024 : travaux - Printemps 2025 : ouverture au public
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - Nombres de visiteurs par an - Nombre de connexions sur les sites internet (sites de la commune et de l'office de tourisme de Saint-Paul de Vence) et réseaux sociaux - Nombre de prêts d'œuvres auprès des musées départementaux, régionaux et nationaux



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Création d'une résidence d'artistes au Clos de Tantine

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°92	Thématique Culture
Maître d'ouvrage	Mairie de Saint-Paul de Vence
Description de l'action	<p>La résidence d'artiste s'inscrit naturellement comme la continuité du passé : de nombreux artistes ont habité Saint-Paul et une résidence d'artiste a existé à la Fondation Maeght, dans laquelle des artistes prestigieux ont séjourné et produit de nombreuses créations.</p> <p>Le Clos Tantine, composé de trois petits bâtiments au milieu d'un jardin, a été légué par l'artiste André Verdet à la commune de Saint-Paul de Vence. Il se situe à l'entrée du village sous les remparts.</p> <p>Il s'agit réhabiliter les bâtiments, procéder aux travaux nécessaires afin d'y créer deux habitations, un atelier et un espace d'exposition. La remise en état de ce site permettra d'y accueillir des artistes tout au long de l'année en résidence et d'en faire un lieu de création, d'expression et d'exposition.</p> <p>La redéfinition d'un jardin méditerranéen, ouvert au public, permettra d'y organiser conférences, tables rondes et médiations culturelles et d'y exposer des œuvres.</p> <p>La mise en place de ces résidences donnera la possibilité à des artistes contemporains novateurs de réaliser des œuvres in-situ. Elle aidera à y inscrire des moments d'échanges avec la population, les écoliers, collégiens et lycéens du territoire, les institutions culturelles, les artistes locaux, et les visiteurs.</p>

	<p>La présence permanente d'artistes sera un des facteurs d'attractivité de notre territoire.</p> <p>Montant global de 480 000 € TTC</p>
Partenaires	Partenaires à solliciter : Département, Région, Préfecture, DRAC.
Coût prévisionnel	<p>Réhabilitation des bâtiments et création atelier en HT</p> <p>Dépenses d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Architecte / Maitrise d'œuvre 40 000 € - Ingénieur béton 2 000 € - Bureau de contrôle 3 000 € - SPS 1 000€ <ul style="list-style-type: none"> - Gros œuvre 200 000 € <ul style="list-style-type: none"> o Démolition ; travaux de structures ; façade ; toiture <ul style="list-style-type: none"> - Second œuvre 120 000 € <ul style="list-style-type: none"> o Plomberie ; électricité ; cloisons ; carrelages ; huisseries ; peintures ; isolation <p>Aménagement paysager</p> <ul style="list-style-type: none"> - ADA'P 30 000 € <ul style="list-style-type: none"> o rampe ; signalétiques ; <p>TOTAL investissement bâtiment HT 396 000 €</p> <p>Dépenses de fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi de dossier personnel communal 3 000 € - Dépenses d'Energie pour travaux 1 000 € <p>TOTAL fonctionnement bâtiment HT 4 000 €</p>
Plan de financement	<p>Partenaires à solliciter : Département, Région, Préfecture, DRAC.</p> <p>Cofinancement local 30% minimum</p>
Calendrier	<p>2021 Phase instruction liée au démarrage de la nouvelle équipe municipale</p> <p>Étude de faisabilité prévue fin 2021.</p> <p>Travaux en 2022 pour un premier appel à candidature en 2023.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>nombre d'artistes, nombre de journées de travail, nombre de nuitées, nombre de visiteurs</p> <p>nombre de journées d'exposition</p>





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Pôle de l'innovation et Maison de l'Intelligence Artificielle - Travaux

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°2	Fédérer et activer l'écosystème de Sophia Antipolis autour d'une vitrine totem innovante et attractive
Fiche Action n°94	Thématique Développement Economique
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Conseil Départemental des Alpes Maritimes
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation Type
Description de l'action	<p>Dans le cadre de sa politique de développement des outils d'accompagnement à la création d'entreprises innovantes et de renforcement de la compétitivité de la technopole, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage dans une opération d'équipement vitrine et d'appui à l'innovation à la hauteur du territoire, de son écosystème et de ses enjeux.</p> <p>Les espaces actuels ne suffisent pas à répondre, de manière qualitative, aux besoins de développement de la technopole.</p> <p>Ce lieu totem sera positionné sur des enjeux d'innovation à fort potentiel (intelligence artificielle, véhicule intelligent, développement durable, performance énergétique des bâtiments, traveltech...) et sera organisé autour de fonctions d'incubation, d'hébergement, de développement de start-ups et de grands comptes, et d'espaces de travail collaboratifs, d'espaces évènementiels et démonstrateurs (enjeux de marketing et rayonnement international).</p> <p>En parallèle, le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes souhaite intégrer dans le pôle de l'innovation la future maison de l'intelligence artificielle qui s'inscrit dans le cadre de labellisation 3IA décernée par l'Etat cette année.</p>

	<p>D'un point de vue plus transversal, le futur pôle d'innovation ne devra pas être la somme de ces dispositifs mais incarner un nouveau modèle d'espace d'émulation de l'innovation, à la hauteur de la 1ère technopole d'Europe et de son héritage numérique. Cette structure est pensée comme un véritable lieu de vie, avec des espaces de travail ouverts et modulables, qui facilitent le travail collaboratif, les échanges de compétences, les partenariats, les synergies, l'innovation ouverte... Elle devra en outre constituer un espace facilitateur et fédérateur pour le développement des filières du territoire.</p> <p>L'ensemble immobilier, y compris la maison de l'IA, constitué autour d'espaces publics et de services communs (notamment de transport), représente une surface bâtie totale d'environ 9 000 m² de surface de plancher.</p> <p>Le projet s'implantera à proximité immédiate du campus Sophi@tech, qui est rattaché à l'Université Côte d'Azur et au droit d'une station du bus-tram (qui reliera le pôle d'échange d'Antibes à la gare routière de Sophia Antipolis) dont la mise en service est programmée pour la fin de l'année 2019. La voie en site propre du bus-tram prévoit également des aménagements pour les modes actifs permettant de relier les pistes cyclables existantes de la technopole.</p>
Partenaires	<p>Les partenaires potentiels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Conseil Régional (CRET contrat signé) ; - LE Conseil Régional (Contrat d'Avenir en cours d'instruction); - Le Conseil Départemental (en cours d'instruction);
Coût prévisionnel	

	BILAN FINANCIER PREVISIONNEL	
		H.T.
	Frais préliminaires - études - diagnostics - topo - géotechnique	1,5% 310 826,25 €
	Travaux	20 721 750,00 €
	Maîtrise d'oeuvre	11,50% 2 383 001,25 €
	OPC - AMO divers (environnement ...)	5,50% 1 139 696,25 €
	Contrôle technique	1,00% 207 217,50 €
	Coordonnateur SPS	0,30% 62 165,25 €
	Assurances construction	3,00% 789 498,68 €
	Provisions aléas et divers	6,00% 1 243 305,00 €
	Révisions de prix	3,00% 621 652,50 €
	MONTANT SOUS-TOTAL 1	27 479 112,68
Plan de financement	Charge concessionnaire	4,00% 1 099 164,51
	SOUS-TOTAL TRAVAUX	28 578 277,18
Calendrier	Autre frais	1% 267 133,20
	Emprunt	2,00% 534 266,39
Indicateurs d'évaluation proposés	TOTAL	29 379 676,77
	Plan de financement :	
	<ul style="list-style-type: none"> - REGION (CRET, CPER) : 12 500 000 € - Financement CASA et opérateurs privés (au titre de la SEMOP) : 16 879 676,77 € 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Désignation du groupement lauréat qui sera chargé de construire, animé et maintenir le pôle innovation ; fin 2021 - Dépôt du permis de construire : 1er trimestre 2022 - Délivrance du permis de construire + Délais de recours : 4ème trimestre 2022 - Durée des travaux : 18 à 20 mois 	



Fiche action « Equipements publics ZAC des Clausonnes »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°3	Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
Fiche Action n°95	Thématique Développement Economique
Maître d'ouvrage	Commune de Valbonne Administration publique générale
Description de l'action	<p>Le quartier des Clausonnes, situé à l'entrée principale du Parc sur la commune de Valbonne accueille depuis de nombreuses années des activités disparates à vocation artisanale, industrielle et commerciale qui occupent , avec un « rendement » économique plutôt faible, un espace stratégique tant par sa taille que par sa localisation. Ce quartier est reconnu comme étant porteur d'un potentiel pour soutenir et accompagner l'activité économique générée par Sophia Antipolis.</p> <p>La commune de Valbonne a donc créé une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dans le quartier des Clausonnes afin notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none">- restructurer et requalifier l'entrée du Parc de Sophia Antipolis et de la Commune,- créer une référence urbaine et architecturale en matière de prise en compte des fondements du développement durable sur le site de la Technopole,- renforcer et mettre en valeur la continuité naturelle le long de la Valmasque (trames verte et bleue),- prendre en compte et intégrer, dans l'organisation urbaine du secteur, l'arrivée future d'un Transport en Commun en Site Propre (TCSP). <p>Ce projet implique la réalisation d'infrastructures publiques , objet du présent projet.</p>

Partenaires	Constructeurs, Etat, Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Département des Alpes-Maritimes
Coût prévisionnel	Le coût total prévisionnel du projet s'élève à 57 000 000 € HT La totalité des coûts relève des dépenses d'investissement.
Plan de financement	Participations constructeurs : 28 026 937 € Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : 5 570 000 € Département des Alpes-Maritimes : 5 000 000 € Commune de Valbonne et Plan de relance : 18 403 063 € Total : 57 000 000 € HT
Calendrier	2021 – 2025
Indicateurs d'évaluation proposés	Restructuration et requalification entrée du Parc : oui/non Renforcement des trames verte et bleue Valmasque : oui/non Mise en service d'un Transport en Commun en Site Propre (TCSP) sur le site : oui/non



Fiche action « PlantBioSerres »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n°2	Fédérer et activer l'écosystème de Sophia Antipolis autour d'une vitrine totem innovante et attractive
Fiche Action n°96	Thématique Développement économique
Maître d'ouvrage	INRAE (Institut Sophia Agrobiotech) EPST
Maître d'ouvrage	CNRS EPST
Description de l'action	<p>Présentation :</p> <p>Le projet PlantBIOserres vise la montée en puissance d'un pôle de recherche et innovation dédié au biocontrôle et à la réduction d'usage des pesticides chimiques de synthèse en agriculture.</p> <p>Il prend place sur le site de l'Institut Sophia Agrobiotech (ISA), une Unité Mixte de Recherche sous la tutelle d'INRAE, d'Université Côte d'Azur (UCA) et du CNRS. Au plan régional, l'unité participe au Pôle « Santé des Plantes » du Centre INRAE Provence-Alpes-Côte d'Azur. Au plan local, l'ISA contribue aux volets recherche-formation-innovation de la politique de site portée par UCA dans le cadre de l'IDEX UCAJEDI.</p> <p>Le projet PlantBIOserres concerne la composante « Installation expérimentale » de PlantBIOs, l'infrastructure scientifique labellisée de l'ISA. Il implique la déconstruction d'une partie du parc de serres actuel, vétuste et techniquement dépassé, et son remplacement par un ensemble qui soit à la pointe de la technologie et vertueux au plan environnemental.</p>

Dimensionnement :

La superficie des installations futures comprendra une serre de 400 m² et des locaux techniques de 300 m².

Il s'agira de créer un espace d'expérimentation sur le biocontrôle dans une logique « zero pesticides », avec une gestion optimisée de l'eau et une autonomie énergétique. Le projet comprend un volet immobilier (locaux techniques : laboratoire de préparation, atelier, stockage) et un volet équipement (serres sensu stricto ; systèmes de régulation climatique ; panneaux photovoltaïques).

- Concernant le volet « immobilier » :

- déconstruction (trois chapelles de serres, atelier) : 1850 m²
- construction de locaux techniques (stockage, atelier et laboratoire de préparation) : 300 m²

- Concernant le volet « équipements » :

- serre type S1 cloisonnée, insect-proof, chauffée/rafraichie : 400 m²

Les bénéfices attendus sont multiples :

- performance des recherches ; visibilité vis-à-vis du monde académique et des partenaires socio-économiques ;
- réduction des coûts de gestion et utilisation plus rationnelle des ressources.

Objectifs :

Le projet PlantBIOserres renforcera les capacités de recherche et l'attractivité de l'ISA dans le domaine du biocontrôle et de la biostimulation des plantes.

L'ambition est de contribuer à préparer l'agriculture aux défis actuels, à travers la généralisation de pratiques agricoles vertueuses, durables et innovantes et la préservation des ressources naturelles. En cela, PlantBIOserres participe directement à la politique de transition agro-écologique et énergétique portée par l'Etat à travers le CRTE, dans le champ d'activité du Pôle de compétitivité Innov'Alliance, avec pour enjeu de soutenir l'innovation et d'encourager des projets structurants pour l'économie des filières agricoles régionales et dans le cadre de l'OIR Naturalité.

En renforçant la qualité de son offre technologique, l'ISA améliorera encore son attractivité, et donc celui de la Région

	<p>Sud- Provence Alpes Côte d'Azur auprès de partenaires publics et privés, aux niveaux français et international, afin de soutenir l'innovation et d'encourager des projets structurants pour l'économie des filières agricoles de la région.</p> <p><u>Bénéficiaires :</u></p> <p>A l'échelle territoriale, PlantBIOserres s'inscrit d'ailleurs dans le prolongement direct du projet SABLES inscrit au CPER 2015-2021, qui vise à permettre l'accueil et l'accompagnement sur le site de l'ISA de start-up innovantes dans le domaine de la santé des plantes, et représente un enjeu structurant pour le site en ancrant encore plus fortement la dimension agronomique des recherches, et leur finalité, dans la dynamique partenariale de la technopole de Sophia Antipolis.</p> <p>Les travaux de recherche fondamentale ou de R&D qui seront conduits dans ces nouveaux équipements, par les équipes de l'ISA ou de manière collaborative/indépendante par des partenaires académiques ou privés, entrent également dans le champ d'activité du Pôle de compétitivité Terralia-PASS, qui soutient déjà l'unité au travers de la labellisation de nombreux projets scientifiques (ANR, H2020, etc.).</p> <p>Au plan organisationnel, le nouvel espace fonctionnera selon les modalités d'accès et les principes du modèle économique de l'infrastructure PlantBIOs, dont il renforcera l'offre auprès des utilisateurs académiques et/ou privés. Dans ce cadre, 17 agents permanents de l'ISA seront affectés à cette nouvelle installation (pour un total de 6,8 ETP), et la tarification d'utilisation qui sera mise en place tiendra compte des coûts complets (incluant maintenance et fluides) afin de contribuer à l'équilibre financier du fonctionnement de la structure.</p>
Partenaires	<p>Université Côte d'Azur (UCA)</p> <p>CNRS (Pas de financement)</p> <p>Unité Mixte Technologique (UMT) Fiorimed 2</p>
Coût prévisionnel	<p>Le coût total du projet est de 1 700 k€ comprenant deux volets :</p> <p>- Volet « immobilier » (600 k€) :</p> <ul style="list-style-type: none"> déconstruction (trois chapelles de serres, atelier) : 1850 m2 x ±80 €/m2 = 150 k€

	<ul style="list-style-type: none"> • construction de locaux techniques (stockage, atelier et laboratoire de préparation) : 300 m2 x ±1500 €/m2 = 450 k€ - Volet « équipements » (1100 k€) : <ul style="list-style-type: none"> • serre type S1 cloisonnée, insect-proof, chauffée/rafraichie : • 400 m2 x ±1500 €/m2 = 600 k€ • panneaux photovoltaïques : 390 k€ • régulation climatique des serres : 110 k€
Plan de financement	<p>2022 : 50 k€ INRAE 2023 : 150 k€ Région Provence Alpes Côte d'Azur 2024 : 200 k€ INRAE et 200 k€ Région Provence Alpes Côte d'Azur.</p> <p>Les autres financements sont a priori dédiés au volet équipement à partir de 2024, les financeurs potentiels seraient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ADEME • UCA • Département 06 • CASA <p>Seuls les financements Région Provence Alpes Côte d'Azur (dans le cadre du contrat d'avenir) et INRAE sont acquis à ce stade. L'Etat a déclaré son intention de soutenir au contrat d'avenir sans préciser le montant.</p> <p>Pour les apports non financiers : 0,7 ETP pour la réalisation du projet : 60 k€ (et environ 80 k€ pour la partie équipements)</p>
Calendrier	<p>La phase de pré-étude (faisabilité et chiffrage) a déjà été réalisée</p> <p>2022 : études, 50 k€ 2023 : appel d'offres, déconstruction serres et atelier, 150 k€ 2024 : construction serres et locaux techniques.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Les indicateurs d'évaluation de l'avancement et la réalisation du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de chercheurs et entreprises du territoire bénéficiaires - évolution du coût d'exploitation du site

	<ul style="list-style-type: none"> - évolution de la consommation énergétique du site - niveau de production photovoltaïque et pourcentage d'autoconsommation - nombre, typologie et thématiques de nouveaux partenariats signés avec les acteurs académiques, de la recherche et économiques du territoire - nombre, typologie et thématiques de recherche des nouveaux projets développés en collaboration avec les acteurs économiques, académiques et de la recherche du territoire
--	---



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Fiche action « Réfection Sentier du Littoral »

CRTE 2021-2027

Orientation stratégique n° 1	Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
Fiche Action n° 97	Thématique Tourisme
Maître d'ouvrage	Commune de Villeneuve Loubet Collectivité Territoriales
Maître d'ouvrage	Commune de Villeneuve Loubet Collectivités Territoriales
Description de l'action	<p>Réfection des 140 mètres linéaires du SENTIER DU LITTOTAL de la Promenade du Bord de Mer, « promenade baie des anges » qui a été entièrement détruite lors des inondations du 23 et 24 novembre 2019.</p> <p>Cette promenade du littoral est très empruntée par les riverains, ainsi que de nombreuses personnes de la Commune et Communes avoisinantes.</p> <p>Une mission de Maitrise d'œuvre pour la reprise du Platelage en bois sur la plage du Loup a été lancée et attribuée au Bureau d'Etudes ICTP. Les compétences pluridisciplinaires de ce bureau (génie civil, génie maritime et fluvial, bâtiment et réseaux divers, techniques et règlementaires) permettent d'assurer la conception de projet en</p>

	<p>prenant en compte les caractéristiques domaniales, techniques et environnementales des aménagements projetés et exigés par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>Le Bureau d'Etudes propose donc une conception intégrant une réflexion sur la durabilité de l'ouvrage et une excellente qualité lors de sa réalisation, recherche des méthodes de construction qui optimisent le projet sur le plan des délais et des coûts et réduit le coût de l'entretien futur de l'ouvrage.</p> <p>Le bureau d'étude veille à organiser les travaux de manière à sécuriser les zones d'intervention, à limiter les gênes pour les riverains et s'assure que les exigences relatives à la domanialité du site soient respectées.</p> <p>Le Maître d'œuvre doit prendre en compte l'acquisition par la Commune, d'une structure métallique en acier laminé composée de 185 poteaux en tube acier, dans le cadre de la conception du nouvel ouvrage afin d'éviter toute dépense supplémentaire.</p> <p>Les travaux sont prévus d'être réalisés entre novembre 2021 et mai 2022.</p> <p>Le coût global du prévisionnel est de 589 975 € HT.</p>
Les partenaires	<p>Les partenaires sont l'Etat, la Région et le Département qui sont sollicités dans le plan de financement à hauteur 80%.</p> <p>Le projet est déposé et est dans l'attente.</p>
Coût prévisionnel	<p>Le coût prévisionnel est de 550.000 € HT pour l'investissement de la réalisation et de 39.975 € HT pour la maîtrise d'œuvre.</p>

	Soit un total de 589 975.00 € HT
Plan de financement	<p>L'Etat à hauteur de 50% soit 294 987.50 € HT La région à hauteur de 10 % soit 58 997.50 € HT Le département à hauteur de 20% soit 117 995.00 € HT L'autofinancement communal à hauteur de 20% soit 117 995.00 € HT</p> <p>Soit un total de 589 975.00 € HT</p>
Calendrier	<p>Travaux à réaliser pendant la période hivernale prochaine (de novembre 2021 à mai 2022)</p> <p>Le planning prévisionnel détaillé n'est pas défini à ce jour.</p> <p>Le Marché de travaux de travaux n'a pas été attribué.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de promeneurs



ANNEXE 1

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Orientation 1 : Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population

Orientation 2 : Fédérer et activer l'écosystème de Sophia Antipolis

Orientation 3 : Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants

Orientation 4 : Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale



ANNEXE 2-2 TABLEAU RECAPITULATIF Tableau des projets portés par la CASA

 Actions engagées en 2021

N° Fiche	Thématique	Projet	Maître d'ouvrage	Montant € HT	Calendrier	Effets attendus pour les citoyens et le territoire
1	Transition écologique	Projet photovoltaïque	CASA	100 000€	2021-2024	Afin d'accélérer le développement des énergies renouvelables sur le territoire, la CASA propose de développer des ombrières solaires ou des panneaux photovoltaïques en toiture.
2	Transition écologique	Projet Alimentaire Territorial CASA	CASA	100 000€	2021-2024	Développer la production agricole locale et relocaliser l'alimentation sur le territoire de la CASA Accompagner les communes dans leur politique d'alimentation durable au bénéfice des citoyens
3	Transition écologique	Remplacement des lanternes d'éclairage public des voiries communautaires	CASA	575 000 €	2022-2026	Améliorer l'efficacité énergétique, réduire les coûts de fonctionnement, réduire la pollution lumineuse
4	Transition écologique	Rénovation de l'aire d'accueil des gens du voyage "La Palmosa" à Antibes	CASA	300 000 €	2021-2022	Améliorer les conditions de séjour des voyageurs sur cette aire d'accueil
5	Transition écologique	Reconstruction du poste de relevage des eaux usées Vauban à Antibes – Etudes et travaux d'améliorations des performances énergétiques	CASA	2 100 000 €	2021-2023	Mise à niveau des capacités du poste de relevage ; - Amélioration de ses performances environnementales, notamment par temps de pluie (Programme d'action établi avec la DDTM) ; - Prise en compte de l'évolution démographique communale ; - Intégration Paysagère dans le périmètre de réaménagement du Port Vauban (Enfouissement, lutte contre les nuisances olfactives).

6	Transition écologique	Aménagement hydraulique paysager pour la protection contre les inondations de l'école Sartoux - Valbonne	CASA	400 000 €	2021-2022	Sécuriser l'école en cas de débordement, l'étude de CEREG préconise la mise en place de noue sur l'ensemble du projet. Réaménager le bassin 2 afin d'obtenir un volume de rétention de 700 m cube permettant de retenir une pluie cinquantenal sans débordement.
7	Transition écologique	Démolition et reconstruction de la station d'épuration de Gréolières - Amélioration des performances environnementales - Etudes et travaux	CASA	1 900 000 €	2021-2022	Station d'épuration actuellement non conforme. Le projet vise la mise en conformité du système d'assainissement de la Station de sports d'hiver (Impacts environnementaux avérés, risques vis-à-vis des ressources en eau des sources du Vegay). - Démolition de la Station d'épuration existante - Redimensionnement et déplacement - Construction d'une Station d'épuration aux performances sanitaires et environnementales compatibles avec les enjeux identifiés.
8	Transition écologique	Construction du Bassin de rétention "Cerutti" sur le bassin versant du Laval à Antibes	CASA	2 070 000 €	2021-2022	Le bassin versant du Laval est particulièrement exposé au risque inondation du fait sa topographie et sa forte urbanisation. Des débordements naturels du vallon sont observés et accompagnés de ruissellements torrentiels dangereux, accentués par une imperméabilisation des sols importante.
9	Transition écologique	Acquisition et renaturation des berges de la Brague	CASA	2 000 000 €	2021	L'acquisition des berges de la Brague fait partie des actions relatives au devenir de cette vaste zone, et s'intègrent dans des démarches complémentaires comportant des temporalités différentes de mise en œuvre: - Les travaux d'entretien, de restauration et de renaturation des berges de la Brague », dans un but de renforcement de la prévention des inondations et la valorisation des milieux aquatiques ; - L'opération foncière d'acquisition et de démolition du « Hameau de la Brague » ; - La définition d'un Plan-guide d'aménagement et de gestion durable de cette plaine.
10	Transition écologique	Bassin de rétention « Sarrazine » à Antibes - Bassin versant du Laval	CASA	1 700 000 €	2021-2023	Ouvrage de protection contre les inondations, intégré à un plan de gestion ambitieux sur le vallon du Laval et la route de Grasse qui comprend plusieurs ouvrages : le bassin de Saint-Claude réalisé plus en amont, le bassin de Cerutti à l'étude au niveau de la route de Grasse, ainsi que plusieurs « potentialités » sur le secteur.
11	Transition écologique	Requalibrage des ouvrages cadres sous la RD 6007 au droit des vallons : Pierre Tambour et Maurettes à Villeneuve-Loubet	CASA	790 000 €	2021-2022	L'objet de l'opération est de rétablir la continuité hydraulique des 2 vallons majeurs « Pierre à Tambour » et « Maurettes » pour une crue d'occurrence décennale et d'optimiser l'exutoire de la canalisation Allée NOLLIS, dans la zone endoréique particulièrement exposée aux inondations.
12	Transition écologique	Réhabilitation thermique Ecole élémentaire Jean Moulin	ANTIBES	625 000 €	2021 : Etudes 2021 -2023 : Travaux	Amélioration en matière de confort thermique et limitation des déperditions de chaleur – Economie d'Energie
13	Transition écologique	Refonte de la Gestion Technique Centralisée des Bâtiments Communaux	ANTIBES	250 000 €	4 ^{ème} trimestre 2020 : Création du modèle de supervision 2021 : Déploiement des automates 2022 : Déploiement des automates sur les sites restants	Réduction des coûts de consommations d'énergies par un meilleur suivi en temps réel et détection immédiate des dérives
14	Transition écologique	Reconstruction du groupe scolaire Ponteil Rostagne	ANTIBES	13 300 000 €	2020/2021/2022 : Etudes : 2022 : désamiantage et de la déconstruction du Collège 2023 : - Fin du désamiantage Démarrage des travaux 2024 : Travaux	Mise à disposition d'un nouveau groupe scolaire plus moderne et plus adapté.

					2025 : travaux - Réception - 2025 : Septembre - Ouverture de l'Ecole	
15	Transition écologique	Reconstruction du Stade Nautique	ANTIBES	25 880 000 €	2021 -2022 : Etudes 2023 : Déconstruction et préparation du chantier 2024-2025 : Travaux 2026 : Réception des travaux - Ouverture de l'Equipement	Mise à disposition d'un stade nautique moderne et performant en matière de consommation énergétique.
16	Transition écologique Transition écologique	Renouvellement du mobilier d'éclairage public actuel par du mobilier écoresponsable à technologie LED sur les secteurs Vauban, du centre-ville, de Juan-Les-Pins	ANTIBES	647 000 €	Opération prévue sur trois exercices : 2021 - 2022 - 2023	Baisse des nuisances lumineuses dues aux installations d'éclairage artificiel représentant un véritable enjeu sociétal (protection de la biodiversité, baisse de la facture énergétique, respect du cycle circadien,...)
17	Transition écologique	Remplacement du mobilier d'éclairage Public énergivore par l'installation de mobilier à technologie Led	ANTIBES	1 000 000 €	2021: 1ère phase pour un montant de 166 000,00 €. 2022: 2è phase pour un montant de 166 000,00 €. 2023: 3è phase pour un montant de 166 000,00 € 2024: 4è phase pour un montant de 166 000,00 € 2025: 5è phase pour un montant de 166 000,00 € 2026: 5è phase pour un montant de 170 000,00 €	Economie d'Energie, baisse des nuisances lumineuses.
18	Transition écologique	Espace THURET	ANTIBES	9 550 000 €	Procédures et études Lancement marché de maîtrise d'œuvre : T2 2021 Attribution marché : T4 2021 Démarrage des études : T1 2022 Réalisation Consultation des entreprises : T1 2023 Démarrage travaux T3 2023 (phasage par bâtiment) Fin des travaux : T1 2025	Développement d'un centre de connaissance scientifique sur le végétal + Partenariats autour de projets éducatifs + Création de logements pour étudiants et saisonniers Partenariat avec ERILIA pour la réhabilitation et le conventionnement de logements
19	Développement économique	Extension du Bioparc	CASA	94 000 000 €	Phase études : S1 2022 Désignation du lauréat en charge de construire, animer et maintenir le Pole d'innovation : S1 2023 Dépôt du PC : S2 2023 Travaux de 18 à 20 mois après délais de recours PC soit à compter S2 2025	Le Bioparc (23 000m2 dédiés aux biotechnologies) étant intégralement occupé, il est nécessaire d'envisager la construction d'une extension d'environ 6 000m2 dont la partie immobilière pourrait être prise en charge intégralement par les acteurs privés, ainsi que 50 % du coût prévisionnel des équipements nécessaires.
20	Transition écologique	Réaménagement, rénovation énergétique et sécurisation des bâtiments de la Mairie de Biot	BIOT	232 200 €	Les travaux ont été lancés fin mars 2021 (nous avons obtenu les accusés de réception des différents financeurs potentiels) et doivent s'achever en novembre 2021.	Un meilleur espace d'accueil physique : en différenciant l'entrée de la Mairie de l'entrée de la Poste.

21	Transition écologique	Rénovation énergétique et sécurisation de la crèche l'Orange Bleue	BIOT	31 000 €	Les travaux se réaliseront durant les vacances scolaires estivales 2021	Une meilleure qualité d'accueil et un confort au quotidien pour les enfants.
22	Transition écologique	Rénovation énergétique et sécurisation des groupes scolaires de Biot	BIOT	89 100 €	Les travaux se réaliseront durant les vacances scolaires (juillet-août 2021 et vacances de la Toussaint 2021)	Une meilleure qualité d'accueil et un confort au quotidien pour les enfants.
23	Transition écologique	Saint Eloi : Aménagement d'un verger à vocation productive et pédagogique sur une friche communale	BIOT	3 480 000 €	Les études commenceront en 2021. Les travaux débiteront en 2022 pour s'achever en 2023.	Une préservation du patrimoine agricole et de la biodiversité. Il participe à une démarche d'alimentation durable pour les générations futures. Ce projet a également une vocation pédagogique.
24	Transition écologique	Travaux de sécurisation des masses rocheuses des quartiers des Moulins et des Ranchières	BOUYON	1 312 143 €		
25	Transition écologique	Projet de résilience alimentaire et énergétique	CHATEAUNEUF	4 500 000€	2021-2023	La commune de Châteauneuf s'est lancée depuis plusieurs années dans un projet de résilience alimentaire et énergétique en lien avec le territoire intercommunal. La stratégie s'insère dans un projet de territoire visant à : <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la capacité de production agricole bio et locale • Augmenter la capacité d'alimentation des habitants en circuits-courts • Agir pour réduire l'impact énergétique des bâtiments et lutter contre le changement climatique
26	Transition écologique	Aménagement et rénovation énergétique d'une Médiathèque municipale	CHATEAUNEUF	849 433€	2021-2024	La rénovation énergétique d'un bâtiment permettant : <ul style="list-style-type: none"> • De réduire les coûts liés à la consommation d'énergie (chauffage, éclairage...), • De réduire les émissions de gaz à effet de serre, et d'améliorer ainsi la qualité de l'air. Une meilleure accessibilité du public à la Médiathèque (écoliers, adhérents, personnes à mobilité réduite)
27	Transition écologique	Travaux de rénovation électrique des bâtiments communaux	COURSEGOULES	8 745,44		
28	Transition écologique	Création d'une maison communale	GREOLIERES	2 500 000 €	Etudes 2021 Fin projet 2 ^{ème} semestre 2024	Dynamisation et services
29	Transition écologique	Rénovation du bâtiment existant du groupe scolaire pour l'accueil des loisirs – périscolaire et extérieurs (phase 3)	OPIO	1 660 000 €		

30	Transition écologique	Rénovation d'un bâtiment municipal comportant l'atelier du service technique et 3 logements	OPIO	280 117,65 €		
31	Transition écologique	Rénovation énergétique de l'école primaire par isolation thermique de la toiture	TOURRETTES SUR LOUP	67 280,00 €		
32	Transition écologique	Amélioration de la performance énergétique de bâtiments communaux	VALBONNE	1 207 000 €	Notification marché de performance : septembre 2021. Démarrage chantier : avril 2022. Réception travaux : avril 2024.	Baisse de plus de 20% de la consommation énergétique des bâtiments communaux les plus énergivores.
33	Transition écologique	Equiperment photovoltaïque sur le toit de l'hôtel de ville	VALBONNE	170 380 €		
34	Transition écologique	Maraîchage Grand Pré - Tulière	VALBONNE	615 000 €	Début travaux : avril 2021 Fin de chantier : juin 2024	Ce projet de création d'une régie agricole en maraîchage biologique, dans le cadre du développement de circuits courts, vise l'approvisionnement partiel des cantines scolaires en produits frais, ainsi que la vente directe de la surproduction aux consommateurs locaux.
35	Transition écologique	Réhabilitation du gymnase du complexe sportif municipal des Bouillides	VALBONNE	4 516 000 €	Début travaux : janvier 2022 Fin de chantier : fin 2023	Mise en conformité (normes d'accessibilité Handicapé), mise en sécurité, amélioration des performances énergétiques du gymnase (-40%), amélioration du confort (réfection vestiaires et locaux communs), amélioration de la pratique sportive (démolition/reconstruction du pôle tennis/club d'athlétisme)
36	Transition écologique	Aménagement de la coulée verte	VALLAURIS	400 000 €		
37	Transition écologique	Projet d'aménagement d'un Pôle de Loisirs avec baignade écologique au quartier des Plans	VILLENEUVE LOUBET	841 424,05 €	Etudes : 2021 Travaux en 2022	Il y a une forte carence en équipements sportifs dédiés à la natation sur le département. La Commune de Villeneuve Loubet ne dispose pas de piscine ou autre espace de baignade aux alentours (excepté celle de la Colle sur Loup). Ce projet répond à cette carence et offre un ouvrage durable et écologique
38	Transition écologique	Projet d'alimentation durable au restaurant du groupe scolaire Antony Fabre	VILLENEUVE LOUBET	429 166,67 €		
39	Transition écologique	Rénovation énergétique des bâtiments communaux	VILLENEUVE LOUBET	643 579,00 €		
40	Transition écologique	Rénovation du système de climatisation/chauffage du groupe scolaire Antony Fabre	VILLENEUVE LOUBET	769 653,62 €	Etude de faisabilité en 2018-2019 Lancement mission MOE en cours de réalisation sur 2021 avec 1er audit rendu le 27/04/2021. Actualisation des montants estimatifs. Commencement des travaux prévu sur 2022 et 2023 – livraison avant fin 2023	Uniformisation du système de chauffage et de refroidissement du Groupe Scolaire Antony Fabre. Répond à la politique de lutte contre le changement climatique engagée par le Gouvernement visant la neutralité carbone en 2050.
41	Transition écologique	Marche Global de Performance Energetique (MPGPE)	VILLENEUVE LOUBET	2 117 900,05 €	Programme pluriannuel sur 4 ans 2021-2024	Réduction de 250 549kWh, soit une réduction de 36.55% de la consommation électrique des installations d'éclairage public signalisations lumineuses tricolores, éclairages sportifs, éclairages de mise en valeur, de bornes et d'illumination festives du territoire de la Commune

42	Transition écologique	Acquisition et requalification d'une friche touristique dans le cadre d'une reconversion urbaine (BELAMBRA)	EPF/LA COLLE SUR LOUP	4 930 846,00 €	Étude 2021	Reconversion urbaine et architecturale d'un site acquis par l'EPF
43	Transition écologique	Quadrigénération d'énergie verte à partir de déchets ménagers et de boues de STEP	UNIVALOM	25 000 000 €	2021-2024	Projet de Quadrigénération : production de chaleur, de froid, d'électricité et de gaz
44	Transition écologique	Construction d'une unité de compostage sur le site de la Sarrée à Bar sur Loup	UNIVALOM	8 000 000 €	2021-2023	Traitement des déchets verts
45	Transition écologique	Réhabilitation, restructuration lourde et rénovation énergétique sur le territoire	BAILLEURS SOCIAUX	A déterminer	2021 à 2024	Rénover et réhabiliter les logements afin de lutter contre la précarité énergétique
46	Mobilités	Déploiement 6 IRVE rapides	CASA	360 000€	2021-2023	Développer de nouvelles technologies de recharge sur le territoire de la CASA en installant des bornes de charge rapide
47	Mobilités	Déploiement 8 IRVE accélérées	CASA	88 000€	2022-2023	Densifier le maillage existant afin de proposer un service adapté aux besoins du développement du véhicule électrique
48	Mobilités	Réaménagement de l'axe desservant la Place Bermont, le CIV et la gare Routière de Valbonne Sophia Antipolis	CASA	3 450 000 €	2023-2026	Action positive en terme de mobilité, de renforcement de l'attractivité économique et de l'enseignement supérieur.
49	Mobilités	Renforcement des capacités de trafic permettant la desserte de la zone d'activités des Hauts d'Antibes	CASA	9 200 000 €	2023/2026	Action positive en terme de mobilité, de renforcement de l'attractivité économique, et une réduction de la pollution atmosphérique
50	Mobilités	Acquisition de bus GNV et électriques	CASA	23 800 000 €	2021/2027	Renouvellement des véhicules thermiques vers des véhicules plus vertueux
51	Mobilités	Travaux de piste cyclable et de trottoir dans les Zones d'Activités Economiques	CASA	2 300 000 €	2020/2026	Action positive en terme de mobilité, et de fertilisation croisée entre les acteurs de l'enseignement supérieure, de la recherche et des entreprises de recherche et développement.
52	Mobilités	Installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques	ANTIBES	80 000 €	4 ^{ème} trimestre 2020 : Lancement du marché d'appel d'offres 2021 : Réalisation des travaux	Promotion de l'usage de véhicules électriques

53	Mobilités	Aménagement du tour du Cap	ANTIBES	2 133 050 €	2021/2022 : Aménagement de deux carrefours : 824.734 € HT 2022/2023 : Aménagement du Bd Maréchal Juin : 878.817 € HT 2023/2024 : Aménagement du Bd Baudouin : 1.929.500 € HT	Favoriser les modes de Déplacements doux : Réduction de la pollution de l'air, lutte contre le réchauffement climatique et maintien d'une bonne santé promotion de l'exercice physique.
54	Mobilités	Sécurisation Chemin des Combes	BIOT	1 886 185 €	Les études commenceront au 2ème semestre 2021. Les travaux débiteront au 1er trimestre 2022 pour s'achever au 2nd semestre 2023.	Un meilleur confort quotidien par une sécurisation et une valorisation de la mobilité piétonne et par voie de conséquence une réduction de l'utilisation de la voiture
55	Mobilités	Sécurisation Chemin St Julien	BIOT	1 442 500 €	L'acquisition de la parcelle se fera début juin 2021. Les études seront lancées au dernier semestre 2021. Les travaux débiteront et s'achèveront au cours du 1er semestre 2022.	Un meilleur confort quotidien par une sécurisation et une valorisation de la mobilité piétonne et par voie de conséquence une réduction de l'utilisation de la voiture.
56	Mobilités	Sécurisation Route de Valbonne	BIOT	75 000 € HT	La maîtrise d'œuvre sera lancée en juin 2021. Les travaux débiteront et s'achèveront au 2 ^{ème} semestre 2021	Un meilleur confort quotidien par une sécurisation et une valorisation de la mobilité piétonne et par voie de conséquence une réduction de l'utilisation de la voiture
57	Équilibre et solidarité des territoires	Plan Local d'Insertion et de l'Emploi 2021/2023	CASA	446 700 €		Le nombre de personnes en insertion accompagnées. Taux de retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA et demandeurs d'emploi de longue durée ayant fait l'objet d'un accompagnement par le PLIE sur le territoire de la CASA
58	Équilibre et solidarité des territoires	Contrat de Ville : 2015/2022	CASA	1 154 938 €	2015 – 2022 : avec une programmation annuelle des actions validées en comité de pilotage et après lancement d'un appel à projet	Réduction des inégalités sociales / au reste de la population de la CASA et du département Amélioration du cadre de vie des habitants du QPV de Vallauris
59	Équilibre et solidarité des territoires	Espace rencontre le « Trait d'Union »	CASA	Par an : 207 000 €	Action réalisée depuis 2004 et reconduite annuellement	Nombre de familles accompagnés ; Nombre de visites ou passages-relais programmés ; Nombre de visites ou passages-relais effectivement réalisée.
60	Équilibre et solidarité des territoires	Construction de salles multisports – Complexe sportif Paul Charpin	ANTIBES	3 000 000 €	2019 - 2021 : Etudes 2021 -2022 : Travaux	Promotion des diverses pratiques sportives et mise à disposition d'équipements sur l'ensemble du territoire de la Commune
61	Équilibre et solidarité des territoires	Construction d'un équipement sportif à dominante tennis de table	ANTIBES	5 800 000 €	2021 : Réalisation des études 2022 : Etudes et Démarrage des travaux 2023 : Poursuite des Travaux 2024 : Fin des travaux - Réception - Ouverture de l'Equipement	Promotion des diverses pratiques sportives et mise à disposition d'équipements sur l'ensemble du territoire de la Commune

62	Équilibre et solidarité des territoires	Création d'un espace de loisirs et un point jeune	BEZAUDUN LES ALPES	180 000 €		
63	Équilibre et solidarité des territoires	Réalisation d'un complexe sportif, comprenant une salle omnisports, un dojo et un mur à gauche pour la pratique de la pelote basque à Sophia Antipolis Eganaude	BIOT	4 200 000 €	Les études seront lancées au 4 ^{ème} trimestre 2021. Les travaux commenceront en 2022 pour une livraison en 2025.	Développer l'offre d'équipement sportif afin de répondre à une demande importante des clubs et associations mais aussi des actifs et des étudiants de la technopole Sophia Antipolis qui souffre d'une carence en structures sportives nuisant à son attractivité.
64	Équilibre et solidarité des territoires	Acquisition et installation de barrières levantes manuelle	CAUSSOLS	13 161 €		
65	Équilibre et solidarité des territoires	Aménagement de la cour de l'école et travaux énergétiques de deux salles de classe	CAUSSOLS	81 899,32 €		
66	Équilibre et solidarité des territoires	Aménagement du centre village rénovation de bâtiments création de logements sociaux et d'un gîte communal	CAUSSOLS	1 604 167 €	Fin des études : juin 2021 Dépôt de PC : juin 2021 AO : septembre 2021 Lancement des constructions : décembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> Logements locatifs Gîte communal et tourisme Centre village Maintenir de jeunes familles en territoire rural
67	Équilibre et solidarité des territoires	Travaux de restauration du lavoir de la Fontaine	CIPIERES	4 400 €		
68	Équilibre et solidarité des territoires	Réaménagement de la cantine scolaire	ROQUEFORT LES PINS	60 000 €		
69	Équilibre et solidarité des territoires	Rénovation du centre de loisirs aquatiques de Cuberte	VALBONNE	2 500 000 €	Notification du marché de maîtrise d'œuvre : octobre 2021 Rendu de la phase APS : décembre 2021 Début du chantier : juillet 2022 Fin de chantier : juillet 2023	Ce projet de centre de loisirs aquatiques répond aux attentes fortes de la population, qui est restée très attachée à cet équipement de proximité. Ce projet offrira un riche panel d'activités dans un cadre particulièrement propice à la détente aussi bien qu'à l'activité physique, et devrait constituer un pôle privilégié de socialisation intergénérationnelle.
70	Équilibre et solidarité des territoires	OPAH RU	VALLAURIS	8 582 000 €	2021-2027	Rénover le parc de logements et revitaliser le centre-ville : opération inscrite dans la convention Cœur de Ville
71	Équilibre et solidarité des territoires	Action Cœur de Ville	VALLAURIS	32 534 000 €	2021-2027	Actions destinées à revitaliser les 2 centralités que compte la ville
72	Équilibre et solidarité des territoires	Travaux d'extension et d'agrandissement de l'Espace Monique Maurice au quartier des Plans (extension salle d'haltérophilie et création d'un dojo)	VILLENEUVE LOUBET	1 267 287.80 €	Mission AMO attribuée en 2019 (Cabinet Absolute Architecte) Lancement du marché de travaux programmé en 2021 Travaux programmés sur 2021 (salle haltérophilie phase 1) et 2022 (création du dojo) Livraison avant fin 2022	<p>Dans le cadre de la préparation aux Jeux Olympiques 2024, la salle d'haltérophilie a été labellisée Terre de Jeux et Centre de Préparation aux Jeux (CPJ).</p> <p>Pour notre Collectivité, accueillir ce CPJ contribue fortement à l'attractivité du Territoire. Pour les habitants, c'est l'opportunité de découvrir une discipline sportive, un territoire, une culture et la fierté d'accueillir des athlètes de haut niveau.</p> <p>Base arrière de ces Jeux Olympique, la salle d'haltérophilie Monique Maurice va ainsi recevoir durant les trois prochaines années, des Délégations sportives internationales dans le cadre de leur préparation avant l'échéance 2024.</p>

73	Enseignement supérieur, recherche et innovation, éducation	Acquisition d'une solution de concertation citoyenne	CASA	80 000 €	2021/2022	Développer un service de consultation citoyenne (opensoursepolitics)
74	Enseignement supérieur, recherche et innovation, éducation	Développement de la cyber sécurité	CASA	85 000 €	2021/2022	Sécurisation des données
75	Enseignement supérieur, recherche et innovation, éducation	Travaux de mise en accessibilité de 5 groupes scolaires	ANTIBES	900 000 €	2021 : Etudes 2022 -2023 : Travaux	Amélioration de la fonctionnalité et mise en conformité accessibilité des groupes scolaires.
76	Enseignement supérieur, recherche et innovation, éducation	Réhabilitation et extension de la Batterie du Graillon et de l'Espace Muséal Mer et Littoral	ANTIBES	2 640 000 €	2019-2020 : Etudes 2021-2022 : Travaux	Réhabilitation et extension du site -découverte de l'environnement et sensibilisation pour la protection des ressources locales, auprès du public et notamment des scolaires
77	Enseignement supérieur, recherche et innovation, éducation	Smart City : Développement d'initiatives à fort impact pour la Commune d'Antibes	ANTIBES	250 000 €	4 ^{ème} trimestre 2020 : Développement de la maquette numérique et formations au pilotage de drone 2021 : Intégration de nouveaux modules	Développement de l'e-administration
78	Enseignement supérieur, recherche et innovation, éducation	Création de 2 salles de classe et de leurs locaux annexes	CIPIERES	534 500 €	2021-2023	Déplacement de la salle de classe actuelle dans un lieu plus grand pouvant accueillir plus d'enfants et situé à proximité du restaurant scolaire
79	Enseignement supérieur, recherche et innovation, éducation	Rénovation énergétique de l'hébergement du Centre International de Valbonne	Centre International de Valbonne	29 866 666 €	2021 : Conception, consultation des entreprises et démarrage des travaux	Rayonnement de la structure et de la technopole Sophia Antipolis à l'international à travers un campus rénové et connecté et un enseignement bilingue de grande qualité Formation de futurs talents pour les entreprises de la technopole Accueil et hébergement des étudiants et chercheurs internationaux
80	Enseignement supérieur, recherche et innovation, éducation	MIPAS III	Ecole des Mines Paristech	6 000 000 €	Programmation : 2021-2022 MOE : 2023 - 2024 Travaux : 2025 – 2027 CPER 2021-2027	Accueil de 200 étudiants supplémentaires Formation d'ingénieurs internationaux pour les entreprises du territoire Rayonnement national et international à travers un cursus anglophone
81	Santé	Modernisation du process de production produits injectables et augmentation de capacité du site Lundbeck Sophia Antipolis	Lundbeck Elaiapharm	5 400 000 €		<ul style="list-style-type: none"> développer des produits et les produire localement, de développer l'expertise pharmaceutique en France, et de maintenir et augmenter l'emploi et les investissements associés. création d'une quinzaine de nouveaux postes (cadres, techniciens et opérateurs) pérennisation de l'emploi et de la compétence locale dans un domaine technologique avancé, innovant, et en constante expansion Maintien de l'outil industriel sur le territoire

82	Culture	Médiathèque itinérante	CASA	126 736 €	2020 : Acquisition Ideas Box, Cadrage du projet 1ère session de formation médiateurs 2021 : Acquisition véhicule utilitaire, 2ème session de formation médiateurs, 1 ^{ers} déploiements du dispositif 2022 – 2027 : Planning annuel d'interventions	Déploiement de services de lecture publique dans les zones éloignées du territoire (Haut et Moyen Pays) et dans le quartier prioritaire de Vallauris
83	Culture	Inclusion numérique	CASA	100 000€	2022-2023: Ouverture d'un Fab LAB 2023-2024 : Ouverture du centre de ressources numérique jeunesse des Semboules	Acculturation numérique
84	Culture	Archives Municipales Traitement de l'Hygrométrie	ANTIBES	570 000 €	2021 : Etudes 2022 : Travaux	Suppression des causes altérant les archives et limitation des effets du temps pour la bonne conservation des documents
85	Culture	Fort Carré – Etanchéité des Terrasses	ANTIBES	1 080 000 €	2021 - 2022 : Etudes 2023 - 2024 : Travaux	Restauration et préservation d'un Monument Historique Classé
86	Culture	Restauration des remparts Bastion de Chavigny	ANTIBES	250 000 €	2021 - 2022: Etudes 2022 - 2023 : Travaux	Restauration et préservation d'un Monument Historique Inscrit.
87	Culture	Rénovation du Monument aux Morts	BEZAUDUN LES ALPES	6 765 €		
88	Culture	Maison du Verre	BIOT	2 490 000 €	La programmation commencera au 3 ^{ème} trimestre 2021. Les travaux débiteront et s'achèveront en 2022.	Mettre en valeur et développer le savoir-faire des verriers, et renforcer l'identité de la commune sur le thème du verre. Il s'agit également de redynamiser le centre historique et ses commerces en renforçant l'attractivité touristique nationale et internationale.
89	Culture	Tour de la Chèvre d'Or : acquisition, restauration et mise en valeur d'un monument romain classé Monument Historique	BIOT	1 200 000 €	L'acquisition de la parcelle se réalisera au cours du 3 ^{ème} trimestre 2021. Les études commenceront en 2022. Les travaux débiteront en 2023 pour s'achever en 2024	Valoriser le patrimoine et le rendre accessible à tous.
90	Culture	Réfection intérieur de l'église Saint-Pons	LE ROURET	11 700,00		
91	Culture	Réhabilitation du musée d'histoire en salles d'expositions permanentes	SAINT PAUL DE VENCE	558 604 €	2021-2025	Permettre d'accéder à culture pour tous, exposition permanentes permettant de, dynamiser et étoffer le territoire
92	Culture	Création d'une résidence d'artistes au Clos de Tantine	SAINT PAUL DE VENCE	400 000 €	2021-2023	Promouvoir de jeunes artistes, l'expérimentation dans un environnement, permettre la rencontre avec le public.

93	Culture	Rénovation de la chapelle Saint-Bernardin	VALBONNE	178 860 €		
94	Développement économique	Construction du Pole de l'innovation et Maison de l'Intelligence Artificielle - Travaux	CASA / SYMISA CD06	29 379 677,00 €	2021 – 2024 AAP	Accompagner à la création d'entreprises innovantes et de renforcement de la compétitivité de la technopole Sophia Antipolis
95	Développement économique	Equipements publics ZAC des Clausonnes	VALBONNE	57 000 000 €	2021 - 2025	Soutenir et accompagner l'activité économique générée par Sophia Antipolis, en réalisant des infrastructures publiques afin de : -restructurer et requalifier l'entrée du Parc de Sophia Antipolis et de la Commune, -créer une référence urbaine et architecturale en matière de prise en compte des fondements du développement durable sur le site de la Technopole, -renforcer et mettre en valeur la continuité naturelle le long de la Valmasque (trames verte et bleue), -prendre en compte et intégrer, dans l'organisation urbaine du secteur, l'arrivée future d'un Transport en Commun en Site Propre (TCSP).
96	Développement économique	PlanBioSerres	INRAe	1 700 000 €	2022 : études, 50 k€ 2023 : appel d'offres, déconstruction serres et atelier, 150 k€ 2024 : construction serres et locaux techniques.	Chercheurs académiques et privés, entreprises du territoire comme utilisateurs des nouvelles installations et partenaires dans le cadre de nouveaux projets collaboratifs Accueil et accompagnement de startups Rayonnement national et international du site et de la recherche en biocontrôle de l'ISA à travers la qualité de l'offre technologique et le soutien à l'innovation
97	Tourisme	Réfection du platelage du Sentier du Littoral suite aux intempéries de novembre 2019	VILLENEUVE LOUBET	589 975,00 €	Travaux prévus de novembre 2021 à mai 2022 Marché de travaux non attribué à ce jour	Suite aux fortes intempéries de novembre 2019, la passerelle en bois de la Promenade Baie des Anges a été provisoirement réparée. Les travaux d'aménagement et de remise en état du cheminement piétonnier du bord de mer sont essentiels pour notre Commune, station balnéaire de la Côte d'Azur fortement appréciée et fréquentée par les touristes et riverains.



CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

pour le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis CASA

Établi entre

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Représenté par Monsieur Jean Léonetti, Président de la CASA autorisé à l'effet des présentes suivant délibération n°..... en date du 24 janvier 2022,

Ci-après désigné par CASA,

ET

L'État, représenté par M. Bernard Gonzalez, préfet des Alpes-Maritimes,

Ci-après désigné par « l'État » ;

EN PRESENCE DE :

Mr le Préfet, Monsieur Bernard GONZALEZ

Mme la Sous-Préfète, Mme Anne FRACKOWIAK-JACOBS

Mr le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Mr Jean LEONETTI

Table des matières

Préambule	p.4
Article 1 - Objet du contrat	p.5
1.1 L'objectif du CRTE	p.5
1.2 Le portrait du territoire	p.6
1.3 L'état des lieux écologique du territoire	p.8
1.4 Le lien et les coopérations avec les territoires voisins	p.10
Article 2 - L'ambition du territoire	p.12
2.1 A l'échelle de la CASA	p.12
2.2 A l'échelle de CAP AZUR	p.12
Article 3 - Les orientations stratégiques	p.13
Article 4 - Le plan d'action	p.18
4.1 L'intégration des contractualisations et programmes de l'Etat	p.18
4.2 La stratégie de relance de l'activité (2021-2022)	p.18
4.3 les actions et projets pour le développement et la transition écologique du territoire	p.19
Article 5 - Engagements des partenaires	p.20
5.1 Disposition générales concernant les financements	p.20
5.2 Le territoire signataire	p.20
5.3 L'Etat, les établissements et opérateurs publics	p.21
5.4 Engagements des opérateurs publics	p.21
5.5 Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économique	p.21
Article 6 - La gouvernance du CRTE	p.22
6.1 Comités de pilotage	p.22
6.2 Le Comité technique	p.22
Article 7 - Suivi et évaluation du CRTE	p.23
Article 8 - Résultats attendus du CRTE	p.23
Article 9 - Entrée en vigueur et durée du CRTE	p.23
Article 10 - Evolution et mis à jour du CRTE	p.23
Article 11 - Résiliation du CRTE	p.23
Article 12 - Traitement des litiges	p.24
Sommaire des annexes	p.25

Préambule

Dans le prolongement de l'accord de partenariat signé avec les régions le 28 septembre 2020, qui se traduira dans des contrats de plan État-région (CPER) renouvelés d'une part, dans les Programmes opérationnels européens d'autre part, le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État, dans le cadre d'un projet de territoire.

La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation, qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'État et les collectivités territoriales, sous la forme de contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités.

Article 1 – Objet du contrat

1.1 L'objectif du CRTE

Contribuer à la réussite du Plan de Relance dans les territoires en impliquant toutes les collectivités. La circulaire du Premier Ministre n 6231 / SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Écologique confirme la contractualisation comme le mode de relation privilégié entre l'Etat et les territoires, associés à la territorialisation du plan de relance.

Accompagner, sur la durée du mandat municipal, la concrétisation du projet de territoire de chaque collectivité engagée avec les acteurs territoriaux autour d'une double ambition de transition écologique et de cohésion territoriale avec une approche transversale de l'ensemble des politiques publiques (culture, sport, santé, éducation, économie, habitat, commerce, agriculture...).

Simplifier le paysage contractuel en rapprochant les dispositifs contractuels de l'Etat et des différents partenaires au service des spécificités et enjeux de chaque territoire de projet

Le CRTE définit un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre pour réussir collectivement la transition écologique, économique, sociale et culturelle du territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis autour d'actions concrètes qui concourent à la réalisation d'un projet résilient et durable. Ces contrats mobiliseront l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés. Sur la base du projet de territoire, les dynamiques des dispositifs contractuels existants seront intégrées et articulées.

Le CRTE permet de concrétiser des actions communes de coopération entre les territoires dont les interactions pour des questions d'emplois, de mobilité, de services, de culture, de loisirs, de tourisme... influencent les projets de territoire.

Le contrat contient l'ensemble des engagements des différents partenaires pour l'ensemble de la période contractuelle 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

Les actions intégrées dans le CRTE s'inscrivent dans une double temporalité

- Dans le temps court du plan de relance économique et écologique avec des actions concrètes et des projets en maturation ayant un impact important pour la reprise de l'activité dans les territoires (2021-2022) ;
- Dans le temps long en forgeant des projets de territoire ayant pour ambition la transition écologique et la cohésion territoriale, sur la durée du mandat (2021-2026).

Le contenu du présent contrat est conçu sur-mesure, par et pour les acteurs locaux. C'est un contrat évolutif et pluriannuel d'une durée de 6 ans. Il fera l'objet d'une large communication et d'une évaluation sur la base d'indicateurs de performances numériques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

Sur la base du projet de territoire, le CRTE décline, par orientation stratégique, des actions opérationnelles pour conduire sa démarche de transformation à moyen et long terme, en mobilisant dans la durée les moyens des partenaires publics et privés. Le CRTE traduit également la manière dont le volet territorial du CPER se décline concrètement dans le territoire.

1.2 Le portrait du territoire

Par arrêté préfectoral du 10 décembre 2001, le Préfet des Alpes-Maritimes a prononcé la création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) à compter du 1er janvier 2002.

La CASA a ensuite été élargie par adhésion des communes de Caussols et de Courmes conformément à un arrêté préfectoral du 28 décembre 2002, au 1er janvier 2003.

Le périmètre de la CASA a de nouveau été étendu au canton de Coursegoules par arrêté du 22 décembre 2011, au 1er janvier 2012.

La CASA regroupe aujourd'hui 24 communes membres : Antibes Juan-les-Pins, Le Bar-sur-Loup, Bezaudun les Alpes, Biot, Bouyon, Caussols, Châteauneuf-Grasse, Capières, La Colle-sur-Loup, Conségudes, Courmes, Coursegoules, Les Ferres, Gourdon, Gréolières, Opio, Le Rouret, Roquefort-les-Pins, La Roque en Provence, Saint-Paul-de-Vence, Tourrettes-sur-Loup, Valbonne Sophia Antipolis, Vallauris Golfe-Juan et Villeneuve-Loubet.

Le territoire de la CASA s'étend ainsi du littoral au moyen et haut-pays, avec en son centre la 1ère technopole européenne, Sophia Antipolis, et réunit plus de 175 000 habitants pour une superficie d'environ 490 km².

Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis

EPCI

1

Communes

24

Population

179 296

Superficie

482,82 km²

Densité

371 hab / km²



(Source INSEE RP)

La CASA accueille sur son territoire la Technopole scientifique et technologique Sophia Antipolis, créée en 1969, 1ère technopole d'Europe et haut lieu d'attractivité au plan régional et international, comptant aujourd'hui près de 2 500 entreprises, 38 000 emplois avec une croissance sur les 5 dernières années de 1000 emplois nets créés chaque année.

Avec les Communautés d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes – d'Azur, la CASA a créé le 1er juillet 2018 un pôle Métropolitain CAP AZUR.

Conformément à la Loi Engagement et Proximité, le conseil communautaire a débattu et approuvé, lors de sa séance du 16 novembre 2020, l'élaboration d'un pacte de gouvernance.

Dès sa création en 2002, la CASA avait fondé la philosophie de son action en adoptant une charte fondatrice, dénommée « Charte de Développement », adoptée avant la création de la Communauté d'Agglomération par les Maires fondateurs de l'Etablissement.

Ce document a été complété en 2004 d'un Projet d'Agglomération qui a guidé l'action de la CASA ces 15 dernières années.

Dans cette continuité, un projet global de territoire de la CASA est défini et orienté vers la transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale, structuré par un plan d'actions concret autour des grands enjeux structurants du territoire.

1.3 L'état des lieux écologique du territoire

Depuis sa création, la CASA est engagée en faveur du développement durable, de la préservation, de la protection et de l'amélioration de la qualité de l'environnement au travers des politiques communautaires ayant vocation à agir sur l'échelle du territoire et des communes dans les thématiques suivantes :

➤ **L'habitat** : La CASA assure entre les 24 communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logement. A ce titre, elle organise son intervention en fonction des priorités définies dans le Programme Local de l'habitat 2020-2025, qui sont de :

- Développer, dans le respect de l'équilibre des territoires, aux côtés des communes, de manière quantitative et qualitative l'offre nouvelle en logement, comme en hébergement.
- Soutenir la réhabilitation du parc immobilier existant (social comme privé) pour lutter contre la précarité énergétique et les situations d'habitat indigne, mais aussi pour favoriser le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie.
- Agir sur la fluidité des parcours résidentiels, notamment dans le cadre du « logement d'abord » nouveau paradigme d'accompagnement des publics mal logés.
- Répondre aux besoins en logement à toutes les étapes de la vie, notamment auprès des actifs en promouvant les dispositifs d'accession sociale à la propriété.
- Gérer les aires d'accueil des gens du voyage.

La politique de l'habitat intègre les enjeux du développement durable. Son action s'inscrit dans la démarche de développement durable menée par la CASA, la charte pour l'environnement, la qualité de l'air, le plan de prévention du bruit et le plan paysage. Elle s'illustre par exemple par l'accompagnement de la réhabilitation énergétique du parc locatif social et du parc privé.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de logement social, une attention particulière sera apportée pour les personnes isolées et âgées.

➤ **Le Développement économique et l'Aménagement Durable** : La CASA est engagée dans un programme de développement durable « CASA'Venir » se traduisant par la mise en œuvre d'une politique de développement économique et d'aménagement durable, équilibrée et solidaire sur le territoire :

- Révision du SCOT en y intégrant directement le Plan-Climat-Air-Energie de la CASA ainsi que le Plan de Mobilité de la CASA.
- Développement de la technopole dans une perspective de Quartier Durable afin de poursuivre sa croissance et de soutenir son positionnement comme lieu d'innovation majeur en Europe.
- Aménagement et renaturation de la Plaine de la Brague.
- Animation et surveillance des 3 sites Natura 2000 (2020-2022).
- Développement de l'usage des véhicules électriques avec l'installation d'un réseau de bornes de recharges électriques sur tout le territoire (Wiiiz).
- Action de sensibilisation auprès du public et des écoles.

➤ **L'Agriculture Durable** : La CASA est engagée en faveur du développement d'une agriculture durable et performante sur le territoire, dans le cadre de sa stratégie agricole approuvée en 2018.

L'animation territoriale étant à la base de l'émergence de projets et des dynamiques individuelles et collectives, l'action de la CASA se décline selon les axes suivants :

- Accompagner les communes dans leurs projets d'installation agricole.
- Protéger les espaces des activités agricoles sur le territoire.
- Reconquérir les friches agricoles.
- Soutenir et valoriser la filière Plantes à parfum, aromatiques et médicinales.

➤ **La mobilité** : La CASA est l'autorité organisatrice de la mobilité sur son ressort territorial et à ce titre doit répondre à trois enjeux majeurs.

- Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.
- Permettre la mobilité pour tous.
- Contribuer à l'intermodalité entre ses offres de mobilité et celles de ses partenaires institutionnels.

Pour cela, elle organise six catégories de services : un service régulier de transport public (ENVIBUS), un service de transports à la demande, un service de transports scolaires, un service dédié à la promotion et au développement de la mobilité active, un service pour la promotion du covoiturage dynamique et un service de mobilité solidaire pour favoriser l'accès des publics fragiles aux transports et à la mobilité.

Pour fournir un service au plus près des besoins des usagers, la CASA travaille en concertation permanente avec les communes de son territoire et les représentants de la société civile, à travers la mise en œuvre depuis septembre 2020 d'un comité des partenaires.

1.4 Le lien et les coopérations avec les territoires voisins

Appui et accompagnement du chapeau stratégique du pôle métropolitain Cap Azur par TERRE D'AVANCE

La CASA a créé le 1^{er} juillet 2018, un pôle métropolitain CAP AZUR avec les Communautés d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes – d'Azur.

Le territoire du pôle métropolitain de CAP AZUR, bien que vaste et diversifié, présente des caractéristiques communes. On note ainsi un **territoire de renommée internationale, générateur d'une grande attractivité résidentielle et touristique grâce à des paysages et un patrimoine de grande qualité**, mais également **diversifié** avec sa bande littorale, son moyen-pays et son haut-pays. On y trouve ainsi des espaces naturels riches et protégés, une agriculture spécifique avec notamment les plantes à parfum qui complète un territoire de terroirs variés.

Ce territoire accueille par ailleurs des **activités économiques de pointe** dans différents domaines, **du tourisme aux nouvelles technologies et des actifs qualifiés**.

Le territoire est aujourd'hui **très bien desservi** par des réseaux structurants.

Pour autant, **la géographie même du territoire le contraint** et contraint son développement, le territoire de CAP AZUR faisant globalement face à une **pénurie de foncier disponible** et à des **risques naturels importants** (inondations, ruissellement, incendie, mouvement de terrain), entraînant des **difficultés à construire suffisamment de logements** pour répondre à l'attractivité résidentielle. La cohabitation des différentes fonctions sur le territoire est ainsi complexe, entre infrastructures de mobilité et réseaux générant des nuisances, émiettement des activités économiques, terres agricoles subissant la pression foncière. Ceci génère par ailleurs une **congestion forte**, notamment pour rejoindre les différents pôles économiques depuis les zones plus résidentielles du territoire, en particulier entre les parties Est et Ouest du CAP AZUR.

De plus, la diversité du territoire apparaît comme un enjeu, avec une **disparité entre bande littorale, moyen-pays et haut-pays en termes d'accès aux services, de fracture numérique, de revitalisation de certains centres-villes ou bourgs-centres**, le territoire n'étant pas homogène.

C'est aussi un **territoire qui a subi la crise sanitaire et économique** liée à la Covid-19, avec une **dépendance forte au tourisme et à l'événementiel** qui ont été particulièrement impactés.

Enfin, le territoire de CAP AZUR est confronté au **vieillissement de sa population** avec un fort accroissement de personnes entrant dans la dépendance à court terme.

Il apparaît par ailleurs particulièrement **vulnérable au changement climatique**. Outre sa **sensibilité aux risques naturels, son littoral est soumis au retrait du trait de côte**. Par ailleurs, afin de préserver leurs ressources naturelles maritimes, les EPCI du littoral souhaitent s'engager conjointement dans l'élaboration d'un Schéma Territorial de Restauration Ecologique. **La ressource en eau constitue, enfin, un enjeu majeur, et pourrait devenir, à très court terme, un élément limitant le développement du pôle métropolitain**.

Le territoire de CAP AZUR peut cependant rebondir tant par les **nombreuses coopérations déjà engagées** à l'échelle du pôle métropolitain, des projets européens ou d'autres cadres de coopérations que par les **tendances déjà en cours (circuits courts) ou renforcées par la crise sanitaire (tourisme de proximité, mobilité et nouveaux modes de travail...)**.

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> – Un territoire avec une forte identité patrimoniale et paysagère, rurale et urbaine – Une forte attractivité résidentielle et touristique – Une renommée internationale pour ses paysages et ses filières (tourisme, industrie, numérique) – Un taux d'actifs importants et plutôt qualifiés – Un tissu économique riche et complémentaire – Un territoire de pointe avec des filières structurées dans le domaine du spatial, de l'événementiel, des industries créatives, des nouvelles technologies, de l'intelligence artificielle, de la silver economy, de l'agritech, de la filière plantes à parfums - saveurs – senteurs, du nautisme – Une agriculture riche (grande variété de terroirs, productions locales valorisées, développement de circuits courts) – Un territoire disposant de réseaux de mobilités structurants – Des espaces naturels riches et protégés (un Parc Naturel Régional commun à trois EPCI) – Un territoire pluriel avec des complémentarités (types d'espaces très variés) 	<ul style="list-style-type: none"> – Un territoire fortement contraint géographiquement et réglementairement – Le manque de foncier disponible – Le vieillissement de la population – Une disparité territoriale entre territoires urbains et ruraux (en termes de dynamisme économique et social, fracture numérique) – Une partie des centres bourgs et centres villes à revitaliser – Une carence en logements sociaux bien qu'une dynamique de rattrapage soit en cours – Une grande dépendance au tourisme – Un émiettement du territoire (industries éparpillées, développement commercial mettant en péril le foncier économique et les espaces agricoles) – L'importance des flux de déplacement et la congestion des axes reliant les principaux pôles économiques, l'attachement à l'usage de la voiture – L'importance des nuisances liées aux flux qui traversent le territoire (pollutions)
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> – Des coopérations nombreuses déjà mises en place au sein du pôle métropolitain CAP AZUR et dans d'autres formats (ex Plan Climat Air Energie Territorial Ouest 06, projets européens, Schéma de Cohérence Territoriale), sur lesquelles capitaliser – Une croissance démographique encadrée, fixée à un seuil plancher – Les nombreux engagements dans des démarches nationales (Action Cœur de Ville, Petites villes de demain, Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, Territoire à énergie positive pour la croissance verte...) – Un intérêt croissant pour le développement de circuits courts et la valorisation des productions locales – Une progression de l'utilisation du service de véhicules électriques sur le territoire – Une résilience remarquable de la technopole de Sophia-Antipolis en matière d'emploi – Nouveaux modes de travail sur la technopole de Sophia-Antipolis avec la crise sanitaire : des effets attendus sur la mobilité – Emergence de flux touristiques de proximité vers les espaces naturels du nord du territoire : un territoire refuge en période de crise sanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> – Une très forte concurrence entre les pôles économiques et universitaires de la Méditerranée et plus largement (France voire international pour l'enseignement supérieur) – L'accroissement du nombre de personnes dépendantes dans un futur proche (2025) – La vulnérabilité du dynamisme économique face à la crise sanitaire (tourisme d'affaires et événementiel) – La vulnérabilité du territoire et de la biodiversité face aux effets du changement climatique et aux risques naturels

Article 2 – L’ambition du territoire

2.1 A l’échelle de la CASA

- 1- Un territoire engagé dans la transition écologique conservant un cadre de vie privilégié**
- 2- La poursuite d’une solidarité équilibrée envers les territoires**
- 3- Le renforcement de l’attractivité du territoire basé sur une croissance durable, intelligente et innovante**
- 4- Le développement d’une intermodalité facilitant le quotidien des usagers**

2-2 A l’échelle de CAP AZUR

Les 4 EPCI de CAP AZUR se retrouvent dans les ambitions suivantes :

- 1. Un territoire résilient face au changement climatique et aux risques naturels pour conserver la qualité de vie de ses habitants**
- 2. Une cohésion sociale et territoriale qui offre toutes les facettes de la qualité de vie, équilibrée entre sa bande littorale, son moyen pays et son haut-pays**
- 3. Un territoire qui relance son attractivité économique en innovant pour une économie durable**

Article 3 – Les orientations stratégiques

Le présent contrat fixe les orientations stratégiques suivantes :

○ **Pour le territoire de la CASA :**

- Orientation 1 : Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population
- Orientation 2 : Fédérer et activer l'écosystème de Sophia Antipolis
- Orientation 3 : Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants
- Orientation 4 : Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale

Tendre vers un aménagement durable et adapté à la population

La CASA est engagée en faveur de la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement (ses vallées, ses montagnes, ses forêts, son littoral...), avec une utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles et la promotion des mesures destinées à réduire la consommation énergétique.

Les enjeux sont de tendre vers une transition écologique sur le territoire par la mise en œuvre d'actions durables en matière d'habitat, d'agriculture, de protection contre les risques naturels.

Les objectifs stratégiques sont :

- Accélérer la transition énergétique sur le territoire,
- Limiter la dépendance et la vulnérabilité énergétique du territoire,
- Développer des énergies renouvelables,
- Soutenir la production de logements sociaux,
- Rénover l'habitat public et privé en améliorant les performances énergétiques

A travers son Plan Climat Air Energie, la CASA souhaite notamment développer la production d'énergies renouvelables afin de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre et respecter les orientations du SRADDET PACA.

Il s'agit également du développement de l'énergie solaire notamment à travers l'installation d'ombrières solaires ou de panneaux photovoltaïques.

Le développement de la technopole dans une démarche d'Eco Quartier est engagé notamment au travers de l'AMI Quartier Durable dont l'objectif est de mener une réflexion prospective en matière d'aménagement du territoire de Sophia Antipolis à l'Horizon 2030 et de réinventer Sophia Antipolis face aux enjeux actuels.

Il s'agit également de s'adapter au changement climatique par le déploiement d'équipements de protection contre les risques naturels ou d'aménagement et de reconquête des espaces naturels.

La réhabilitation et la rénovation thermique des équipements au service des usagers du territoire de la CASA est également essentiel en terme d'amélioration et de performance énergétique.

Les projets agricoles et alimentaires sont également développés afin de tendre vers la résilience agricole et alimentaire du territoire.

Fédérer et activer l'écosystème de Sophia Antipolis

Le territoire de Sophia Antipolis, première technopole européenne, est devenue un haut lieu d'innovation technologique dans le monde.

Labélisée 3IA, la technopole concentre près de 40 000 emplois, dans des domaines clés tels que l'intelligence artificielle, les biotechnologies, le véhicule connecté autonome.

Avec plus de 1000 emplois créés par an, elle constitue un moteur de croissance pour le territoire et s'attache à répondre à cette dynamique en proposant un modèle d'aménagement diversifié alliant emploi, mobilité et mixité fonctionnelle.

La stratégie de développement de la technopole de Sophia Antipolis repose sur deux axes :

- Soutenir la création et le développement d'entreprises innovantes.
- Favoriser l'implantation d'entreprises exogènes créatrices de valeur ajoutée et d'emplois pour le territoire, en renforçant l'attractivité et la visibilité du territoire.

Dans le cadre de sa politique de développement des outils d'accompagnement à la création d'entreprises innovantes et de renforcement de la compétitivité de la technopole, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage dans une opération d'équipement vitrine et d'appui à l'innovation à la hauteur du territoire, de son écosystème et de ses enjeux. Les espaces actuels ne suffisent pas à répondre, de manière qualitative, aux besoins de développement de la technopole.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis souhaite développer le pôle innovation qui se positionnera sur des enjeux d'innovation à fort potentiel (intelligence artificielle, véhicule intelligent, développement durable, performance énergétique des bâtiments, traveltech...) et sera organisé autour de fonctions d'incubation, d'hébergement, de développement de start-ups et de grands comptes, et d'espaces de travail collaboratifs, d'espaces événementiels et démonstrateurs (enjeux de marketing et rayonnement international).

Le futur pôle de l'innovation ne devra pas être la somme de dispositifs mais incarner un nouveau modèle d'espace d'émulation de l'innovation, à la hauteur de la 1ère technopole d'Europe et de son héritage numérique. Cette structure est pensée comme un véritable lieu de vie, avec des espaces de travail ouverts et modulables, qui facilitent le travail collaboratif, les échanges de compétences, les partenariats, les synergies, l'innovation ouverte... Elle devra en outre constituer un espace facilitateur et fédérateur pour le développement des filières du territoire.

Par ailleurs, la technopole Sophia Antipolis est labellisée « 3IA Institut Interdisciplinaire d'Intelligence Artificielle », ce qui confirme son leadership sur la thématique de l'intelligence artificielle, et conforte son attractivité au plan national et international, pour les entreprises en recherche d'implantations d'unités R&D ou de Labs. Le 3IA Côte d'Azur se spécialise sur les thématiques suivantes (I.A fondamentale, I.A au service de la médecine computationnelle, Biologie computationnelle et IA bio-inspirée IA et territoires intelligents et sécurisés, santé), avec de forts potentiels de développement au plan industriel.

L'enjeu est également de renforcer l'attractivité du territoire par le développement du numérique dans tous les domaines, à la fois sur les cœurs de technologies (télécom, I.A, datas, micro-électronique, blockchain, cybersécurité, logiciels, électronique embarquée, ...) et les applicatifs marchés et filières d'excellence (traveltech, automobile et véhicules connectés, télécom, IOT, proptech, yachting-nautisme, biotechnologies, robotique, sports-santé,...), mais d'autres filières sont également très présentes et en croissance sur la technopole comme les Biotechnologies et Sciences de la Vie.

Enfin, la richesse académique et enseignement supérieur vient compléter l'écosystème avec plus de 4 500 chercheurs et 5 500 étudiants dont l'objectif est d'accueillir davantage d'étudiants.

Améliorer la qualité de vie des usagers par des équipements innovants

La CASA souhaite renforcer la solidarité envers les communes de son territoire et améliorer la qualité de vie des habitants à travers la construction et la rénovation d'équipements plus respectueux de l'environnement.

L'enjeu est de permettre à chaque habitant du territoire et au plus près de son lieu de résidence, d'avoir accès à la culture sous toutes ses formes d'expression (Inclusion numérique, médiathèque itinérante, restauration et accès aux monuments, musée) et de promouvoir le patrimoine afin de renforcer l'identité des communes (Maison du Verre à Biot, Musée d'histoire et résidence d'artistes Clos de Tantine à St Paul de Vence).

Développer une mobilité pour tous, propre et intermodale

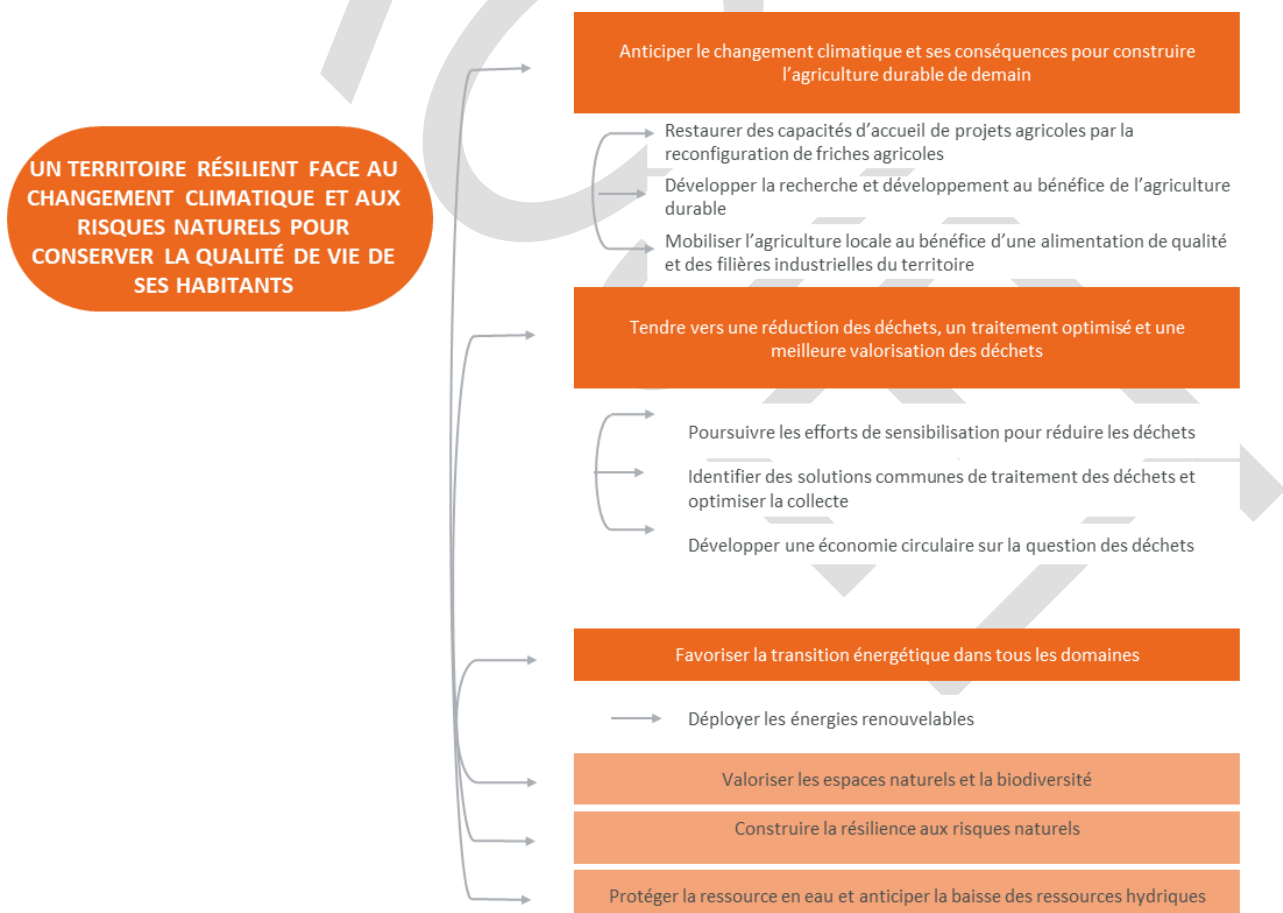
La CASA accueille chaque jour les 38 000 salariés, étudiants et chercheurs de la technopole de Sophia Antipolis générant des flux de déplacements importants au regard de ses possibilités d'infrastructure routière et de ses capacités d'aménagement.

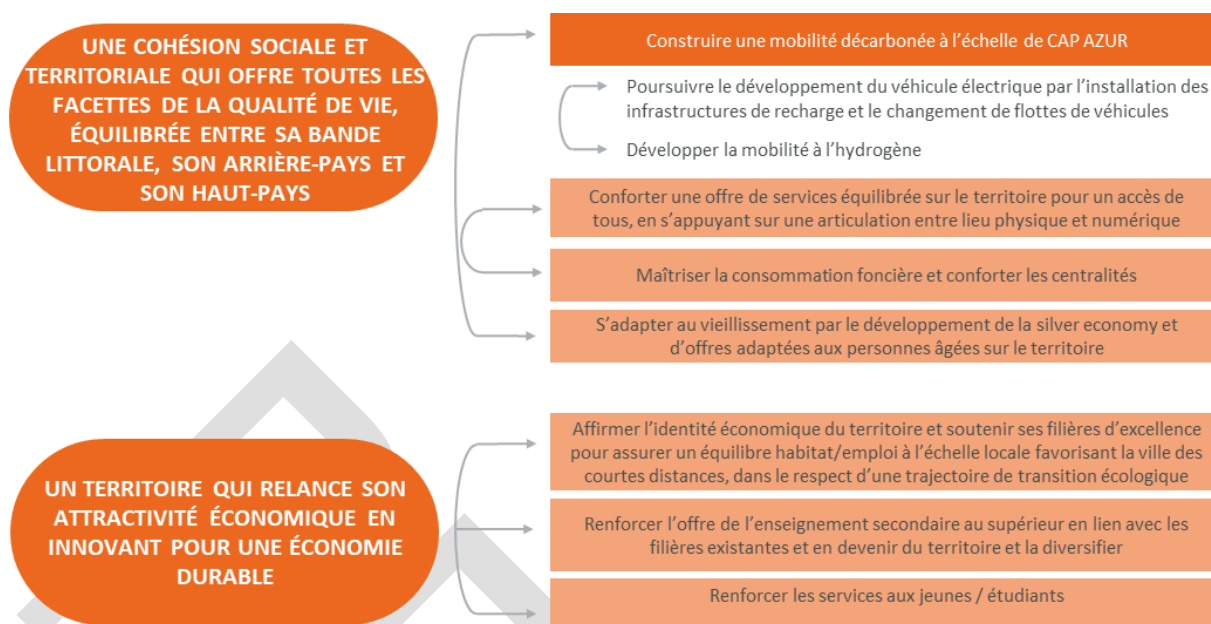
Dans le cadre de son Plan de Mobilité intégré au sein de la refonte du SCOT, la CASA souhaite favoriser des modes de déplacements doux et développer une mobilité décarbonnée au travers du développement d'un transport collectif en commun à faible émission par l'acquisition de bus GNV et électriques, et par le déploiement de bornes de recharge pour les véhicules électriques en partenariat avec Cap Azur.

Aussi, au regard de l'évolution des usages, des préoccupations environnementales et du développement du vélo électrique, la CASA souhaite développer des modes doux par la création de pistes cyclables et trottoirs ou de voies vélos/piétons partagées aux abords des zones d'activités économiques. En effet, ces travaux sont opportuns pour renforcer « la fertilisation croisée » des acteurs de Sophia Antipolis mais aussi pour déployer une mobilité intermodale.

○ Pour le territoire CAP AZUR :

Parmi les 13 orientations retenues, 4 ont été identifiées comme directement opérationnelles au sein du pôle métropolitain CAP AZUR car faisant déjà l'objet de coopérations à cette échelle (en orange foncé dans le schéma ci-dessous).





Un territoire résilient face au changement climatique et aux risques naturels pour conserver la qualité de vie de ses habitants

Territoire qui fait face aux risques naturels, CAP AZUR se doit ainsi de construire sa résilience face à ces risques et au changement climatique pour protéger ses habitants et maintenir la qualité de vie qui fait la force et la renommée du territoire. Maintenir cette qualité de vie par la résilience passe par **l'anticipation du changement climatique et de ses conséquences sur l'agriculture pour construire l'agriculture durable de demain**, et ainsi offrir une alimentation de qualité pour les habitants mais aussi un devenir pour les agriculteurs du territoire ou ceux souhaitant s'y installer : cette thématique opérationnelle vise à renforcer la place de l'agriculture et à en faire une voie d'excellence écologique du territoire, en restaurant des capacités d'accueil de projets agricoles par la reconfiguration de friches agricoles, en développant la recherche et développement au bénéfice de l'agriculture durable et en mobilisant l'agriculture locale au bénéfice d'une alimentation de qualité et des filières industrielles du territoire (notamment la filière plantes à parfums – saveurs – senteurs). C'est aussi **tendre vers une réduction des déchets, un traitement optimisé et une meilleure valorisation des déchets**, en poursuivant les efforts de sensibilisation pour les réduire, en identifiant des solutions communes de traitement des déchets, en optimisant la collecte et en œuvrant pour une véritable économie circulaire sur cette question.

Être résilient face au changement climatique passe aussi par **la transition énergétique** dans tous les domaines pour décarboner au plus vite l'énergie et atténuer le changement climatique : par le déploiement des énergies nouvelles renouvelables et en agissant pour une mobilité décarbonée.

La **valorisation des espaces naturels et de la biodiversité**, véritable force du territoire, doit également être recherchée afin de préserver ces espaces, véritable source de services écosystémiques. A ce titre, le Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur faisant partie du périmètre de CAP AZUR, les actions et dispositifs mis en œuvre sur ce territoire pourront être intégrés au CRTE.

C'est également un vecteur pour construire **la résilience aux risques naturels** qui tendent de s'accroître avec le changement climatique. La gestion du trait de côte doit faire l'objet d'une attention particulière, en envisageant les mesures d'adaptation et de recomposition spatiale du littoral nécessaires.

Enfin, et afin d'anticiper les conséquences à venir du changement climatique et ses pressions qui vont grandir, **la protection de la ressource en eau et l'anticipation de la baisse des ressources hydriques apparaît essentielle**, tant pour les activités économiques, agricoles que pour le maintien de la qualité de vie sur le territoire de CAP AZUR.

Une cohésion sociale et territoriale qui offre toutes les facettes de la qualité de vie, équilibrée entre sa bande littorale, son moyen-pays et son haut-pays

Construire la cohésion sociale et territoriale au bénéfice d'un territoire équilibré et de la qualité de vie des habitants, c'est **construire une mobilité décarbonée** à l'échelle de CAP AZUR pour offrir des conditions de mobilité améliorées pour les habitants et moins émettrices de gaz à effet de serre, en poursuivant le développement du véhicule électrique par l'installation des infrastructures de recharge et le changement de flottes de véhicules (particuliers et de transport en commun) et en développant la mobilité à l'hydrogène. C'est aussi faciliter l'interconnexion des réseaux de transport en commun et la meilleure information des habitants pour les trajets traversant plusieurs EPCI, en particulier pour les trajets Est-Ouest. Le développement des mobilités douces pourra également concourir à un apaisement de ces trajets Est-Ouest en partie liés à la spécialisation des secteurs (résidentiels ou économiques).

Cela passe également par **une offre de services équilibrée sur le territoire pour un accès de tous**, en s'appuyant sur une articulation entre lieu physique et numérique.

Maîtriser la consommation foncière pour préserver les différents usages et **privilégier les centralités** pour des centres villes et centres bourgs vivants sur tout le territoire apparaît comme une condition essentielle pour un développement soutenable et apaisé du territoire.

C'est enfin **s'adapter au vieillissement de la population, par le développement de la silver economy** pour un déploiement d'offres adaptées aux personnes âgées dans tous les domaines, afin d'offrir une qualité de vie qui se maintient avec l'âge.

Un territoire qui relance son attractivité économique en innovant pour une économie durable

Enfin, le territoire de CAP AZUR souhaite relancer son attractivité économique au bénéfice d'une économie durable, dans un contexte de crise sanitaire qui a diversement touché son économie (impacts importants sur le tourisme et l'événementiel, résilience plus forte sur les autres filières d'excellence). **L'affirmation de l'identité économique du territoire par le soutien aux filières d'excellence** (spatial, événementiel, industries créatives, nouvelles technologies/numérique, intelligence artificielle, silver economy, agritech, filière plantes à parfums - saveurs – senteurs, nautisme) s'avère ainsi plus que jamais d'actualité, portée également par l'ambition d'assurer un équilibre habitat/emploi à l'échelle locale favorisant la ville des courtes distances, le tout dans le respect d'une trajectoire de transition écologique (foncier, émissions de gaz à effet de serre...).

Ce renforcement de l'attractivité économique va de pair avec le **renforcement de l'enseignement secondaire au supérieur en lien avec les filières existantes et en devenir et plus largement la diversification de l'enseignement supérieur**. Il est ainsi indispensable d'offrir des conditions d'études aux étudiants locaux voire de rayonner en matière d'enseignement supérieur pour s'affirmer comme un pôle d'enseignement supérieur et économique à part entière. Par ailleurs, ce renforcement et cette diversification de l'offre doit également se traduire sur le segment de la formation continue.

En lien avec l'orientation précédente, le **renforcement des services aux jeunes et aux étudiants** constitue un axe de travail pour leur permettre de vivre sur le territoire dans des conditions optimales.

Les orientations stratégiques (**annexe 1**) font l'objet de fiches descriptives, jointes **en annexe 2.1**. Ces fiches comprennent des objectifs - chiffrés dans la mesure du possible ou qualitatifs - qui peuvent être selon le cas des objectifs numériques, écologiques, économiques, culturels ou sociaux, avec des indicateurs de résultats. Elles indiquent la liste des actions prêtes à être engagées ou des projets qui restent à préciser par champ d'intervention.

En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, elles seront validées par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

Article 4 – Le plan d'action

4.1 L'intégration des contractualisations et programmes de l'État

La CASA est engagée dans les programmes suivants :

- **Action cœur de Ville Vallauris Golfe-Juan** : La commune de Vallauris est bénéficiaire du programme Action Cœur de Ville.
25 actions sont identifiées et destinées à revitaliser l'ensemble du périmètre des deux centralités que compte la ville (**fiche action en annexe**) : 32 534 000 €
- **OPAH RU Vallauris Golfe-Juan (fiche action en annexe)** : 8 582 000 €
- Engagement et partenariat avec le Département dans le programme d'appui New Deal

La CASA est également engagée dans les dispositifs de contractualisation suivants :

- Contrat de Territoire Lecture
- Plan Climat Air Energie Territorial
- Contrat de ville 2015/2022 : 1 154 938 €
- Espace rencontre le « Trait d'Union » depuis 2004 : par an 207 000 €

4.2 La stratégie de relance de l'activité (2021-2022)

Face à l'impact économique, social et financier de la crise sanitaire, l'Etat a lancé le 3 septembre 2020 un plan de relance national dit « Plan France Relance » pour redresser durablement l'économie française et créer de nouveaux emplois.

Ce plan de relance repose sur 3 piliers : la transition écologique, la compétitivité des entreprises et la cohésion sociale et territoriale.

Les investissements, d'un total de 100 milliards d'euros, s'échelonnent sur les années 2021 à 2027 et visent à assurer un accompagnement vers une économie plus écologique, compétitive et solidaire.

A l'échelle régionale, ce soutien est décliné au sein du Contrat d'Avenir signé le 5 janvier 2021 entre l'Etat et la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant de 5,1 milliards d'euros. Cet accord régional de relance est un dispositif intégrateur des crédits du contrat de plan Etat région 2020-2027 et des crédits déconcentrés du plan de relance national sur la période charnière 2021-2023. Dans les Alpes-Maritimes, l'Etat et la Région ont prévu de cofinancer à hauteur de 50% (25% Etat – 25% Région) les projets structurants qui seraient retenus pour la période 2021-2027.

A l'échelle départementale, le Conseil départemental des Alpes-Maritimes a élaboré, dans le cadre de sa politique de cohésion et de solidarité territoriale, un nouvel outil de contractualisation avec les 5 EPCI urbains (CAPG, CACPL, CASA, MNCA, CARF) et leurs communes centres (Grasse, Cannes, Antibes, Nice et Menton).

Ce Contrat de Territoire représente plus de 150 millions d'euros d'aides départementales sur 6 ans (2021-2026). Il a vocation à générer un véritable effet de levier pour le développement maralpin et vise à accompagner les projets d'investissement structurants en lien avec les grandes politiques départementales.

Ce nouveau contrat pluriannuel constitue désormais l'outil privilégié et exclusif de dialogue concernant les aides départementales pour les EPCI signataires, dans un souci de cohérence et de lisibilité de l'action départementale.

Parallèlement à ces dispositifs, l'Etat souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner **à l'échelle locale**, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'Etat.

Les actions soutenues au titre du plan de relance sont détaillées au sein de fiches actions en **annexe 2.1**.

Les actions à court terme, engagées en 2021 figurent en jaune dans le tableau et sont répertoriées par thématique et porteur du projet **en annexe 2.2**.

4.3 Les actions et projets pour le développement et la transition écologique du territoire (2021-2026)

Les actions à moyen et long terme du CRTE sont décrites dans les fiches actions et sont inscrites dans le tableau récapitulatif **en annexe 2.2** par thématique et porteur du projet.

L'inscription formelle des actions dans le CRTE est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Les actions prêtes sont inscrites chaque année dans une convention de financement annuelle qui détaille la participation des différents partenaires.

Il est possible d'ajouter de nouveaux projets après la signature du contrat, lors du comité de pilotage, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, avec l'accord des instances de gouvernance définie à l'article 6.

Article 5 – Engagements des partenaires

Les partenaires du CRTE s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

5.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

5.2. Le territoire signataire

En signant ce contrat de transition écologique, le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la relance et de la transition écologique de son territoire.

Le territoire signataire s'engage à désigner dans ses services une équipe chargée du pilotage du CRTE, et d'identifier une chef de projet responsable d'animer l'élaboration et la mise en œuvre du contrat, ainsi que l'évaluation. Pour les collectivités les moins bien dotées en capacité d'ingénierie, un co-financement du poste de chef-fe de projet pourra être assuré par l'État via une enveloppe régionale.

Le territoire signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire détaillé dans le CRTE est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au CRTE, dont il est maître d'ouvrage.

5.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

Conformément à la circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020, l'État s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du CRTE.

L'État s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le CRTE, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

Selon les situations, l'État peut mobiliser l'ADEME pour un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du CRTE ; la Caisse des dépôts via la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial ; le Cerema pour un appui en matière de définition des projets de territoires, des actions complexes (ex : réseaux), des indicateurs et d'évaluation ; mais aussi : l'Office français pour la biodiversité (OFB), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

5.4. Engagements des opérateurs publics

Un ou des opérateurs publics s'engagent à désigner dans leurs services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du CRTE ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Ce ou ces opérateurs publics s'engagent à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du CRTE, compatibles avec leurs politiques publiques et cadres d'intervention.

5.5. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

Article 6 – La gouvernance du CRTE

Les représentants de l'État et des collectivités territoriales porteuses mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CRTE.

Cette gouvernance s'articule, selon leurs domaines de compétences respectifs, avec le comité stratégique du plan de relance tel que décrit dans la circulaire du Premier Ministre n 6231/SG du 20 novembre 2020 et le comité local de cohésion des territoires (CLCT). Le CLCT participe à la définition d'orientations stratégiques communes en matière d'ingénierie au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'échelle départementale.

Cette comitologie, par la dimension intégratrice des CRTE, a vocation à s'articuler voire intégrer les comitologies existantes, dans un souci d'efficacité et de cohérence.

6.1 Comités de pilotage

Le comité de pilotage est coprésidé par le Préfet du département, ou son représentant, et par le Président du territoire ou son représentant.

Il est composé de représentants de l'exécutif et des services de territoires, des services de l'Etat, de l'ADEME et de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du CRTE, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du CRTE soumise par le comité technique, sur la base des indicateurs de suivi définis pour le CRTE ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions ;
- Etudier et arrêter les demandes d'évolution du CRTE en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

6.2 Le comité technique

Le comité technique est coprésidé par les représentants de l'Etat et du territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis. Il est chargé du suivi de l'avancement technique et financier du CRTE et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.

Le comité technique CASA est composé des membre suivants :

- Mr Alexandre FOLLOT / DGA Développement Economique et Aménagement Durable
- Mr Jean-Philippe ETIENNE/Directeur des Finances
- Mme Isabelle PECQUEUX / Responsable de Gestion Recherche de financements
- Mme Sylvie MACIEJAK/ Responsable de Gestion Recherche de financements

Il se réunira au moins deux fois par an pour :

- Veiller en détail au bon déroulement des actions prévues au contrat, vérifier l'avancement des dossiers, analyser les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établir et examiner le tableau de suivi de l'exécution du CRTE ;
- Mettre en place les outils d'évaluation et analyser les résultats des évaluations ;
- Étudier et valider les demandes d'adhésion à la charte partenariale d'engagement ;
- Étudier et statuer sur les évolutions des fiches orientations ;
- Étudier et statuer sur les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches projets et fiches actions.

Article 7 – Suivi et évaluation du CRTE

Le comité de pilotage du contrat, défini ci-avant, assure le suivi collégial de sa mise en œuvre. Il se réunit au moins annuellement.

Un tableau de bord des projets partagés est élaboré et tenu à jour par l'EPCI, sur la base des informations des maîtres d'ouvrage. Un tableau de bord de suivi du CRTE est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...).

Le CEREMA et les prestations proposées par l'ANCT pourront permettre d'apporter des conseils méthodologiques pour la définition des indicateurs et du dispositif d'évaluation du CRTE.

Article 8 – Résultats attendus du CRTE

Les résultats du CRTE seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec chaque objectif du présent contrat lors de la mise en œuvre de l'action. L'évaluation est menée sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

Si la liste d'actions arrêtée à la date de signature est complétée au cours de l'exécution du contrat par de nouvelles actions, ces dernières seront prises en compte dans l'évaluation finale du CRTE.

Les valeurs des indicateurs peuvent être saisies dans la plateforme informatique dédiée. Ce dispositif de suivi, les indicateurs associés, ainsi que l'usage d'une plateforme de suivi nationale, sera précisé par le comité de pilotage.

Article 9 – Entrée en vigueur et durée du CRTE

L'entrée en vigueur du CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.

La durée de ce contrat est de six ans.

Au terme du contrat, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

Article 10 – Evolution et mise à jour du CRTE

Le CRTE est évolutif. Le corps du CRTE et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou des actions.

Article 11 - Résiliation du CRTE

D'un commun accord entre les parties signataires du CRTE et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin au présent contrat.

Article 12 – Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

A :

Le :

Les signataires

**Le Préfet du Département des Alpes-
Maritimes**

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis**

Bernard GONZALEZ

Jean LEONETTI

Sommaire des annexes

Annexe 1 – Orientations stratégiques

Annexe 2 – Fiches actions CASA

2-1 Fiche projet, cible, indicateurs de suivi

2-2 Tableau récapitulatif

PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

**CONVENTION FINANCIERE ANNUELLE
RELATIVE AU CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION
ECOLOGIQUE**

ANNEE 2021

ENTRE

Le Préfet du département des Alpes-Maritimes, Monsieur Bernard GONZALEZ

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI

D'autre part,

Dénommés les parties prenantes.

Préambule :

En tant qu'accord-cadre pluriannuel, le contrat de relance et de transition écologique accompagne la mise en œuvre d'un projet de territoire à l'échelle du bassin de vie concerné. Il fédère l'ensemble des acteurs institutionnels publics et privés amenés à porter ou à soutenir des actions permettant la réalisation de ce projet et s'inscrit en cohérence avec les stratégies et les outils d'intervention des parties prenantes. Le contrat décline des objectifs et un plan d'actions sur les orientations stratégiques prioritaires du projet de territoire.

La présente convention financière 2021 liste les actions à engager pour l'année 2021.

Elles pourront être cofinancées par l'Etat, par des subventions qui seront demandées par les maîtres d'ouvrage, au titre des dotations et crédits disponibles, pour lesquelles les actions qu'ils portent seraient éligibles.

Les crédits régionaux, les crédits de droit commun du Conseil Départemental, des fonds européens ou d'autres sources de financement qui seraient destinées à apporter un complément financier aux opérations de la présente convention pourront être sollicités par les maîtres d'ouvrage.

VU le contrat de relance et de transition écologique « Sophia Antipolis », signé le , et plus particulièrement le plan d'actions opérationnel,

VU les financements prévus au titre de l'année budgétaire 2021 sur l'ensemble des dispositifs mobilisés dans la mise en œuvre du contrat de relance et de transition écologique et de son plan d'actions,

Les parties prenantes, porteurs du contrat de relance et de transition écologique, conviennent:

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les engagements financiers des porteurs du contrat de relance et de transition écologique, pour l'engagement d'actions au cours de l'année 2021, au regard des actions inscrites dans le plan d'actions susvisé.

ARTICLE 2 : Descriptif des actions à engager en 2021

Ces actions, qui seront à engager en 2021, sont déclinées dans la présente convention.

Chacune d'elles se présente sous la forme d'une fiche-action qui comporte au moins les rubriques suivantes :

- l'axe prioritaire du contrat
- la désignation/l'objet de l'action
- sa localisation
- son descriptif sommaire
- le maître d'ouvrage
- le budget de l'action
- la part mobilisée par le maître d'ouvrage (minimum 20% ou 30% selon les cas)
- la part attendue par l'Etat (*crédits du plan de relance, dotation, crédit de droit commun crédits spécifiques, ...*)
- les parts des autres contributeurs : signataires-partenaires du contrat de relance et de transition écologique, autres cofinanceurs : (*contrat avec une collectivité, appel à projet, apports non financiers, ...*)
- le calendrier de réalisation
- les indicateurs de suivi et d'évaluation.

Ainsi que toute autre indication utile aux cofinanceurs.

ARTICLE 3 : Financement des actions concrètes opérationnelles annuelles

Le financement de chacune des actions programmées en 2021 est réalisé sur la base des décisions fixant la contribution apportée, selon les modalités définies par chacun des dispositifs mobilisés.

Ainsi, concernant les dotations de l'Etat, la présente convention ne dispense pas le porteur de projet de déposer une demande de subvention auprès de la préfecture, qui sera instruite selon les règles les régissant. L'engagement financier de l'Etat au titre de la présente convention est donc sous réserve que les dossiers déposés de demande de subvention soient conformes et éligibles. Pour chaque opération retenue, un arrêté attributif de subvention sera édité.

Au titre de l'année budgétaire 2021, sur la base des actions programmées, les crédits appelés s'élèvent ainsi, à :

Crédits	Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part État	Observations
DETR	Rénovation du Monument aux Morts	Bezaudun-les-Alpes	6 765,00 €		5 412,00 €	
DETR	Rénovation des bureaux de la mairie	Bezaudun-les-Alpes	9 365,00 €		7 492,00 €	
DETR	Rénovation de la toiture de l'église de la Nativité de la Vierge	Bezaudun-les-Alpes	11 830,00 €		9 464,00 €	
DETR	Acquisition et installation de barrières levantes manuelles	Caussols	13 161,00 €		2 632,20 €	
DETR	Aménagement de la cour de l'école et travaux énergétique de deux salles de classe	Caussols	81 899,32 €		24 569,80 €	
DETR	Travaux de rénovation des gîtes communaux	Coursegoules	236 980,05 €		186 574,39 €	
DETR	Travaux de restauration du lavoir de la Fontaine	Cipières	4 400,00 €		1 760,00 €	

Crédits	Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part État	Observations
DETR	Travaux de rénovation électrique des bâtiments communaux	Coursegoules	8 745,44 €		6 996,35 €	
DETR	Sécurisation des jeux d'enfants du village	Gréolières	12 892,85 €		3 044,00 €	
DETR	Aménagement d'un parking au hameau Saint-Pons	Gréolières	110 108,03 €		55 054,01 €	
DETR	Acquisition de matériel informatique pour les services municipaux et l'école	Gréolières	11 100,00 €		8 800,00 €	
DETR	Réfection intérieure de l'église Saint-Pons – Tranche 4	Le Rouret	11 700,00 €		7 020,00 €	
DETR	Réaménagement de la cantine primaire	Roquefort les Pins	60 000,00 €		12 000,00 €	
DETR	Rénovation énergétique de l'école primaire par isolation thermique de la toiture	Tourrettes-sur-loup	118 989 €		23 797,80 €	

Crédits	Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part État	Observations
DSIL	Travaux de mise en accessibilité (ascenseurs) de 5 groupes scolaires (Fontonne, Jacques Boissier, Juan gare, Laval, Pont Dulys)	Antibes	900 000,00 €	420 000,00 €	300 000,00 €	
DSIL	Réhabilitation thermique de l'école élémentaire Jean Moulin	Antibes	625 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	
DSIL	Refonte de la gestion technique centralisée des bâtiments communaux (suivi en temps réel des consommations d'énergie)	Antibes	250 000,00 €	150 000,00 €	100 000,00 €	
DSIL	Rénovation énergétique et sécurisation des bâtiments communaux (écoles + mairie)	Biot	280 300,00 €	41 803,00 €	140 150,00 €	
DSIL	Rénovation du bâtiment existant du groupe scolaire pour l'accueil de loisirs – périscolaire et les extérieurs (phase 3)	Opio	1 660 000,00 €		200 030,00 €	
DSIL	Rénovation d'un bâtiment municipal comportant l'atelier du service technique et 3 logements	Opio	280 117,65 €		84 035,29 €	
DSIL	Amélioration de la performance énergétique des bâtiments communaux	Valbonne	1 207 000,00 €	965 600,00 €	241 400,00 €	

DSIL	Rénovation de la chapelle Saint-Bernardin	Valbonne	178 860,00 €		53 658,00 €	
DSIL	Equipement photovoltaïque sur le toit de l'hôtel de ville	Valbonne	170 357,82 €		79 148,24 €	
DSIL	Aménagement de la coulée verte phase1	Vallauris	400 000,00 €		200 000,00 €	
DSIL	Projet d'alimentation durable au restaurant du groupe scolaire Antony Fabre	Villeneuve Loubet	429 166,67 €		150 208,33 €	
DSIL	Rénovation énergétique des bâtiments communaux	Villeneuve Loubet	643 579,00 €		193 073,70 €	
DSIL	Rénovation du système de climatisation / chauffage du groupe scolaire Antony Fabre	Villeneuve Loubet	661 796,60 €		264 718,64 €	

Crédits	Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part État	Observations
FNADT	Reconfiguration du bureau de poste existant en point relais services publics quartier des Ferrayonnes	Commune de Villeneuve Loubet	166 666,67 €		33 333,33 €	

Crédits	Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part État	Observations
France Relance	Résilience	NEURELEC			800 000,00 €	
France Relance	Résilience	THALES (EURECOM)			480 000,00 €	
France Relance	Résilience	NUVISAN			575 000,00 €	
France Relance	Territoires d'industrie	A CAPELLA PFPCA			800 000,00 €	
France Relance	Territoires d'industrie	SANGAMO			500 000,00 €	
France Relance	Territoires d'industrie	MONACO MARINE ANTIBES			700 000,00 €	
France Relance	Industrie du futur	FASTLITE			1 920,00 €	
France Relance	Industrie du futur	IMPRIMERIE MAURAY			12 418,00 €	
France Relance	Industrie du futur	RECORD FRANCE			100 268,00 €	
France Relance	Industrie du futur	PLENESYS			4 251,00 €	
Crédits	Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part État	Observations
France Relance	Industrie du futur	3ECO CONCEPT			15 692,00 €	
France Relance	Soutien aux associations	APPRENTIS D'AUTEUIL CFC (PRESTATION JEUNESSE)			61 195,00 €	
France Relance	Soutien aux associations	APPRENTIS D'AUTEUIL CFC (JEUX EN FAMILLE)			36 632,00 €	

France Relance	Soutien aux associations	BRAS OUVERTS			71 654,00 €	
France Relance	Densification et renouvellement urbain – fonds de recyclage foncier des friches	GITE CLAIR			684 596,00 €	
France Relance	AAP Innovation / EETE	Projet STACK			100 000,00 €	
France Relance	AAP Innovation / EETE	Projet micropoltrack			100 000,00 €	
France Relance	Rénovation énergétique et réhabilitation lourde des logements sociaux	ICF Habitat			616 000,00 €	
France Relance	Restauration écologique	CAUSSOLS			1 796,00 €	
France Relance	Restauration écologique	GOURDON			19 347,00 €	
France Relance	Investissement du quotidien santé	CH Antibes Juan les pins			396 000,00 €	
France Relance	Investissement du quotidien santé	SLD Vallauris			57 000,00 €	
France Relance	Investissement du quotidien santé	La riviera centre hémodialyse Antibes			34 000,00 €	
France Relance	Investissement du quotidien santé	Pôle Antibes St Jean			32 000,00 €	
France Relance	Investissement du quotidien santé	Agahtir udm Antibes			5 000,00 €	
France Relance	Enveloppe Centre de préparation aux JO - ANS équipement	Extension de la salle d'haltérophilie M. Maurice			68 987,70 €	
France Relance	FITN7 - Axe3	Valbonne			19 000,00 €	
France Relance	FITN7 - Axe3	Roquefort-les-pins			17 826,00 €	
France Relance	PDR Musique	La School			16 510,00 €	

France Relance	Jardins collectifs ou partagés	Emancip'Action			29 222,00 €	
France Relance	OFB – Atlas biodiversité communale	Chateauneuf-Grasse			30 000,00 €	
France Relance	OFB – Atlas biodiversité communale	Commune Saint Paul de Vence avec CEN PACA			24 872,00 €	
France Relance	Rénovation des aires d'accueil des gens du voyage	CASA			256 000,00 €	
France Relance	Prévention des risques et renforcement de la résilience – protection du littoral (phare la Garoupe)	Antibes			137 500 €	
France Relance	Dispositif TREMLIN EETE	Villeneuve Loubet		BENOMAD	5 000,00 €	
France relance	Projet agricole territoriaux	Opio			91 140,00 €	
France relance	Projet agricole territoriaux	CASA			70 000,00 €	
France relance	Industrie du futur	SOPHIA CONSEIL			12 896,00 €	
France relance	Industrie du futur	AUTOMATISATION SYSTEMES MECANIKES			12 400,00 €	
Crédits	Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part État	Observations
France relance	Industrie du futur	ARTDENT LIMITED			18 485,00 €	
France relance	Industrie du futur	IADAPTME			4 800,00 €	
France relance	Industrie du futur	COULOMP ET FILS			1 218 798,00 €	
France relance	Prévention des risques et renforcement de la résilience – protection du littoral	Sentier Littoral d'accès public à la Batterie du Graillon à Cap d'Antibes			220 000,00 €	
France relance	Economie circulaire / Biodéchets	Syndicat mixte pour la valorisation des déchets univalom			35 000,00 €	

Séjour de la Santé	Investissement lourd	CH d'Antibes Juan les Pins			5 000 000,00 €	
Fond Barnier		CASA			105 000,00 €	
Fond Barnier		SMIAGE			3 365 000,00 €	
Contrat d'avenir territorial (CAT)	Construction du pôle de l'innovation et de la maison de l'intelligence artificielle	CASA	29 380 000,00 €		7 345 000,00 €	Financement de l'engagement sur CPER 2022-2027

Total des crédits État par type de crédits	Plan de relance	DETR	DSIL	FNADT	Fond Barnier	CAT
26 952 577,78 €	13 493 205,70 €	354 616,55 €	2 256 422,20 €	33 333,33 €	3 470 000,00 €	7 345 000,00 €

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention est signée pour l'année 2021 correspondant à l'année budgétaire.

Les actions inscrites devront être engagées dans l'année, les autorisations d'engagement de l'Etat devant être notifiées avant le 31 décembre 2021.

ARTICLE 6 : Suivi

Le comité de pilotage du contrat de relance et de transition écologique assure le suivi de la réalisation des actions et des engagements des signataires et des partenaires.

Fait àle

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

Le Préfet des Alpes-Maritimes

Monsieur Jean LEONETTI

Monsieur Bernard GONZALEZ

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte :	24/01/2022
Numéro :	BC_2022_004A
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Matière :	7.10 - Divers

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions

Accusé d'envoi

Identifiant : Bj9IdmH

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/01/2022

Identifiant : 006-240600585-20220124-BC_2022_004A-DE

Acte recu

Date :	24/01/2022
Numéro interne :	BC_2022_004A
Code nature :	1
Code matière 1 :	7
Code matière 2 :	10
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financiÃƒre 2021 - DÃƒfÃƒ,Ã©libÃƒfÃƒ,Ã©ration modificative
Classification utilisÃ©e :	29/08/2019
Document :	99_DE-006-240600585-20220124-BC_2022_004A-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3

99_SE-006-240600585-20220124-BC_2022_004A-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20220124-BC_2022_004A-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20220124-BC_2022_004A-DE-1-1_4.PDF

N

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte :	24/01/2022
Numéro :	BC_2022_004B
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Matière :	7.10 - Divers
Interlocuteur	
Nom :	CHALIER Vanessa

Suivi des transactions

Accusé d'envoi

Identifiant : SZGSJMz

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/01/2022

Identifiant : 006-240600585-20220124-BC_2022_004B-DE

Acte recu

Date :	24/01/2022
Numéro interne :	BC_2022_004B
Code nature :	1
Code matière 1 :	7
Code matière 2 :	10
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financier 2021 - Df, libf, ration modificative
Classification utilisée :	29/08/2019
Document :	99_DE-006-240600585-20220124-BC_2022_004B-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/01/2022
Numéro : BC_2022_004C
Nature : DE - Deliberations
Objet : Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Matière : 7.10 - Divers

Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : sripBnU

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/01/2022
Identifiant : 006-240600585-20220124-BC_2022_004C-DE

Acte reçu

Date : 24/01/2022
Numéro interne : BC_2022_004C
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 10
Objet : Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220124-BC_2022_004C-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/01/2022
Numéro : BC_2022_004D
Nature : DE - Deliberations
Objet : Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Matière : 7.10 - Divers

Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 92bFK3Y

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/01/2022
Identifiant : 006-240600585-20220124-BC_2022_004D-DE

Acte reçu

Date : 24/01/2022
Numéro interne : BC_2022_004D
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 10
Objet : Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220124-BC_2022_004D-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte :	24/01/2022
Numéro :	BC_2022_004E
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Matière :	7.10 - Divers
Interlocuteur	
Nom :	CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JQojIim

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/01/2022
Identifiant : 006-240600585-20220124-BC_2022_004E-DE

Acte reçu

Date : 24/01/2022
Numéro interne : BC_2022_004E
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 10
Objet : Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220124-BC_2022_004E-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20220124-BC_2022_004E-DE-1-1_2.PDF

N

Date de l'acte :	24/01/2022
Numéro :	BC_2022_004F
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Matière :	7.10 - Divers

Nom : CHALIER Vanessa

Identifiant : 27kIJmV

Date de réception : 26/01/2022

Identifiant : 006-240600585-20220124-BC_2022_004F-DE

Date :	24/01/2022
Numéro interne :	BC_2022_004F
Code nature :	1
Code matière 1 :	7
Code matière 2 :	10
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financier 2021 - DÃfÃfÃ,Ã©libÃfÃfÃ,Ã©ration modificative
Classification utilisée :	29/08/2019
Document :	99_DE-006-240600585-20220124-BC_2022_004F-DE-1-1_1.PDF

N

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte :	24/01/2022
Numéro :	BC_2022_004G
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Matière :	7.10 - Divers

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions

Accusé d'envoi

Identifiant : 7ZtJEVa

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/01/2022

Identifiant : 006-240600585-20220124-BC_2022_004G-DE

Acte recu

Date :	24/01/2022
Numéro interne :	BC_2022_004G
Code nature :	1
Code matière 1 :	7
Code matière 2 :	10
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financiÃƒre 2021 - DÃƒlibÃƒration modificative
Classification utilisée :	29/08/2019
Document :	99_DE-006-240600585-20220124-BC_2022_004G-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte :	24/01/2022
Numéro :	BC_2022__004H
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financière 2021 - Délibération modificative
Matière :	7.10 - Divers

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions

Accusé d'envoi

Identifiant : sGNCiRz

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/01/2022

Identifiant : 006-240600585-20220124-BC_2022_004H-DE

Acte recu

Date :	24/01/2022
Numéro interne :	BC_2022_004H
Code nature :	1
Code matière 1 :	7
Code matière 2 :	10
Objet :	Contrat de Relance et de Transition Ecologique 2021-2027 (CRTE) -Contrat et convention financiÃƒre?re 2021 - DÃƒfÃƒfÃƒ,Ãƒ@libÃƒfÃƒfÃƒ,Ãƒ@ration modificative
Classification utilisée :	29/08/2019
Document :	99_DE-006-240600585-20220124-BC_2022_004H-DE-1-1-1.PDF

Annexes

Nombre : 2

99_SE-006-240600585-20220124-BC_2022_004H-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20220124-BC_2022_004H-DE-1-1_3.PDF

N